
Les Notes de la Fondation Jean-Jaurès

Chroniques américaines

Les élections présidentielles
vues de Washington

Franz Lauer

Préface de Rahm Emanuel
Représentant au Congrès

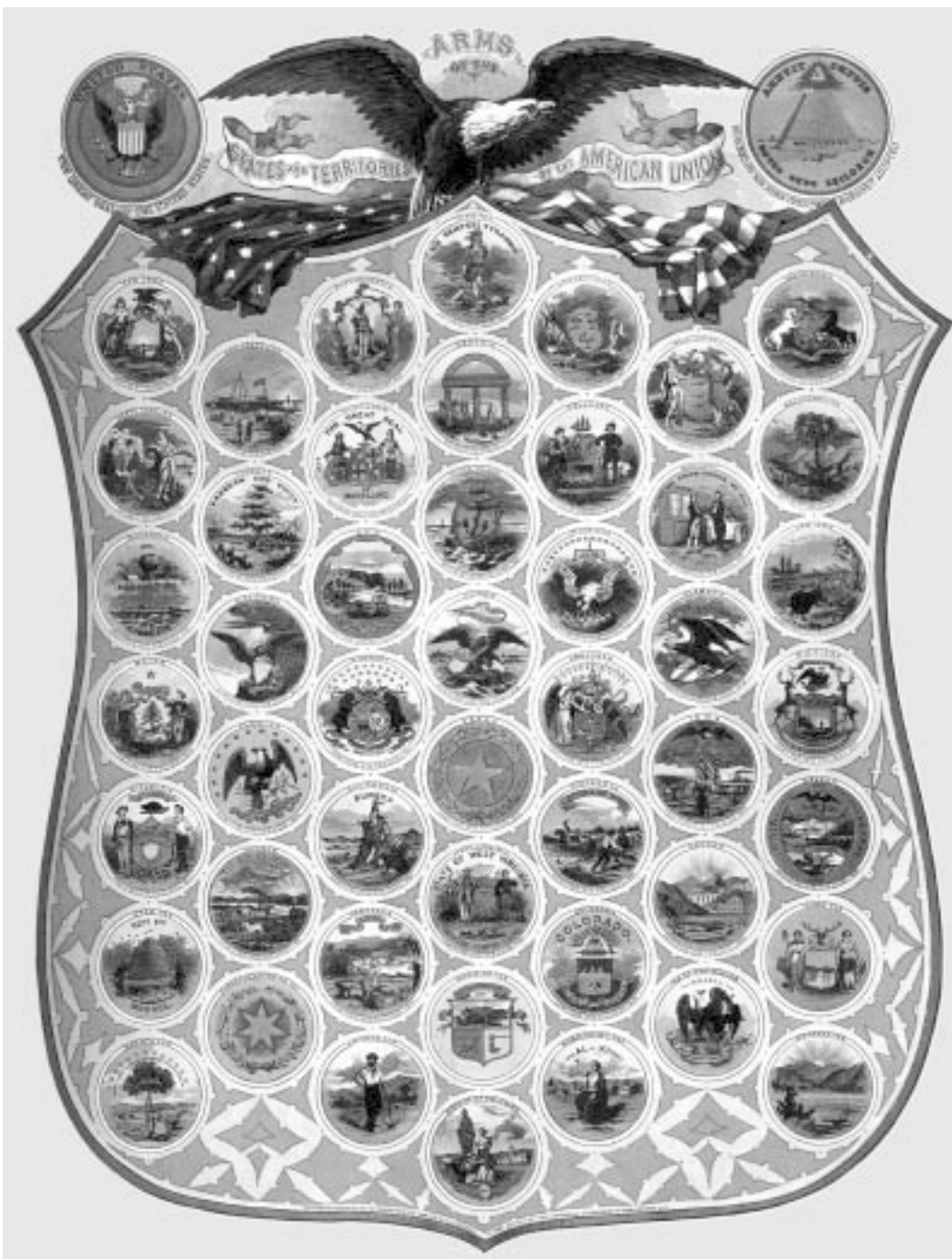
N°44 - Octobre 2004



Rahm Emanuel siège à la Chambre des Représentants du Congrès américain où il représente depuis 2003 le cinquième district de l'Illinois.

De 1993 à 1998, il a été Conseiller pour les affaires politiques du Président Bill Clinton à la Maison-Blanche.

Franz Lauer, l'auteur de ces chroniques, était en poste à l'Ambassade de France aux États-Unis durant cette campagne électorale.



Préface

A moins de deux semaines des élections présidentielles, nous vivons un moment critique pour notre pays. Les enjeux sont très importants. L'excitation est à son comble. Les inscriptions sur les listes électorales battent leur plein et pour la première fois, un nombre important de jeunes Américains se sentent directement concernés par cette élection. La télévision ne se concentre pratiquement sur rien d'autre.

Les candidats ont débattu. Les téléviseurs de tous les Etats d'Amérique sont submergés de spots publicitaires de John Kerry et de George Bush. Quant aux électeurs indécis – pour ceux qui le sont encore – ils doivent se sentir traqués.

Qu'il y a-t-il donc avec cette élection 2004 pour qu'elle exerce une telle fascination chez les Américains et dans le reste du mon-

de ? C'est tout simplement du fait de l'enjeu qu'elle représente et du contraste si fort qui existe entre les candidats.

Dans un article paru au mois de mars dans le journal de ma ville natale, le *Crain's Chicago Business*¹, j'écrivais ceci :

« Les démocrates doivent proposer à l'Amérique un autre projet qu'une économie qui ne crée pas d'emploi et une occupation sans fin de l'Iraq. Ils doivent proposer un projet qui aide véritablement notre pays à faire face aux défis auxquels il est aujourd'hui confronté :

- Plutôt que de parler de baisses d'impôts, les démocrates devraient présenter une réforme fiscale significative comme le « *Credit Familial Simplifié*² » que je propose, qui réduirait notamment près de 2000 pages de législation fiscale à un formulaire comportant les 12 questions de base.

- Depuis son entrée en vigueur, le coût du nouveau système « *Medicare* » réformé par le Président est passé de 400 milliards à 537 milliards de dollars sans aucune amélioration. Pire, il a joué un mauvais tour aux personnes âgées en empêchant l'importation à moindre coût, du Canada, de médicaments pourtant approuvés par la « *Food and Drug Administration* » et en privant le gouvernement de sa faculté de négocier les prix avec les compagnies pharmaceutiques. En utilisant les mêmes instruments que ceux utilisés par les entreprises pour réduire leurs coûts, comme la négociation de prix de « gros », les démocrates peuvent offrir un système moins coûteux et plus efficace.

- Plutôt que de se plaindre du fait que le Président a insuffisamment financé sa propre initiative « *No Child Left Behind* » de 27 milliards de dollars, les démocrates devraient s'assurer que nos écoles reçoivent un soutien adéquat leur permettant à la fois d'améliorer leurs performances, via des critères réalistes, et de disposer d'enseignants bien formés et de classes non surchargées autorisant un enseignement de qualité.

- *Saddam Hussein n'est plus là ; mais l'Iraq est pourtant loin d'être stabilisé : pour preuve, des Américains et des Iraquiens y meurent tous les jours. En impliquant davantage la communauté internationale, les démocrates s'assureront que l'Amérique partage le fardeau d'un nouvel Iraq plus libre et plus stable.*

Les démocrates offriront un projet pour l'Amérique, qui améliorera la situation de l'économie, bénéficiera à ses citoyens et constituera un exemple pour le reste du monde. C'est comme cela que nous gagnerons la Maison-Blanche ».

Cet article reste toujours d'actualité.

Certains d'entre vous peuvent se demander pourquoi cette élection est si contestée. Le projet économique de George Bush a consisté en des baisses massives d'impôts pour les individus les plus riches et pour les entreprises. George Bush deviendra ainsi probablement le premier président des Etats-Unis depuis Herbert Hoover à connaître des pertes nettes d'emplois durant sa présidence.

Au lieu de subvenir aux besoins des citoyens américains, nous avons dépensé leur argent pour bâtir des écoles, des hôpitaux et des routes en Iraq. Le peuple américain ressent aujourd'hui durement le poids de trois guerres financées via quatre baisses d'impôts successives par le truchement d'un système fiscal qui a besoin d'être remanié en profondeur. Dans un article publié dans le *Wall Street Journal*³ au mois de novembre 2003, je rappelais la philosophie derrière les baisses d'impôts du Président et soulignais qu'il convenait de faire de la simplification de ce système fiscal un véritable enjeu de la campagne électorale :

« (...) Les démocrates doivent devenir le parti de la réforme fiscale et retourner au Président Bush le colis de l'encombrant et régressif système fiscal qu'il a créé. Le thème de sa réforme fiscale est en réalité le suivant : avec l'aide de leurs comptables ou de leurs

avocats, les intérêts particuliers seront récompensés avec des subventions et pourront s'abriter au sein de niches fiscales pendant que les classes moyennes croulent sous le poids d'un système fiscal écrasant, fait de formulaires fiscaux illisibles (...) Avec une législation fiscale de plus de 45 000 pages, les démocrates ne devraient pas se contenter d'une simple réforme de ce système : ils devraient en effet assortir cette dernière d'un travail de simplification du droit. Comme alternative à l'actuel système en vigueur, les démocrates devraient promouvoir une réforme qui puisse soulager les classes moyennes. Le « Crédit Familial Simplifié » est un bon modèle de ce qui pourrait être fait. Il réduirait en effet 2000 pages de législation fiscale superflue à un formulaire unique et accessible de douze questions. Non content de participer d'une réelle simplification du droit, le « Crédit Familial Simplifié » maintiendrait en même temps la progressivité du système fiscal... Ce système, offrant simplification et progressivité, devrait être adopté par les démocrates comme le pilier d'une vaste réforme fiscale (...) Un système fiscal respectueux des valeurs et des intérêts des classes moyennes devrait devenir le cri de ralliement du parti démocrate en 2004. »

Les baisses d'impôts et la réforme du système fiscal ne sont toutefois qu'un aspect du problème auquel nous sommes aujourd'hui confrontés. Les familles américaines doivent en effet faire face à une augmentation de 36 % du coût des soins de santé et d'une augmentation de 35 % des tarifs de l'enseignement supérieur, ce qui revient à mettre l'éducation hors de portée des bourses de nombreuses familles.

Enfin notre « leadership » dans le monde est aujourd'hui un point hautement débattu. Quel équilibre doit-il y avoir entre la protection nécessaire de l'Amérique et des Américains contre le terrorisme et le maintien de notre rôle de superpuissance éclairée dans le monde ? Nous ne devons pas oublier que ce rôle qui nous est traditionnellement dévolu implique également un sens des responsabilités, et que nous devons donner l'exemple au monde.

En 1991, j'ai travaillé au sein de la campagne du Gouverneur Bill Clinton pour la Présidence. Nous avions alors un slogan que beaucoup d'entre vous n'ont pas oublié, « It's the economy, stupid⁴ ». Ce principe est toujours vrai aujourd'hui.

L'élection de 2004 déterminera la direction de notre pays pour les années à venir. Serons-nous une nation économiquement prospère tout en subvenant aux besoins des plus démunis ? Jouerons-nous un rôle « leader » dans le monde tout en restant compétitifs dans l'économie mondialisée ?

Celui qui saura le mieux représenter les aspirations du peuple américain gagnera cette élection. Ralph Nader avait tort, en 2000, quand il disait qu'il n'y avait aucune différence entre les candidats démocrates et républicains : nous avons pu en ressentir les effets pendant quatre ans. La différence en 2004 est encore plus cruciale. À travers cette élection, les électeurs détiennent la clef de leur avenir.

Représentant **Rahm Emmanuel.**

Octobre 2004.

1)- Annexe 1.

2)- « Simplified Family Credit ».

3)- Annexe 2.

4)- « Parlons plutôt d'économie, nigauds ! » Ce slogan rappelait aux Américains que le Président Bush père s'était préoccupé des affaires extérieures plus que de la situation économique du pays, qu'il avait négligé.

Pour M.R.Yade, qui a attendu...



Avant-propos

« I dated Dean, I married John Kerry¹ »

Je voudrais savoir pourquoi tous les démocrates de Washington ne se dressent pas comme un seul homme pour s'opposer à Bush et à sa guerre unilatérale en Iraq ! Mon nom est Howard Dean, et je représente l'aile démocrate du Parti démocrate² ». La course à la Maison-Blanche commence véritablement avec ce cri de guerre. Gouverneur d'un modeste Etat de Nouvelle-Angleterre surtout connu pour ses randonnées pédestres et ses lacs, inconnu du grand public, Howard Dean réveille soudain le peuple démocrate assoupi. Assommé par sa « victoire confisquée » de 2000, inhibé par la stature d'un président tout-puissant depuis le 11 Septembre, divisé par sa lourde défaite lors des « mid-term elections » du mois de novembre 2002, le Parti démocrate est alors dans les limbes. Reprendre le contrôle de la Maison-Blanche ? Personne n'y songe sérieusement. Depuis le retrait d'Al Gore, les drapeaux sont en berne. Les démocrates ont le tracassin. Et quoi de mieux, dans ces cas-là, qu'une bonne bouffée de « Clinton nostalgia » ? Sur les bords

du Potomac, dans les arrière-salles du « Four Seasons³ », on guette le retour d'Hillary Clinton, avec quatre ans d'avance. Sur un ticket avec le général Clark, disent les plus optimistes et les moins informés. De son côté, Howard Dean ne l'entend pas de cette manière.

Au départ, personne n'a véritablement fait attention à ce sympathique clown geignard aux manches retroussées et au style direct. On a toujours besoin de personnages folkloriques pour chauffer les salles, se dit-on à Washington, en attendant l'entrée en lice des champions démocrates : les Kerry, Gephardt, Lieberman, Graham... Mais voilà, quelques mois plus tard, l'impensable arrive : l'hurluberlu du Vermont est en tête des sondages. Il est aussi en tête du « fundraising », grâce à une innovation géniale, la levée de fonds via Internet, qui fait ainsi une entrée remarquée en politique⁴. Avec son style énergique et décapant, Howard Dean sort les démocrates de leur grand sommeil et jette en politique une nouvelle génération de jeunes Américains, qui atteignent parfois tout juste la majorité. Dean est soudain promu « rock-star » de la politique : au début de l'été, les magazines « Newsweek » et « Times » lui consacrent leur « Une ». À la fin du mois de décembre 2003, le soutien d'Al Gore en poche, en tête des sondages et du « fundraising », « Dr Dean » a gagné les « pré-primaires ». La suite est brutale : panique à Washington, haro sur le « front-runner », dégringolade et implosion en vol d'une campagne sur-vitaminée au lendemain de deux primaires perdues. Après les défaites en Iowa et dans le New Hampshire, l'écurie Dean s'effondre. Un pressentiment a soudain remis John Kerry au centre du jeu : George « W. » Bush ne fera qu'une bouchée de cet obscur gouverneur du Vermont au tempérament belliqueux. Non, pour chasser « W. » de la Maison-Blanche, il faut, se dit-on chez les démocrates, un champion de la sécurité nationale, un type qui puisse contester au Président sortant sa stature de chef de guerre. Cet homme, c'est Kerry, ancien vétéran du Vietnam et du Congrès. Un « insider » qui ne se laissera pas enfermer comme Dukakis dans l'image du « liberal » de Nouvelle-Angleterre. Un crack du vélo et du hockey sur glace. Enfin,

on ne battra pas Bush sur une campagne anti-guerre disent les concierges coalisés. D'ailleurs, la majorité des démocrates au Congrès l'ont voté, cette intervention. Tant pis pour les électeurs de base du parti, tant pis pour les légions de « Deaniacs » enthousiastes, hostiles à la guerre : « Mieux vaut avoir tort avec Kerry que raison avec Dean » proclament sans appel les électeurs de l'Iowa et du New Hampshire. Par un Lazare politique dont il a désormais le secret⁵, John Kerry remporte coup sur coup le « caucus » d'Iowa et la primaire de New Hampshire. La bulle Dean se dégonfle. Les nouveaux prétendants, l'ex-Général Clark et John Edwards, seront liquidés en quelques semaines. Oui, le démocrate 2004 vote utile... Alors que Clark remballé ses affaires, le talentueux Edwards gagne ses galons d'aspirant vice-président. Voilà, l'histoire de ces primaires pourrait s'arrêter là ; mais à y regarder deux fois, on peut en tirer quelques enseignements supplémentaires.

La campagne Dean s'est effondrée dans un retentissant fiasco, sous les moqueries de l'ensemble des commentateurs et de la classe politique. Mais comment ne pas voir dans les rires sardoniques qui accompagnent sa chute un lâche soulagement⁶. Pendant six mois, Dean a donné des sueurs froides à tout le monde avec sa petite musique « anti-establishment ». Et c'est peu dire qu'elle a été peu appréciée de la direction du Parti démocrate. Si dès le début la campagne Dean suscite un tel engouement populaire, n'est-ce pas parce qu'elle a posé les bonnes questions et cerné les véritables enjeux de cette élection présidentielle ? Ironie du sort, c'est là que John Kerry, le dos au mur, a puisé l'énergie d'un second souffle qui lui ouvrira peut-être les portes de la Maison-Blanche le 2 novembre prochain : attaque frontale du Président sur son bilan, opposition résolue à la guerre en Iraq et levée massive de fonds sur Internet. Un savant triptyque mis en œuvre par Howard Dean... au printemps 2003.

Dès le départ, Howard Dean refuse la défaite annoncée. À des démocrates jouant profil bas qui se cantonnent à guetter une éventuelle chute de popularité du Président Bush, il oppose avec

véhémence une stratégie d'attaque frontale du Président et de ses politiques. Il ne se contente pas de critiquer les baisses d'impôts anti-redistributives du Président Bush, il attaque la pièce centrale de sa popularité : la guerre en Iraq et sa stratégie de lutte contre le terrorisme. Dean a la chance de ne pas siéger au Congrès : il n'a pas eu à voter, comme la plupart des autres candidats démocrates⁷, pour donner au Président l'autorisation d'intervenir en Iraq. Il est un des rares candidats à faire de l'opposition à la guerre en Iraq sa priorité. À qui veut bien l'entendre, il martèle que la véritable guerre contre le terrorisme se joue en Afghanistan. Dans un ultime coup de poker, c'est justement ce thème central que le candidat John Kerry reprendra dans son discours du 20 septembre 2004, à six semaines de l'élection.

Le succès de la campagne Dean révèle également une véritable fracture au sein de l'électorat démocrate, entre la base activiste mécontente, opposée à la guerre, et les élites démocrates modérées qui gardent les yeux rivés sur les sondages et les « swing states ». C'est dans ces Etats que demeurent les électeurs indépendants dont les voix sont primordiales pour cette élection. Or, les tam-tams bruyants de la campagne Dean pourraient les effrayer. Cette fracture révèle une profonde crise d'identité du Parti démocrate. Howard Dean l'évoque sans fausse pudeur. Et cette crise d'identité survivra à une éventuelle victoire de John Kerry le 2 novembre. Quant à la défaite, elle plongerait tout simplement le parti dans une véritable guerre civile. C'est indirectement à cette crise que Dean fait référence lorsqu'il fait cette déclaration maladroite qui lui attire les remontrances de tous les démocrates : « *I still want to be the candidate for guys with confederate flags on their pick-up trucks ; we can't beat Georges Bush if we don't appeal to a broad section of Democrats*⁸ » ; avec ce clin d'œil au prolétariat blanc des Etats du Sud, Dean cherche à ressusciter les morts. Il n'est pas raciste, encore moins ségrégationniste. Il rappelle simplement aux démocrates une vérité crue : qu'ils ont perdu leur base d'antan, le prolétariat et les classes moyennes rurales blanches du

Sud, que les républicains, en jouant notamment la carte raciale, ont su habilement récupérer à la faveur de la bataille pour les Droits Civiques et de la Guerre du Vietnam. Dean en appelle également à tous les cocus et désabusés de la politique, ceux qui ont suivi Ross Perrot en 1992, Pat Buchanan voire Ralph Nader en 2000⁹. En d'autres termes, ceux qui ne se retrouvent pas dans le système bipolaire contrôlé par les deux partis « monopolistiques ».

Si Dean fait grincer l'establishment démocrate de Washington, ce n'est pas uniquement parce qu'il le met régulièrement en cause. C'est aussi qu'il conteste son monopole sur le peuple démocrate. Il lance ainsi, avec l'aide de Joe Trippi, consultant politique de Washington passé par la « Silicon Valley », son propre mouvement politique décentralisé financé via Internet. D'une certaine manière « DeanforAmerica.org » est le premier véritable « e-parti ». Il y a là préfiguration de ce qui pourrait advenir le 3 novembre prochain, si tous ces groupes politiques soi-disant « indépendants » qui exploitent habilement une niche juridique de la loi Feingold-MacCain sur le financement des partis décident de ne pas se saborder : l'autogestion, une balkanisation du Parti démocrate. Cette campagne a vu l'irruption d'une nouvelle forme d'activisme politique décentralisé : « America Coming Together », « Moveon.org », « The media Fund », « Democracy for America » etc. Toutes ces organisations désignées par leur intitulé dans le code fiscal : les « 527's ». Il n'est pas exclu qu'elles constituent désormais une menace pour le Parti démocrate¹⁰. N'ont-elles pas pris en charge bon nombre de ses missions traditionnelles : collectes de dons, financements de spots publicitaires, inscription d'électeurs sur les listes électorales, porte-à-porte dans les « Swing States » ? Qu'advient-il de ces organisations après l'élection ? Leur émergence répond partiellement à la frustration des électeurs vis-à-vis des partis « traditionnels ». Avec leurs structures souples et décentralisées, ces organisations s'inscrivent dans le paysage politique américain. Le succès de « DeanforAmerica.org », interactif, autofinancé par Internet, a préfiguré leur arrivée.

Enfin il faut se souvenir que la principale crainte des démocrates au mois de janvier 2004 est l'écart financier considérable avec le Président sortant. Après son miraculeux retournement de situation, John Kerry ne dispose toutefois au début du mois de janvier 2004 que d'une dizaine de millions de dollars, dont une partie – 6,4 millions de dollars – correspond à l'hypothèque de sa propre maison de Boston. Pourtant, à compter du mois de mars, et pendant cinq mois consécutifs, Kerry va soudain lever plus de fonds que le Président Bush. À l'arrivée, l'écart n'est plus significatif : John Kerry a levé 217 Millions de dollars, un record absolu chez les Démocrates, contre 260 millions pour le Président sortant¹¹. Là encore, John Kerry a utilisé avec succès un instrument redoutablement efficace dont il a hérité d'Howard Dean. John Kerry a levé en six mois 65 millions de dollars sur Internet, soit plus de 10 millions par mois, alors que Georges Bush n'en a rassemblé « seulement » que 8,7.

La campagne Dean a été un temps fort des primaires démocrates et de ces élections, un espace de liberté et de créativité – de vérité ? – dans un jeu politique très contraint. Dean n'y a d'ailleurs lui-même pas résisté. Mais il a joué un étonnant rôle précurseur, que ni les électeurs démocrates ni John Kerry ne sont prêts d'oublier.

John Kerry Président ?

Un récent sondage publié par un journal français révélait que 87 % des Français souhaitent l'élection de John Kerry à la Présidence des Etats-Unis d'Amérique. Pourtant s'il est élu, Kerry ne sera certainement pas la pilule magique qui rendra aux Français l'Amérique qu'ils aiment : celle de Woody Allen et de « Sex & the City » ; celle qui porte le fardeau de la sécurité globale tout en se pliant de façon exemplaire aux diligences d'un multilatéralisme exigeant et « réformé ». Celle qui ratifierait d'un trait de plume Kyoto, la Cour Pénale Internationale et Ottawa, qui accepterait sans

ciller nos quotas audiovisuels et notre « diversité culturelle » tout en buvant un verre de Chateauneuf-Du-Pape à notre santé. Certes, John Kerry parle le français. « He looks French » disent les commentateurs de Fox News¹² (pour le discréditer). Mais il faut faire attention aux lendemains qui déchantent, une fois que sera tombé le rideau de « Jean-François Kerry et le grand méchant Bush », cette comédie de boulevard que l'on nous passe chaque soir sur nos petits écrans. Avec ses chemises « Façonnable », Kerry apportera nécessairement un autre style à la Maison-Blanche. Pour le reste, il faut être prudent...

Franz Lauer

flauer@jean-jaures.org

1)- Slogan des partisans de John Kerry lors du « Caucus » de l'Iowa.

2)- « *What I want to know is why so many Democrats in Washington aren't standing up against Bush's unilateral war in Iraq. My name is Howard Dean, and I represent the Democratic wing of the Democratic party* ».

3)- Équivalent de la Brasserie Lipp à Washington...

4)- Dès le mois de juin 2003, Dean devance largement tous ses concurrents

démocrates en terme de « fundraising ». Il lèvera au total 53 millions de dollars jusqu'à son retrait définitif de la course le 18 février 2004.

5)- Voir « Kerry tale », p.130.

6)- Howard Dean est emporté par la spirale médiatique après son célèbre cri de re-mobilisation poussé en direct après les résultats du Caucus de l'Iowa du New Hampshire : voir « le Cri », p. 24.

7)- Cinq candidats démocrates sont opposés à la guerre lors des Primaires (Dean, Kucinich, Graham, Sharpton et Mosley Braun) alors que cinq autres y sont favorables (Kerry, Edwards, Clark, Lieberman, Graham). En revanche, ils sont seulement deux à avoir voté contre la guerre au Congrès (Graham et Kucinich) sur les sept candidats siégeant au Congrès.

8)- « Je veux être le candidat des types avec des drapeaux confédérés sur leurs camionnettes ; nous ne pourrons pas battre George Bush si nous ne faisons pas appel à une grande variété d'électeurs démocrates ».

9))- Curieusement, Ralph Nader a reçu cette année le soutien du « Reform Party », fondé par Ross Perrot, et qui avait investi le conservateur Buchanan en 2000. Depuis l'annonce de sa candidature, Ralph Nader n'a de cesse de répéter qu'il prendra plus de voix aux républicains qu'aux démocrates...

10)- Les Républicains ont également bénéficié de ces 527's : c'est un de ces groupes, les « swift boat veterans for truth » qui a lancé l'attaque la plus meurtrière de cette campagne, manquant de peu de définitivement torpiller la candidature Kerry au mois d'août.

11)- Si l'on ajoute les sommes collectées par les « 527's » pour financer des spots publicitaires contre Georges Bush, Kerry devance alors vraisemblablement son opposant républicain. Au total, avec la dotation fédérale forfaitaire de 74 millions de dollars et diverses contributions, George Bush dispose d'une cassette de 338 millions de dollars contre 311 Millions pour John Kerry.

12)- Le bateleur conservateur Rush Limbaugh l'appelle aussi « Jean Chéri »...



« La bataille des primaires »

« Loué soit l'Iowa »

Washington, 20 janvier 2004

L'Iowa est un lieu béni, un peu comme la piscine de Lourdes. Un lieu de miracles, un lieu pour miraculés. Une aura mystérieuse enveloppe cet Etat rural qui n'envoie que quinze délégués à la Convention démocrate. Comment expliquer autrement le maintien en vigueur du système du *caucus*, inchangé depuis 1846 ? On dit que le terme de *caucus* provient du dialecte indien Algonquin et signifie « sage ». Mais, la sagesse n'est pas toujours au rendez-vous : les militants se réunissent à 18 heures 30 tapantes dans des fermes en rase campagne et se répartissent ensuite dans différents espaces d'une pièce centrale où ils sont réunis. À chaque espace, son candidat. Un maître de cérémonie élu à la va-vite désigne les espaces partisans : près du poêle, le camp Kerry ; à gauche au fond de la pièce, les amis de Dean. Ici, pas de votes à bulletin secret. On se dispute au milieu des cris les derniers indécis restés au centre de la pièce. Un vrai marché au poisson. La sagesse populaire dit que le vainqueur est *in fine* celui qui bénéficie de la meilleure connaissance du

terrain et qui sait mobiliser les électeurs démocrates. C'est-à-dire celui qui réussit à tirer le sympathisant démocrate hors de chez lui, le baromètre en-dessous de zéro, afin qu'il soit à 18 heures 30 précises dans la mêlée. Anomalie démocratique ou vestige folklorique ? Les avis sont partagés. Suffisamment pour maintenir inchangé ce système. De surcroît, le *caucus* de l'Iowa draine depuis 1976, l'attention de tout un pays. Le premier miracle eut lieu un certain 19 janvier 1976. Personne n'avait jugé bon de faire le déplacement à *Des Moines*. Et personne n'assista au sacre précaire d'un obscur gouverneur de Georgie nommé Jimmy Carter. Avec moins de 30 % des voix, il devait s'imposer dans cette première étape vers l'investiture. Et on connaît la suite. Ironie du sort, Carter était lui-même absent le jour de sa victoire, resté à New-York pour être en direct le lendemain sur les réseaux nationaux. Depuis cette manifestation du tout-puissant, peu de journalistes font l'impasse sur l'Iowa. Et *Des Moines*, le 19 janvier au soir, ressemble à la ville de Nîmes un soir de feria. On s'accorde pourtant à dire que le résultat du premier *caucus* ne signifie rien, sinon pas grand chose. Que le vainqueur du soir peut être en fait perdant, et que le bon troisième pourrait être en fait le grand vainqueur. D'autres professent qu'au contraire l'Iowa donne le ton pour les semaines à venir et un petit coup de pouce pour le New Hampshire. Le *caucus* de l'Iowa est un rite ; un « lieu de mémoire » des primaires démocrates. Un lieu de pèlerinage où l'on guette inlassablement un nouveau miracle. De ce point de vue-là, les résultats de lundi soir ne nous ont pas déçus.

Avec 11 % des voix, le représentant du Missouri Richard Gephardt est battu et se retire de la course. Les électeurs démocrates voulaient du neuf. Son style et sa campagne traditionnelle axée sur les syndicats et les cols bleus n'ont pas trouvé audience. Cette défaite sonne le glas de sa carrière politique. Avec seulement 18 % des voix, la candidature Dean connaît un sérieux camoufflet. Le message anti-Bush qu'il véhicule depuis de longs mois a soudain paru insuffisant aux électeurs de l'Iowa, qui se sont finalement tournés vers des candidats plus institutionnels. La messe de samedi matin aux côtés de

l'ancien Président Jimmy Carter et l'apparition surprise à ses côtés de sa femme Judith Steinberg n'ont pas enrayé sa chute perceptible depuis quelques jours. Il y a encore quelques jours, Gephardt et Dean étaient au coude à coude en tête des sondages.

« *Lève toi et marche* » ont dit les démocrates de l'Iowa à John Kerry, qui remporte ce *caucus* avec 38 % des suffrages. Le miracle a donc eu lieu. L'Iowa fut à la hauteur de sa réputation. Asphyxié depuis plusieurs semaines, Kerry avait tout du candidat en perdition : image brouillée, directeur de campagne remercié, slogan de campagne remanié. Hypothèque de sa maison et emprunt personnel. Bref, un *finish* désespéré. Les électeurs y ont été sensibles. Et ses atouts sont finalement remontés à la surface : politicien expérimenté et modéré, doté d'une expertise en politique étrangère. La prime à l'expérience.

Après Howard Dean, qui encaisse sa première défaite en vingt ans de vie politique, cette victoire de John Kerry menace un autre favori qui pensait jouer sur le même registre rassurant pour stopper Dean : Wesley Clark. L'impasse sur l'Iowa pourrait lui ravir sa deuxième place dans le New Hampshire où John Kerry arrive en voisin avec les cotillons de sa victoire dans l'Iowa. Mais la plus grande surprise est probablement la deuxième place du sénateur de Caroline du Nord John Edwards. Avec 32 %, il obtient quasiment le double d'Howard Dean. On le disait pourtant perdu, voué à ensorceler les ménagères du *deep south*. Et le voilà qui exporte son doux accent sudiste dans le *midwest* industriel. Incompréhensible. Le sentiment d'inévitabilité derrière la candidature d'Howard Dean n'est plus. Et ces primaires désormais sans *front-runner* se poursuivront dans le plus grand suspense jusqu'au *super tuesday* du 2 mars. Pour corser le tout, le dernier sondage *Washington Post-ABC News* rendu public le jour où le Président Bush délivrera son troisième discours sur l'état de l'Union est instructif : intouchable sur le terrain de la lutte contre le terrorisme ou de la guerre en Iraq, le Président Bush connaît en revanche des difficultés sur le plan domestique. Les électeurs font désormais davantage confiance aux démocrates pour gérer l'économie (50/43), l'éducation (44/43), le déficit budgétaire (52/36),

la protection sociale (52/33). Enfin 48 % des sondés voteraient pour lui contre 46 % pour un candidat démocrate. Une première mise en garde pour la Maison-Blanche, à moins de dix mois des élections.

« Le cri »

Washington, 29 janvier 2004

Qui se souvient du baiser fougueux d'Al Gore à sa tendre compagne durant la campagne 2000 ? Relégué aux oubliettes. Le grand moment de ces présidentielles 2004 restera le cri sauvage d'Howard Dean, bon troisième mais mauvais perdant, devant ses fans le soir de sa défaite dans l'Iowa. Cette semaine, on n'a parlé que de cela : le « *I had a scream speech* ». Décrité, remixé dans les discothèques, consultable et téléchargeable sur plusieurs sites internet (www.deangoesnuts.com). Un rauque crescendo : YeeeeARRRRRRRRRRRH ! Un visage tout rouge. Et une adresse déconcertante qui a frappé l'Amérique de stupeur. Perfides, les commentateurs ne se sont pas fait prier : peut-on confier le feu nucléaire à un type pareil ? Est-ce bien là le *front-runner* qui doit affronter le président sortant en novembre prochain ? etc. Du coup, on a eu pendant quelques jours la gueule de bois chez les Dean. Et l'alcool triste : la faute à la presse, le complot de « l'establishment » de Washington etc. La réalité, c'est que Dean s'est fait surprendre par les télévisions nationales à haranguer ses troupes à la manière d'un inquiétant sergent-recruteur. Une colossale erreur de communication. Au « *hub* » de campagne, on est passé en l'espace d'un cri de l'autogestion décentralisée au centralisme démocratique. Du PSU à Lutte Ouvrière. Et les journalistes ayant fait le pèlerinage de Burlington le soir même en ont pris pour leur grade.

Adieu *New Hampshire*... titrait le New York Times cette semaine. Adieu, innocent petit État dans la prairie ; où chaque citoyen

pouvait caresser l'espoir de serrer la main de tous les candidats en lice. Où un parfait inconnu pouvait chauffer les préaux et soudain monter au firmament en l'espace d'une nuit politique. Adieu les John McCain, les Paul Tsongas... Un indépendant sans le sou ne peut plus gagner ici. Le petit hôtel New Hampshire a cédé la place à un rutilant *Marriott*, avec néons et casino. Ici règne désormais la télévision, les consultants et les « cyber-reporters » comme James Pindell, fondateur de « *PoliticsNH.com* » : de l'information immédiate sur la campagne et destinée avant tout aux équipes de campagne. De l'information pour *insiders* exclusivement. A peine un candidat a-t-il fini d'éternuer, il est déjà en ligne... La société du spectacle politique. Le New Hampshire, c'était également l'entrée dans cette campagne de la légion des indépendants. Ici, l'électeur peut rester indépendant jusqu'à l'isoloir où il dépose son bulletin en faveur d'un candidat démocrate, puis redevient immédiatement indépendant dès qu'il a tourné les talons. Ces drôles de démocrates constituent une réserve de 260 000 électeurs soit environ 37,7 % des inscrits. Contre 36,7 % de républicains (253 500) et 25,6 % de démocrates (176 634). Les indépendants ont donc la haute main sur la primaire démocrate. Et dans le New Hampshire, on cultive cette singularité. Le « droit à la révolution » est inscrit dans sa Constitution. Mais pas une révolution à la Gracchus Babeuf : non, une révolution à l'Anglaise, au cas où l'assemblée locale s'aviserait des fois d'augmenter les impôts. Car le New Hampshire, c'est désormais le terroir d'une classe bien éduquée, à haut revenus, et fiscalement très tatillonne. Socialement libérale, fiscalement conservatrice. Sa devise : impôts = opium du peuple. Après avoir connu une véritable saignée dans années 1990, cet ancien bassin industriel de « cols bleus » est devenu un havre de paix pour cette « classe créatrice¹ » indépendante et exigeante qui pointe en Nouvelle Angleterre. Et avec aujourd'hui 4 % de chômage, le New Hampshire tire bien son épingle du jeu. Les inégalités territoriales ne posent pas de problème de conscience aux États-Unis.

Le résultat des primaires dans le New Hampshire confirme ce que l'on pressentait depuis quelques jours : les démocrates votent

utile, pour le candidat qui leur paraît aujourd’hui le plus susceptible de battre le Président George W. Bush le 2 novembre. Et ce candidat, ce n’est pas Howard Dean. Ces primaires ne décernent donc ni la palme de l’humour (Al Sharpton), ni celle des bonnes moeurs (Joe Lieberman), encore moins celle de la campagne la plus originale (Howard Dean). C’est la prime à « l’électabilité ». Et sur ce plan là, « *Comeback Kerry* » – comme il se fait désormais appeler en référence à Clinton en 1992 – a momentanément ravi la place de candidat le plus « électable » à Wesley Clark. Et il a dans sa poche les vétérans, chez qui le téléphone arabe fonctionne bien. Au lendemain de la primaire remportée par John Kerry avec 39 % des suffrages, on s’interroge logiquement sur la suite. Si Howard Dean enrayer sa chute dramatique en se classant deuxième, avec 26 % des voix, il a toutefois chuté deux fois là où on l’annonçait vainqueur. Les avis à son sujet sont encore partagés. Il a suffisamment d’argent pour se maintenir partout. Il aurait même levé 1,8 millions de dollars depuis sa déconfiture dans l’Iowa. On laisse entendre que sa stratégie consiste désormais à se maintenir jusqu’au « *super Tuesday* » du 2 mars où des victoires en Californie et dans l’Etat de New York lui permettraient de l’emporter. Joe Lieberman escomptait les suffrages des Indépendants. Avec seulement 9 % des votes, « M. optimisme » va devoir se rendre compte que quelque chose cloche dans sa campagne. Celle-ci fait maintenant cap vers les latitudes basses ou Dean – et Kerry – seront en terre inconnue, voire inhospitalière. Et si Kerry est incontestablement le nouveau *front-runner* de ces primaires, son challenger pourrait être désormais John Edwards qui se classe, avec 13 % des suffrages, troisième *ex-aequo* avec Wesley Clark. La grande finale pourrait donc se jouer entre John Kerry et l’un des deux *southerners*. Une plaisanterie circule actuellement chez les journalistes politiques : on dit avec humour que Kerry est détesté chez lui dans le Massachusetts, que l’ex-général Clark est détesté dans l’armée où il a passé sa vie, que Dean est détesté chez les Démocrates. Par conséquent, John Edwards aurait toutes ses chances... Réponse le 3 février avec le premier test sérieux de ces primaires où toute la diversité culturelle des Etats-Unis sera

représentée : notamment les Afro-américains de Caroline du Sud (40 % de l’électorat) et les hispanisants en Arizona et au Nouveau Mexique (35 % de l’électorat).

Dans un sondage *Newsweek* au lendemain du discours sur l’état de l’Union, John Kerry devançait George Bush avec 48 % des voix contre 46 % au président sortant. C’est la première fois que les sondés plaçaient un candidat démocrate en tête. Mais sa victoire dans l’Iowa l’avait propulsé en « une » de tous les quotidiens, avec le plus grand retournement de situation de l’histoire des primaires démocrates. Il est certes *front-runner* aujourd’hui, mais gare au Sud, qui entre dans la danse la semaine prochaine.

1)- Cf. Richard Florida, « *The rise of the creative class and how its transforming work leisure, community and everyday life* », Basic Books, 2002.

« New England Patriots : 5 – Carolina Panthers : 1 »

Washington, 3 février 2004

L’événement de cette semaine fut la chute de la maison Dean. La nouvelle est tombée abruptement le mercredi 28 janvier au soir : Joe Trippi, inspirateur génial de la « vague » Dean, était débarqué de son fauteuil de directeur de campagne. Comme un vulgaire entraîneur du PSG. La politique est un sport ingrat. Remercié, l’homme qui avait fait passer l’ancien gouverneur du Vermont de l’ombre à la lumière. Débarqué, celui qui avait imaginé l’usage de l’internet pour lever 41 millions de dollars en l’espace de quelques mois. Viré, celui qui avait mobilisé, nourri et habillé les juvéniles phalanges de *Deanmaniacs*. Bref, exit Cyber-Trippi, grand gourou déchu d’un torride été politique, laissé pour mort un soir de New Hampshire.

C'est Roy Neal, ancien lobbyiste et collaborateur de vingt ans d'Al Gore qui reprend le flambeau. Au programme : rigueur, austérité, recentralisation. La fête est finie. Régime pain sec et eau : les Dean n'ont plus un rond. Les permanents sont priés de se serrer la ceinture pendant quinze jours. Dans le Vermont, c'est l'hiver des ruta-bagas...

Dans une tribune inspirée, publiée par le *New York Times* la semaine passée, l'économiste Robert Reich, qui soutient John Kerry, enjoignait les Démocrates de ne pas s'intéresser uniquement à la reconquête de la Maison-Blanche, mais de penser également à la construction d'un mouvement, d'un parti politique digne de ce nom, capable de rivaliser avec la machine de guerre républicaine ; et qu'il était temps pour les démocrates de s'intéresser un peu aux classes moyennes. Les candidats démocrates ne l'ont pas attendu pour se lancer dans une surenchère aux accents populistes visant les petites gens. Et il y a là paradoxe. Car en pleine reprise économique (pour l'instant essentiellement statistique...), ce n'est normalement pas la saison du populisme. On ne vend pas de l'anxiété économique lorsque l'avenir s'éclaire. Le slogan d'Al Gore en 2000 – « le peuple contre les puissants² » – sonnait creux auprès d'une population qui pensait encore que la nouvelle économie ferait d'eux des millionnaires plutôt que des chômeurs. Ce fut un échec. Aujourd'hui, les candidats démocrates concourent sur des plateformes populistes³. Et en dépit d'une reprise annoncée depuis le mois d'octobre, et qui tarde à se traduire dans les faits, l'anxiété économique demeure forte. Le « Sud » et le *Midwest* sont durement frappés par la désindustrialisation et le chômage. Les *babyboomers* qui partent en retraite craignent pour leur avenir. Le coût des soins médicaux devient une préoccupation majeure des Américains. Le « populisme compassionnel » de John Edwards fait donc un tabac dans les Etats du Sud. Son célèbre discours sur les « deux Amériques » a mis le feu à sa campagne et à la « bible belt ». Et le discours de John Kerry sur « l'intérêt général contre les intérêts particuliers » est à l'unisson. Depuis longtemps, le populisme fait partie de l'identité démocrate. Son premier théoricien fût William Jennings Bryan, candidat mal-

heureux à la présidence de 1896 face à William McKinley, poussé par les agriculteurs du Sud et le *Midwest* industriel. Les raisins de la colère. Une révolte légitime face à l'abandon des élites. Mais le populisme fait également peur à l'aile plus centriste du parti démocrate qui n'y voit que démagogie et foyer de radicalisme. D'où le populisme optimiste (« populoptimisme » !) d'Edwards et de Kerry. Un populisme économique qui se propose de faire basculer tout le monde du bon côté. Un populisme qui flatte l'intérêt général, trésor national dont les classes moyennes sont les gardes rouges, face aux assauts répétés des intérêts particuliers. Bref, un thème de campagne, enfin...

Dimanche dernier avait lieu à Houston la finale du *Superbowl*. L'événement sportif le plus regardé par les Américains. Pour situer l'impact de l'événement, il faut penser à la bonne histoire racontée l'an passé par l'économiste Joseph Stiglitz devant un parterre de banquiers : il avait mis longtemps à comprendre pourquoi chaque année, au mois de janvier, les Etats-Unis imposaient des restrictions sur les importations d'avocats mexicains ? La faute à la surconsommation soudaine de *guacamole* par les Américains le jour de la finale du *Superbowl*. Voilà, vous l'aurez compris, un événement de taille. À quand une étude sérieuse de la Banque Mondiale sur les pics de consommation d'énergie à la mi-temps ? Le temps de se remettre du cri d'Howard Dean, les médias auront à nouveau du grain à moudre cette semaine avec le « *nipplegate* » : en direct et en plein duo sur CBS, voilà que Mme Janet Jackson tombe par inadvertance la moitié d'un soutien-gorge face à une nation médusée. Vivent les mi-temps. Fait exprès, pas fait exprès ? Procureurs en herbe, allez donc juger sur place et sur pièce (www.sponsorslist.com/sp-janet-jackson-superbowl.mpg). Cette année, les « *New England Patriots* » ont battu les « *Carolina Panthers* » par 32 à 29. À l'unisson des primaires démocrates, où le patriote de Nouvelle Angleterre John Kerry l'a emporté dans cinq des sept Etats en lice ce 3 février, alors que la panthère de Caroline John Edwards s'imposait avec panache en Caroline du Sud.

Quels enseignements tirer de ce 3 février électoral ? John Kerry est bien le nouveau *frontrunner* de ces primaires. John Edwards et Wesley Clark s’offrent un sursis en empochant chacun un Etat. Clark l’emporte de justesse dans l’Oklahoma face à Edwards avec 1 275 voix d’écart alors qu’avec sa victoire convaincante en Caroline du Sud (45 % des voix), John Edwards est désormais le rival de John Kerry et peut lorgner sur le Tennessee et la Virginie où l’on votera le 17 février. Ces Etats sont traditionnellement acquis aux Républicains. Et John Edwards de promettre de faire basculer ces « *swing states* » chez les Démocrates. Mais Il doit faire face désormais à une nouvelle difficulté : comment partir en chasse derrière John Kerry tout en préservant ses chances pour former un ticket avec lui, dans le costume de vice-Président ? Bref, comment faire campagne contre le sénateur du Massachusetts tout en conservant le sympathique cachet optimiste de sa campagne ? Avec ses 11 % dans le Delaware, le sénateur Joseph Lieberman jette l’éponge ; avec le sourire, comme toujours. Le pauvre révérend Al Sharpton n’atteint aucun des deux objectifs qu’il s’était fixés : gagner quelques délégués et remporter mieux qu’un succès d’estime parmi la communauté Afro-américaine. Il se classe troisième en Caroline du Sud avec 10 % des voix. Si John Edwards s’offre un sursis, il est toutefois cantonné à une campagne régionale au sud, où Clark lui disputera le terrain. John Kerry est ainsi le seul candidat à conduire une campagne fédérale. Au lendemain de cette nouvelle déroute, le moribond Howard Dean s’est désormais fixé un ultimatum : gagner le Wisconsin le 17 février ou mourir...

2)- « *The people vs the powerful* ».

3)- Procès du libre-échange, des grandes entreprises, de la politique fiscale de l’Administration etc.

« Howard Dean, sa majesté des mouches »

Washington, 11 février 2004

« *Si Al Gore vous demande au téléphone, surtout ne répondez pas : il pourrait vous proposer de parrainer votre candidature* ». C’est la dernière plaisanterie en vogue à Washington, où l’on note avec une pointe de méchanceté que la chute d’Howard Dean dans les intentions de vote a débuté peu de temps après le tonitruant ralliement d’Al Gore à sa candidature au mois de décembre. Le baiser de la mort... On pouvait s’y attendre, le bulletin de santé de la maison Dean n’est pas très bon. Samedi, le Président de l’*American Federation of State, County and Municipal Employees* (AFSCME) Gerald W. McEntee déjeunait avec le Dr Dean et son nouveau gourou Roy Neel pour leur annoncer que le syndicat et ses 1,3 millions d’adhérents en pinçaient désormais pour John Kerry. Et qu’il était vraiment désolé. Bref, côté syndicats, la débandade. Côté Joe Trippi, l’ancien cyber-directeur de campagne du Dr Dean remercié la semaine dernière, les nouvelles sont mitigées. On commence par les bonnes : il s’est recyclé en moins d’une semaine en commentateur pour la chaîne de télévision MSNBC. De quoi mettre un peu de beurre dans ses épinards après le choc émotionnel de la semaine passée. Mais ce n’est pas tout. On pouvait s’y attendre, la presse a fini par mettre son nez dans ses affaires et ce n’est pas joli-joli. Trippi, ce cumulard, était à la fois directeur de campagne bénévole et associé de la société de communication (Trippi, McMahon & Squier) chargée de gérer l’achat d’espace publicitaire audiovisuel du candidat Dean. Le camarade Trippi touchait donc une petite commission rondelette à chaque spot télévision balancé dans les airs. Et ce qui ressort aujourd’hui des commentaires des collègues, c’est la frénésie avec laquelle Joe Trippi a littéralement arrosé les ondes avec ses spots. Jusqu’aux réseaux câblés pour enfants. De là à établir un rapport entre les 41 millions de dollars partis en fumée en quelques

mois pour empocher 300 000 voix dans deux Etats, il y a un pas que seuls les mauvais esprits oseront franchir. On ne connaît pas encore le montant du magot ramassé par Joe Trippi-Dédé-la-sardine, mais cela ne tardera pas, rassurez-vous.

Au printemps dernier, la guerre en Iraq avait popularisé le joli terme de journaliste « *embedded* », désormais entré dans le petit Robert médiatique. Certains l'ont traduit par « au lit avec les soldats de la coalition » ; il y en a toujours qui exagèrent. Toujours est-il que le terme est désormais utilisé à tout-va. Et en toute logique, beaucoup de journalistes se sont donc « embeddés » avec des candidats durant ces primaires démocrates. La caravane Dean avait au départ tout pour elle. Une véritable rock-star au volant. L'attention de tous les médias. Et l'énergie digne d'une tournée de Johnny Hallyday. Mais ce qui avait l'apparence d'une tournée rock'n roll est devenu soudain une procession funéraire. Et c'est toute une spirale infernale qui s'est enclenchée. Si Dean n'a plus de journalistes dans son corbillard, c'est que les « emmbeddés » n'y trouvent plus leur compte. Car l'« embeddement » avec Howard ne paie plus. Il faut désormais coucher dans la caravane Kerry pour passer à l'antenne. « *I dated Dean, I married Kerry* » disaient bien les placards de l'Iowa. Donc, le pauvre idiot encore accroché au camion d'Howard n'a plus le moindre espoir de couvrir la lutte finale de novembre, encore moins de devenir le correspondant accrédité de la Maison-Blanche ; en cas de victoire de leur candidat, on ne sait jamais. Et les pauvres « embeddés » encore coincés chez Dean peinent à vendre leurs papiers, chroniques et autres billets d'humeur à leurs rédactions. De quoi démotiver les meilleurs fans. Leurs collègues du camion Kerry se moquent d'eux : ils n'ont pas su sauter du camion Dean en marche. Ils n'ont plus le moindre espoir de signer « LA » biographie « *best seller* » du nouveau locataire de la Maison-Blanche à la rentrée. Bref, un « embeddement » qui ne rapporte plus rien. La caravane Dean a fondu de 50 à 15 reporters après l'Iowa : le radeau de la Méduse.

Avec des victoires probantes dans le Michigan (52 %), l'Etat de Washington (49 %) et le Maine (45 %) le week-end dernier, John Kerry avait définitivement démontré à Howard Dean que ce dernier ne constituait plus une menace pour lui dans les Etats libéraux et industriels du Nord. Le Sénateur du Massachusetts est également en tête des sondages dans le Wisconsin où l'on votera mardi prochain. Les deux nouvelles victoires de ce mardi en Virginie (52 %) et dans le Tennessee (41 %), où il n'était pourtant pas revenu faire campagne depuis le mois d'avril, indiquent également que John Kerry a non seulement levé « l'hypothèque sudiste » mais est aussi en route vers l'investiture de son parti. Il a remporté à ce jour 12 des 14 primaires et engrangé au total le soutien de 404 délégués. Etoile filante de ces primaires, Wesley Clark se retire de la course. Cinq mois de campagne et 14 millions de dollars n'ont pas suffi pour « répondre à l'appel » comme il se plaisait à décrire son engagement⁴. On le retrouvera bientôt dans les cercles plus feutrés des conseils d'administration et des juteuses activités de lobbying. Il s'en est allé sur la pointe des pieds avec un discours modeste, sinon décevant, (www.cspan.org), rappelant le sens de sa campagne, « pour le futur de l'Amérique », une bataille est perdue mais la cause demeure etc. Se classant bon deuxième en Virginie et dans le Tennessee, John Edwards a atteint l'un de ses objectifs qui consistait à se débarasser de son rival du Sud. Mais où peut-il désormais aller pour disputer des voix à John Kerry ? Battu dans son propre jardin des Etats sudistes modérés, ses motivations pour rester dans la course ne semblent plus reliées à l'investiture du mois de juillet. Elles consistent désormais à profiter de ces primaires pour se faire connaître dans un maximum d'Etats, notamment en Californie et à New-York, afin d'acquérir l'envergure nationale qui lui fait encore défaut. Cela, afin de pouvoir peser sur la convention démocrate, et éventuellement concourir aux côtés de Kerry comme vice-Président. À plus long terme, cultiver son excellente image pour les échéances de 2008. Edwards aux mots d'argent a chaviré les cœurs avec son discours des « deux Amériques » et l'histoire de cette petite fille qui s'endort le soir la faim au ventre car son père chômeur n'a pu la nourrir à sa

faim... Si Wesley Clark s'en est allé, le parti démocrate a incontestablement gagné, avec John Edwards, une nouvelle étoile. Les stratèges démocrates doivent maintenant régler l'équation suivante : décréter la fin de la saison des primaires au nom du rassemblement et de l'unité nécessaire face à la machine de guerre républicaine qui s'ébranle, ou délibérément poursuivre un pseudo-suspense pour continuer à mobiliser la base démocrate à travers tout le pays.

4)- « *A tremendous honor and a call to duty* ».

« Bob + John = Zéro Adam + Eve = Millions »

San Francisco, 18 février 2004

En ce week-end de Saint-Valentin, ils étaient des milliers de couples à être restés debout enlacés sur les marches glissantes de la mairie de San Francisco. Il faut dire que pour faire face à cette vague inattendue de mariages, le Maire Gavin Newsom avait mis en œuvre des moyens exceptionnels. Bravant pluie, vent, froid, des milliers de couples étaient arrivés des quatre coins du pays. Alignés à la hâte devant la maison du peuple, ils ne voulaient pas rater le coche. L'objectif était d'être marié avant la tombée de la nuit. Avant mardi. Avant que le carrosse ne se transforme en citrouille. Mardi, les féroces associations familiales devaient introduire un recours devant la Cour Suprême de l'Etat de Californie. Pour empêcher le maire de San Francisco de marier à tour de bras des personnes du même sexe. De l'autre côté du trottoir, des manifestants enragés, bien décidés à éviter à San Francisco le funeste sort de Sodome et Gomorrhe. Sur l'un de leur panneaux, on pouvait lire : « *Bob + John = Zéro ; Adam + Eve = Millions* »...

Tout a commencé, il y a huit mois, lorsque le brave révérend Donald Wildmon, fondateur de « *l'American Family Association* », grand pourfendeur du sexe et de la violence dans les médias, eut l'idée de réunir une vingtaine de ses collègues de l'internationale fondamentaliste chrétienne à Arlington, Virginie. Le mouvement faisait face à un vrai dilemme. Avec un Parti républicain aux affaires, comment maintenir intacte la mobilisation des troupes et les caisses bien remplies ? Comment raviver la flamme alors que l'antéchrist Bill Clinton avait été chassé de la Maison-Blanche ? Ce bon Monsieur Bauer, fondateur de l'organisation « *American Values* » suggéra à l'occasion de ce concile sur Potomac de porter la lutte contre le mariage gay sur les fronts baptismaux. Et cette intuition que le mariage gay pouvait prendre la relève du combat contre l'avortement devait s'avérer juste. De mémoire de chrétien exigeant, cela faisait longtemps que l'on n'avait vu une telle mobilisation ; précisément, depuis « *Roe Wade* »... Avec la décision du juge de la Cour Suprême du Massachusetts autorisant les mariages gays à compter du 17 mai prochain et le débat enflammé qui s'ensuivit au sein de l'assemblée locale, les Républicains sentirent très vite qu'il y avait là un bon coup à jouer : remobiliser leur base chrétienne fondamentaliste avant les élections, embarrasser le sénateur du Massachusetts John Kerry en le contraignant à prendre position sur ce sujet très discuté, et relancer la guerre culturelle, pour faire diversion après la récente perte de crédibilité du Président sur le front de l'autre guerre culturelle (celle contre le monde arabe). Lorsque le parti républicain est en difficulté, il relance généralement la guerre culturelle. Comme on crie chez nous au bon vieux complot socialo-communiste. C'est de bonne guerre. Après l'envoi de quelques Rois mages sur *Capitol Hill* pour indiquer au Président qu'ils attendaient un bon geste, les croisés d'Arlington devaient être rapidement récompensés. À l'occasion de son discours sur l'Etat de l'Union, le Président rappelait le « caractère sacré du mariage ». Alors que les tractations continuent à l'ombre des colonnes des palais fédéraux, l'entourage du Président a fait récemment savoir que ce dernier soumettrait, en temps et en heure, un amendement constitutionnel fédé-

ral définissant le mariage comme l'union d'un homme et d'une femme. Ou d'une femme et d'un homme. Et comme George W. n'est pas sectaire, il proposera, bon Prince, d'autoriser les Unions Civiles. Comme chez l'ancien gouverneur Howard Dean dans le Vermont. Un tel amendement nécessitera l'approbation des 2/3 des deux Chambres, puis une approbation par les Assemblées d'au moins 3/4 des Etats. Bref, les heureux élus de San Francisco ont bien fait de se précipiter. Car c'était la Saint-Valentin ou la Saint Glin-Glin...

Vendredi 13 février, la Maison-Blanche a publié un étrange document que les journalistes ont ausculté avec circonspection : le dessin d'une bouche pleine de caries et de plombages mal ficelés. Beurk. Mais voilà, cette bouche n'est pas n'importe laquelle. Ces plombages sont augustes ; et les caries présidentielles : un examen dentaire de George W. lorsqu'il était censé traîner ses guêtres sur la base de Montgomery dans l'Alabama. Voilà le débat : jusqu'au mois de mai, le lieutenant Bush est un chic type, ardu à la tâche, sociable, qui fait bien son lit et astique bien ses hélices. Mais après le joli mois de mai 1972, pschitt ! Disparu. En pleine cinquième année de Garde Nationale. D'où l'importance cruciale de ces caries présidentielles, seules traces tangibles de la présence du jeune lieutenant Bush au 187^e bataillon. Car c'est reparti comme en 2000 : le Président Bush n'a pas fait une belle guerre. Il n'a pas fait de guerre du tout. Et Kerry, lui, a sauvé des tas de types et accroché des médailles à son uniforme de la Navy. Pour Kerry, c'est après que cela se corse. Dentition impeccable. Exemple au combat. Mais en rentrant, Kerry prend la tête des vétérans en colère. Et il participe même à des meetings très engagés avec Jane Fonda. « Hanoï Jane » pour les ennemis intimes. Celle qui déclara être prête à abattre ses propres avions si l'occasion lui en était donné. Et comme les vétérans sont un électorat précieux dans le monde de l'après 11 septembre où la ménagère aime le légionnaire, de mystérieuses photographies montrant Kerry côte à côte avec Jane Fonda font surface sur le web. Au fond, on peut résumer la situation ainsi : le 2 novembre prochain, si l'on en croit les médias américains, les électeurs auront le choix entre un

Président édenté semi-déserteur et un dangereux Hippie qui a une copine qui voulait casser du pilote américain il n'y a pas si longtemps que cela. Mais où va donc l'Amérique ?

La Saint-Valentin, c'était aussi le premier d'une série de bals des prétendants. Pour la vice-présidence, aux côtés de celui qui n'est encore et toujours que le *front-runner*. Un *front-runner* certes conquérant (victoires samedi dans le Nevada avec 63 % des voix et dans le District de Columbia avec 47 % de voix) mais contrarié. Car John Edwards a terminé deuxième dans le Wisconsin avec tout de même 34 %. De quoi lui donner de l'énergie jusqu'au « *Super-Tuesday* » du 2 Mars où... Bref, Edwards a refait le coup de l'Iowa en ne prévenant personne. Et en recevant comme dans l'Iowa le soutien d'un influent quotidien local la veille du scrutin. Et s'il s'avisait de réussir le même coup avec le *Los Angeles Times* ou le *New York Times* le 2 mars, John Kerry pourrait soudain se faire du souci... Pour la vice-présidence, donc. John Edwards mis provisoirement entre parenthèse, on trouve le premier collègue des anciens collègues-concurrents, Richard Gephardt et Wesley Clark, qui s'est rallié à John Kerry sitôt plié sa tente de campagne. On trouve ensuite le collègue des minorités : Bill Richardson, ancien ministre de Bill Clinton, Gouverneur hispanique du Nouveau Mexique, déjà pressenti en 2000 par Al Gore. Enfin le collègue hybride de ceux qui peuvent apporter un Etat décisif, comme Lyndon Johnson avait apporté son Texas natal à John Kennedy. En Floride, le gouverneur Bob Graham, régional de l'étape. Ou le Sénateur John Breaux, de Louisiane. En définitive, beaucoup d'hypothèses, peu d'informations fiables. Et encore beaucoup d'incertitudes. Excepté le retrait d'Howard Dean, après sa troisième place dans le Wisconsin (18 %). Dr Dean goes to Vermont. Cette fois, c'est terminé.

« Oussama Ben Nader »

Washington, 25 février 2004

Samedi 21 février, à 1h30 de l'après-midi, le porte-parole de la Maison-Blanche Scott McClellan publiait le communiqué suivant : « *Le Président et Mme Bush, l'ensemble de la famille Bush, sont profondément attristés par le décès de Spot. Compagnon loyal et affectueux, Spot était un membre loyal et aimé de la famille Bush depuis plus de quinze ans. Elle nous manquera* ». Spot, c'était en fait Spot Fletcher, d'après le célèbre joueur de Baseball Scott Fletcher des Texas Rangers, dont la famille Bush fut un temps propriétaire. Depuis quelques temps, Spot accusait le coup. Et le personnel de la Maison-Blanche la regardait avec tristesse se cogner fréquemment dans les portes. Spot était née à la Maison-Blanche et le Président se plaisait à rappeler que « *Spot possédait le sens des choses* ». Ce qui lui donnait autorité pour pénétrer dans le bureau ovale. Sa qualité de premier enfant lui donnait enfin une certaine préséance sur Barney, le petit deuxième de la famille. Spot était née de Millie, un certain 17 mars 1989, alors qu'un autre membre de la famille Bush régnait sur la Maison-Blanche. Selon les informations fournies par le site officiel de la Maison-Blanche (www.whitehouse.gov/news/releases/2004/02/20040221-1.html), Spot avait « réagi avec dignité » à l'arrivée de Barney. Toujours, elle avait su rester la préférée du Président. Pour un épagueul breton présidentiel, Spot ne mena pas une chienne de vie...

Le révérend Al Sharpton avait commencé cette campagne 2004 en fanfare. Le « *Saturday Night Live* » de NBC lui avait ouvert ses portes. Al était un candidat apprécié pour ses bonnes blagues. Un boute-en-train à la André Santini. Mais voilà, aujourd'hui, il serait selon la Federal Election Commission endetté jusqu'au cou (485 000 dollars). Certains de ses permanents n'ont pas été payés depuis mai dernier. Et pendant ce temps-là, le révérend Al descendait dans des

palaces à 1 000 dollars la nuit. Mais l'essentiel n'est pas là. Ce qu'il faut retenir, c'est la déconfiture que le père Al a enregistrée un peu partout, y compris et surtout dans des États où le vote afro-américain lui semblait acquis, comme la Caroline du Sud ou le District de Columbia. Personne n'envisageait sérieusement de le voir caracoler en tête des primaires. Plus qu'une obligation de résultats, pesait sur lui une obligation de moyens. Et là, Al nous a franchement déçus. Au fond, on attendait de lui qu'il emprunte les pas de Jesse Jackson qui avait si bien fait en 1988 en remportant un tiers des délégués et sept millions de voix. Avec ces résultats, Jesse Jackson avait porté la voix des afro-américains plus loin que quiconque au sein du parti démocrate. Le révérend Al pensait réitérer ce coup de maître et s'emparer par là même du sceptre de leader de la nation Afro-américaine. Mais Al n'est que révérend alors que l'autre était révéré. Al avait pourtant pour lui ses vingt-deux chapitres, une aura locale cultivée dans les arrière-salles d'Harlem, et des entrées dans la communauté hispanique. Al n'était pas un débutant. Pourtant, lorsqu'il arrivera à la convention démocrate cet été, il aura les poches vides. Et même trouées. Il ne sera pas le nouveau prophète afro-américain mais plutôt le dernier des rois de Thulé. Le dernier politicien noir à faire de la politique noire, de la politique pour Noirs. Et son échec reflète une évolution de fond du comportement électoral des Africains-américains. Un vote qui ne veut plus en être un. Un bloc qui ne se pense plus à part de la nation. Une voix qui veut se faire entendre sous un autre registre que celui de victime. Aujourd'hui, de nombreux Africains-américains n'hésitent plus à désertier le parti démocrate pour le parti républicain. Durant les trente dernières années, la stratégie du « bloc noir » avait permis de faire régulièrement élire des politiciens africains-américains : un Noir ne pouvait-il pas mieux entendre la douleur de l'un de ses frères ? Mais ce réflexe a vécu ; et plusieurs facteurs expliquent cette évolution: une jeune génération plus soucieuse d'intégration économique que de guerre raciale, l'expansion d'une classe moyenne noire, l'entrée en politique d'une nouvelle génération de jeunes leaders noirs modérés remplaçant les vieux activistes du mouvement pour les droits

civiques, et enfin les gains formidables des années Clinton. Tout cela mis bout à bout fait de politiciens comme le brave Al des reliques du passé. Ses collègues politiciens afro-américains, comme le représentant démocrate de Caroline du Sud, ancien président du Congressional Black Caucus, James E. Clyburn, ou Charles Rangel, représentant démocrate de New York dont la circonscription mord sur Harlem ne l'ont pas soutenu. Il n'a récolté que 17 % du vote noir en Caroline du Sud alors que 81 % de ce vote allait à des candidats blancs. Bref, le temps où il suffisait d'agiter le chiffon noir est terminé. Les Africains-américains se foutent de la couleur de leurs élus. Ils veulent désormais de la bonne, de la vraie, de la fraîche politique. Comme tout le monde.

Vous souvenez-vous du type qui a fait perdre le candidat progressiste lors des dernières présidentielles ? Non, pas Jean-pierre Chevènement ; Ralph Nader. Le Robin des Bois des consommateurs consommés. Celui qui a mis dans sa poche 97 488 voix en Floride alors que George W. s'imposait contre Al Gore par 537 voix d'écart. Celui qui a rallié 22 198 suffrages dans le New Hampshire, là où il en suffit 7 211 à George pour gagner. Eh bien Nader-les-pouces-verts remet ça. Si. Mais sans le soutien du Green Parti cette fois. Il l'a annoncé à « Meet-the-Press » dimanche matin. Même les anciens camarades s'étaient démenés pour qu'il ne fasse pas de bêtises. Un activiste californien avait lancé le site www.RalphdontRun.net qui avait connu un trafic intense ces derniers jours (165 000 clicks). On imagine la fureur des Démocrates. Et les Républicains exultent (bientôt un comité de soutien « *Republicans love Nader* »). Pourtant, dimanche matin, Ralph s'est voulu rassurant : c'est promis, il ne prendra des voix qu'aux Indépendants et aux Républicains, contrariés par le déficit budgétaire et la politique de laisser-faire en matière d'immigration. Mais l'arithmétique électorale ne montre pas cela, Ralph. Et si George W. remet ça comme en 2000 à cause de toi, tu deviendras l'homme le plus honni sur la planète après Oussama Ben Laden. Oussama Ben Nader.

Chez les Démocrates, trois primaires sont passées quasi-inaperçues mardi, à cause de la déferlante de la semaine prochaine. Il y avait pourtant 61 délégués à se mettre sous la dent dans l'Idaho (18), l'Utah (23) et à Hawaï (20). Les trois Etats sont dans la poche de John Kerry qui devance largement Edwards dans l'Utah (55/30), l'Idaho (54/22) et Denis Kucinich à Hawaï (50/26). 18/20 pour John Kerry. Trop occupés à préparer le « super-Mardi » de la semaine prochaine, ni John Edwards ni John Kerry n'avaient fait le déplacement. Avec 26 % des voix, Kucinich est donc récompensé pour ses deux déplacements à Hawaï ; cinq heures d'avion depuis Los Angeles tout de même... La semaine prochaine, Edwards tentera de freiner Kerry en emportant l'Ohio ou la Géorgie où il a intensifié ses efforts en martelant ses thèmes anti-NAFTA. L'Ohio a perdu 246 700 emplois en trois ans, dont 67 000 l'an passé. Enfin, George W. est entré en campagne cette semaine : en attaquant pour la première fois John Kerry publiquement et en annonçant officiellement son soutien à un amendement protégeant « la plus fondamentale des institutions de notre civilisation ». Le mariage bien sûr. En 1992, papa Bush avait perdu car sa base conservatrice était restée bouder à la maison le jour du scrutin. Pour une fois, George W. a bien appris sa leçon...

« Dennis l'ancien »

Washington, 3 mars 2004

« Expliquez-nous un peu ce que vous foutez là, vous » dit Larry King à Dennis Kucinich, le petit monsieur candidat à l'investiture démocrate assis en bout de table. C'était en direct de l'*University of Southern California*, sur CNN. Lunettes carrées, bretelles, voix de stentor. King est une institution. Et le petit monsieur en bout de table de lui répondre : « *Je suis là pour proposer aux électeurs*

de ce pays un véritable choix ; les différences actuellement en jeu sont stylistiques. Je propose un changement substantiel pour notre pays, je suis la voix de ceux qui veulent quitter l'Iraq, pour une couverture maladie universelle, pour un retrait de l'OMC et de l'ALENA... ». Dennis pensait à « John et John » comme il les appelle : Edwards et Kerry habitent le même pâté de maison de Georgetown, font le même travail, portent le même prénom, utilisent les mêmes consultants. « Mais », interrompt Larry King, « Vous pouvez raconter cela à la Chambre des Représentants non ? » (pourquoi encombrer l'élection présidentielle avec vos salades ?). « Il y a de réelles différences, Larry, et c'est pourquoi le débat d'aujourd'hui est important » répondit Dennis. C'était le « *Nobody's Listening to Dennis Kucinich Show* ». Dennis Kucinich, c'est un peu comme Arlette. Une petite musique que certains écoutent au premier tour. Mais le représentant de la 10^e circonscription de l'Ohio aurait également pu répondre ceci : « *Larry, je suis le septième enfant d'une famille d'immigrants croates, mon père était camionneur et la famille déménagea vingt et une fois lorsque j'étais enfant. Lorsque nous ne trouvions pas de toit, je faisais parfois le détour par la DDASS. Lorsque je dirigeais la feuille de chou de mon collège, je fis le serment de conquérir la mairie de Cleveland à l'âge de trente ans. Ce que je fis à l'âge de trente et un ans. Je fus chassé de mon fauteuil de Maire par une cabale révélée vingt ans plus tard, après une longue traversée du désert ou j'animai des émissions de radio sans intérêt sur des stations oubliées depuis longtemps. Dans la galère, je devins végétarien et fana de méditation transcendante par les bons soins de Christine Griscom, célèbre guérisseur en chef du non moins célèbre « *Light Institute* » de Galisteo, Nouveau Mexique. En 1993, je reconquis un siège à l'Assemblée locale avant de remporter la 10^e circonscription de l'Ohio et de siéger à la Chambre des Représentants. Je suis élu d'une circonscription de cols bleus conservateurs et croyants, où les « vierges Mariés » ont remplacés les nains de jardin sur les pelouses. Je suis un des rares démocrates à être « *pro-life* ». Et je tenterai l'an prochain de me faire élire au Sénat, Larry. Tu vois, je suis un bout de rêve américain à moi tout seul, Lar-*

ry. C'est pour cela que des gens votent pour moi et que j'ai récolté six millions de dollars pour mener campagne ». Mais Dennis quitta le plateau de Larry King en disant simplement : « *I feel good* ». Dennis l'ancien est philosophe...

Le 18 mars, Howard Dean annoncera à ses ex-*Deaniacs* ses intentions : s'il s'apprête le cœur serré à cesser le combat, ou s'il se lance dans une geste épique pour la reconquête du Parti démocrate avec sa deuxième division de *Deaniacs* blindés ? Joe Trippi, ex-cybergourou déchu, semble avoir les mêmes intentions. Faire quelque chose de cette vague. Construire un mouvement. En jeu, les dépouilles de la vague Dean. Et visiblement, l'aventure Dean fut une drôle d'histoire. Une petite bulle internet qui masquait en réalité une véritable guerre civile. Une vraie cellule trotskiste. Entendons-nous bien : rien de bien spectaculaire pour le lecteur veil-européen. Mais tout de même... A l'origine de cette sale guerre, un binôme. Kate O'Connor, la gorgone (Méduse, celle donc le regard vous transforme en pierre), la Claude Chirac d'Howard, celle qui le suit pas à pas depuis quinze ans, qui choisit ses cravates, celle qui tient à lui, qui le protège depuis toujours. Sur l'autre rive du lac Champlain, cyber-Trippi, le diabétique, dans son cagibi multimédia, assis sur un tas de Domino's pizzas et des piles de Diet coke, manœuvrant avec sa souris les légions de *Deaniacs*, actionnant les leviers des flots d'argent déversés sur le site de *Dr Dean*, organisant la communication de Dean comme une tournée des *Rolling Stones*, celui qui utilisa Dean plus qu'il ne le servit, etc. Le binôme traditionnel d'une campagne présidentielle. Celui qui reste à la maison pour tout contrôler. L'autre qui tient la serviette et les portes. Celui qui explique la catéchèse aux journalistes. Celle qui vérifie que les sucrettes sont à portée de main. Entre Kate et Joe, ce ne fut jamais la lune de miel. Et une révélation fracassante du candidat Dean au pic de sa popularité : « je m'en fiche d'être Président ». Ce qu'on en retire, c'est une campagne prise de court par son propre succès, tirant à hue et à dia entre Kate la Méduse et cyber-Joe. Joe Trippi ne dirigea jamais véritablement cette campagne. Parce que Kate-Méduse l'en empêchait; et

parce qu’Howard n’avait pas confiance en lui. D’ailleurs, Joe n’avait pas le chéquier. Le ralliement d’Al Gore ? On l’en informa la veille. Et sa décision de quitter la campagne après la primaire de New Hampshire aurait été prise dès le mois d’Octobre. Il s’en est finalement allé avec 165 000 dollars. On a donc été injuste : Joe ne s’intéressait pas à l’argent. La vague Dean fut un alliage qui ne résista pas aux hautes altitudes d’une campagne soudain survoltée. La combinaison improbable d’un gouverneur plutôt modéré avec un *Maverick* de la politique aux inspirations géniales, toujours rattrapé par l’échec. Et cet aveu déchirant de Joe Trippi : « je le respectais plus que je ne l’aimais »...

C’est fini pour John Edwards. Et c’est parti pour John Kerry, qui a reçu un coup de fil de félicitation de George W. le soir même. Entre collègues de Yale, il y a des formes que l’on doit respecter. Dean a remporté sa première victoire à l’occasion d’un dernier tour d’honneur dans le Vermont, où il empoche 58 % des voix alors qu’il s’était retiré. Le calcul du *Democratic National Committee* s’est avéré payant : avoir un candidat en piste dès le printemps, comme George W. en 2000. Afin de se concentrer sur la bataille à venir. Kerry l’a emporté face à Edwards dans neuf Etats, avec des marges parfois déconcertantes comme en Californie (68/18), New-York (60/20) ou le Maryland (60/25). C’était mardi-gras. Mais quelques esprits chagrins font remarquer que le calendrier 2004 a privilégié l’efficacité au détriment de l’équité, provoquant un sentiment tronqué d’inévitabilité et d’invincibilité après l’Iowa et le New Hampshire, favorisant le *frontrunner*. Ce « concours de beauté » pourrait être dangereux : les électeurs n’auraient pas eu le temps de faire leur marché. Et si la salade Kerry n’était plus très fraîche au mois de novembre ? Un regard plus approfondi aurait en effet montré que John Edwards mordait mieux sur l’électorat républicain dans le Wisconsin et les autres « *swing states* ». Et si John Kerry était le Bob Dole de cette élection 2004 ? Un candidat plébiscité par les siens mais raplapla lors de l’élection... C’est comme cela, « *Mr Electable* » a devancé « *M. Likeable* ». Les Démocrates voulaient un bon che-

val pour entrer vite en lice. John Kerry ne sera pas forcément le plus mauvais, surtout s’il fait un peu semblant d’aimer les gens. Pour le moment, les Démocrates font donc bloc autour de leur champion et s’apprêtent à essayer les premières salves de la machine républicaine, dès demain matin.

Dernier point : entre John et John, ce n’est pas l’amour fou. À part un déjeuner chez Olive’s pour sécher leurs larmes après qu’Al Gore eut choisi Lieberman comme « *running mate* » en 2000, pas grand-chose à se mettre sous la dent. John n°1 (Kerry) serait même un peu condescendant avec John n°2 (Edwards) et son manque d’expérience en matière de politique étrangère et de sécurité nationale. Sans parler du « *pampersgate* » d’il y a quelques semaines : Kerry avait glissé lors d’une conférence de presse qu’Edwards était encore dans ses couches lorsqu’il barbotait dans les eaux du Mékong. Edwards, tout de même la cinquantaine, s’en était ému. Alors si ces deux-là feront bon ménage, c’est peu vous dire. C’est le casting idéal des ménagères. Mais pour la Maison-Blanche...



« On the campaign trail »

« Born again christian vs born again proletarian »

New York, 10 mars 2004

Pour échapper à leurs racines de Nouvelle Angleterre, les rejets Bush durent s'y prendre à deux reprises. George Bush père lutta en effet très tôt pour échapper à l'influence de son sénateur de père Prescott Bush qui avait des intérêts à *Wall street*. C'est pourquoi il fit de premières incartades au Texas dans l'industrie pétrolière. Il conserva toutefois en lui quelque chose de Connecticut : on dit qu'il arrosait ses côtelettes de porc avec du chablis exclusivement. George W. n'eut pas ces scrupules et mit tout en œuvre pour échapper à un chemin tout tracé de patricien de Nouvelle-Angleterre. C'est pourquoi après avoir épanché sa soif, il noya son destin dans l'industrie pétrolière texane et le populisme conservateur du Sud. Mais le patricien populiste avait eu le temps de traîner ses guêtres à Yale (1968), l'université rompue à l'entraînement des futurs étalons de la république impériale. John Kerry l'y avait précédé de deux ans. De même qu'il avait été membre, comme George W., de la très élitiste société secrète « *skulls and bones* ». Les deux hommes devaient pourtant suivre des trajectoires différentes. George W. s'em-

plazierait à gommer ses racines patriciennes et à devenir un type sympa. Kerry jouerait sur le registre aristocrate-démocrate : pensionnat suisse, *Saint Paul's college* et un sens du devoir très « noblesse oblige » qui le conduirait au Vietnam. Et le célèbre éditorialiste du *New York Times* David Brooks de résumer la situation avec le brio qu'on lui connaît : le parti républicain, parti de l'Amérique profonde, sera représenté en novembre prochain par un type qui possède un ranch de la taille de l'Oklahoma alors que les démocrates, parti des petites gens, seront logiquement représentés par un candidat dont l'aïeul John Winthrop fit la traversée de l'Atlantique en première classe sur le *Mayflower*, pour fonder la colonie du Massachusetts. Deux hommes visiblement nés pour diriger, mais qui auront toutefois bataillé ferme pour se forger une identité propre : d'un côté un « *born again christian* » déraciné de son Connecticut natal pour repousser comme herbe folle de la *Bible Belt*; de l'autre, un « *born again proletarian* » menant avec conviction la croisade contre le grand capital qui a pris le contrôle de la Maison-Blanche.

C'est une véritable fièvre qui s'est emparée de l'Amérique : une fièvre jaune qui vient d'Asie et qui prospère grâce à la mondialisation. La grippe aviaire ? Vous n'y êtes pas du tout. Il s'agit de la fièvre causée par « *l'outsourcing* ». C'est le dernier bulletin de santé économique qui a mis le feu aux poudres : seulement 21 000 emplois créés en février 2004, au lieu des 125 000 escomptés par l'administration. Et tous dans le secteur public. Une croissance sans emplois, ce n'est pas bon. La Maison-Blanche le sait. Et des emplois qui filent à l'étranger, ce n'est vraiment pas bon. On le savait, les emplois industriels (Electrolux) sont liquidés au profit de la Chine, promu nouvel atelier du monde. Mais voilà que l'Inde s'y met. L'Inde ! Ce pays de charmeurs de serpents et de culs-de-jatte faméliques, qui se met à faucher les emplois de la nouvelle économie. De beaux emplois tout neufs. Des emplois de « cols-blancs ». Impossible. Insoutenable. Le seul à se pâmer publiquement devant les délices de « *l'outsourcing* » ces dernières semaines était le conseiller économique du Président, Gregory Mankiw (celui dont tous les étudiants de Sciences-Po doivent acheter le manuel de macroéconomie

sur ordre de leurs professeurs). Mais sur pression de l'entourage du Président et de l'opinion, il a dû retirer publiquement ses propos. On lui a gâché sa fête, à Gregory, car il avait vraiment le sentiment que l'optimum était à portée de main. Sur le terrain de l'emploi, les Démocrates étaient jusque-là restés prudents. Les chiffres publiés à la fin du mois d'octobre 2003 annonçaient une reprise vigoureuse du marché du travail. Ils s'étaient donc contentés de faire le procès du libre-échange et des 3 millions d'emplois détruits depuis qu'ils avaient quitté la Maison-Blanche. Signe que l'affaire est sérieuse, le Congrès américain n'a pas traîné, adoptant deux mesures législatives pour limiter les effets de « *l'outsourcing* », ce nouveau mal qui frappe l'Amérique. Désormais, les entreprises faisant affaire avec l'administration ne pourront plus « *outsourcer* ». Mais l'homme politique à embrasser la cause des « *outsourcés* » avec le plus grand sérieux est sans conteste John Kerry : non content de pointer publiquement son doigt vengeur vers ces entreprises qui commettent le forfait de délocaliser leurs emplois, celles qu'il appelle les « *Benedict Arnold Companies*⁵ », John Kerry propose que « *l'outsourcé* » annonce désormais la couleur au téléphone. On imagine la scène : « *Allo, oui, c'est M. Ramesh à l'appareil, de Bangalore ; oui, tout à fait, je confirme que c'est bien moi qui vous ai piqué votre boulot. Bon, alors pour le vol de votre carte bancaire, vous pouvez sinon faire opposition...* ». Tout le monde se pose donc la question suivante : si, dans un contexte de productivité accrue, la nouvelle croissance ne crée pas d'emplois et que la dernière génération d'emplois part pour l'Inde, quels seront les emplois que les Américains pourront se mettre sous la dent ? Comment faire vivre sa petite famille si les experts-comptables, les architectes ou les ingénieurs informaticiens filent à l'indienne ? À première vue, pas de quoi s'inquiéter : le bureau de l'emploi prévoit la création de 21 millions d'emplois d'ici 2012, alors que seuls 3,3 millions devraient être « *outsourcés* » sur la même période. Mais si certaines niches connaîtront de réelles embellies (les emplois de type ingénieurs réseaux augmenteront en volume de 57 %), 70 % des emplois encore à créer offriront en revanche des rémunérations inférieures à 18 000 dollars annuels.

Il faudra donc une nouvelle vague d'emplois à haute valeur ajoutée. Une sortie de crise par l'innovation. Scénario privilégié par Robert Reich, ancien ministre du Travail de Bill Clinton. Car si la formation professionnelle reste traditionnellement le meilleur outil pour s'ajuster à cette nouvelle forme de compétition globale, il faudra expliquer aux habitants de Seattle, parmi le mieux formés de tous les Etats-Unis, pourquoi ils souffrent d'un taux de chômage persistant de 6,6 %, supérieur à la moyenne nationale (5,6 %). Moralité, l'emploi revient en grande pompe au centre de l'élection présidentielle. Et les conséquences de cette fièvre économique sont sérieuses : une délégation d'industriels de Caroline du Nord s'est récemment rendue à la Maison-Blanche pour demander des mesures. Ils ont eu droit à une louange du libre-échange. Qu'à cela ne tienne, ont dit les conjurés de Raleigh, nous voteront démocrate. Et un Etat facilement remporté par George W. en 2000 avec 56 % des voix pourrait ainsi basculer chez les démocrates...

La seule bonne nouvelle sur le front de l'emploi ne l'est pas réellement. Il est une catégorie de travailleurs qui n'est pas touchée par le chômage : les travailleurs *latinos*. Le *Wall street journal* faisait ainsi récemment le portrait d'un jeune Guatémaltèque de 22 ans, Jorge Alberto, qui avait trouvé du travail sitôt passé la frontière en douce. Profil : il ne parle pas anglais, n'a jamais travaillé et n'a pas d'éducation secondaire. Le type de main-d'œuvre dont raffolent les Républicains. Des emplois sans foi ni loi. Chair à canon d'un capitalisme glouton. Voilà de quoi de mettre de l'eau au moulin de Samuel Huntington qui fait à nouveau parler de lui : le prochain « clash des civilisations » serait domestique. Et il opposerait l'Amérique WASP coalisée aux Africains-américains, aux nouveaux barbares hispanisants. C'est dans la revue *Foreign Policy* de ce mois. Et Samuel ne plaisante pas. Le rêve latino-américain ? Il n'existe pas. Il faut se méfier, car la prochaine génération de néo-conservateurs pourrait y trouver justification pour faire tomber Chavez ou envahir le Mexique.

Sinon, la première semaine de face à face entre les deux candidats a été brouillonne. George W. a lancé la campagne médiatique

la plus chère de toute l'histoire (60 millions de dollars) alors que son *fundraising* a visiblement atteint les cimes escomptées (170 millions de dollars). Côté démocrate, on sait que l'on ne pourra rivaliser, mais on ne se laisse pas non plus abattre. Un premier tir de barrage plutôt réussi a ainsi accueilli la première vague de spots républicains mettant en scène le 11 Septembre. Les pompiers qui roulent pour Kerry n'ont pas apprécié. Et les Républicains ont été surpris. Dans les banquets républicains, il a par ailleurs beaucoup été question de la santé mentale de John Kerry : ce type change en effet beaucoup d'avis sur tout. Alors ? John Kerry : simple sophiste ou talmudiste émérite ? Les Républicains appellent cela un « flip-flop ». Ce que l'on perçoit finalement, outre une popularité en baisse de George W. Bush⁶, c'est la montée en puissance du thème de l'emploi.

5)- Benedict Arnold est un célèbre traître de la Révolution américaine, un type qui, dans l'imaginaire collectif, aurait trahi à la fois le Christ et Jean Moulin.

6)- Selon un sondage Washington Post- ABC rendu public le 9 mars, John Kerry battrait aujourd'hui George W. Bush (53/44) alors qu'un sondage CNN-USA Today place également Kerry devant (52/44) l'actuel Président.

« Magic Fed Greenspan »

Washington, le 18 mars 2004

Bill Clinton couchait avec des poules. Plus sobrement, George W. se couche avec. Simple constat : le Président est tous les jours au lit à neuf heures. Fini, les nuits blanches à la Maison-Blanche des époux Clinton. Le Président est un moine. L'ordre moral (républicain) règne sur *Pennsylvania avenue*. Lever 5 heures. Lecture de la presse au lit (avec Laura). 7 heures, lavé, peigné dans le bureau ovale. Il passe ensuite quelques coups de fils « à des dirigeant étran-

gers ou à ses parents » avant le briefing de sécurité nationale de 8 heures. Matinée de rendez-vous. Puis séance de gymnastique d'une heure avant un déjeuner léger (généralement une salade) durant lequel le Président zappe un peu dans le bureau ovale. Après-midi de rendez-vous : NSC, Cabinet, « plumes » etc. Le dîner est servi à 7 heures. Et invités ou pas invités, le Président se retire à 9 heures tapantes dans le cliquetis des fourchettes pour préparer, au lit, ses devoirs du lendemain. À 10 heures, passe enfin le marchand de sable présidentiel. Polémique cette semaine sur l'emploi du temps du moine-Président : 2 heures passées à une soirée de gala au *Ford's theatre*, 1 heure à la *Saint-Patrick*, une heure au rodéo de Houston, 1 heure pour la commission d'enquête sur le 11 septembre. Cherchez l'erreur. Et John Kerry de demander, en colère : « *Si le Président des Etats-Unis peut trouver le temps d'aller à un rodéo, il pourrait peut-être trouver le temps pour faire mieux qu'une heure devant une commission qui enquête sur ce qui est arrivé aux services de renseignements américains ?* ». Alors, les vaches texanes ou le 11 septembre ? On a bien le droit de s'amuser de temps en temps... Quel rabat-joie ce Kerry.

Un battement de ses lourdes paupières peut précipiter un continent dans la ruine. Un raclement de sa gorge peut donner faim à un pays entier. Entre ses mains, il détient plus de pouvoirs que le Président des Etats-Unis et le FMI réunis. Ses points virgule sont sujets à exégèse dans les plus grandes universités de *Ivy League*. On scrute jusque dans la couleur de ses cravates les anticipations irrationnelles des marchés financiers. Il fut l'oracle de la nouvelle économie. Ses déclarations sont aux marchés financiers ce que les bulles pontificales furent à la chrétienté médiévale. À la finance internationale ce que fut Alain Gillot-Pétre à la météo nationale.

Ces derniers jours, Alan Greenspan a publié trois encycliques :

1. Les « *baby boomers* » pourront se brosser pour qu'on leur paye intégralement leurs retraites. Les Etats-Unis n'auront pas les ressources pour payer les retraites et dépenses de sécurité sociale des « *baby boomers* » qui entreront dans la carrière à compter de 2008.

Il faudra donc réduire les dépenses publiques, car augmenter les impôts est une mauvaise solution. Résultat, on travaillera plus et touchera moins. On connaît.

2. Dans une homélie inspirée du célèbre Saint Raffarin, il a ajouté « *le malaise est palpable mais le salut est à portée de main* ». En clair, l'emploi ne va pas fort, mais cela va s'améliorer. En attendant, reconduire le plan de prolongement de l'indemnisation des chômeurs « n'est pas une mauvaise chose ». Mais alors, l'oracle, pourquoi allonger l'indemnisation des chômeurs si la reprise est pour demain ? Et si la situation ne s'améliorait pas avant six mois ?

3. La dette, on s'en fout. Nouvelle intuition de l'Archimède des marchés : le niveau d'endettement record des Etats-Unis n'est pas un sujet de préoccupation. L'enrichissement des ménages et de leur patrimoine immobilier durant les années 1990, conjugué à la sophistication accrue des instruments et produits financiers, autoriserait un niveau d'endettement supérieur à celui qui était soutenable il y a dix ans. Ce qui est intéressant avec les déclarations de l'oracle, c'est le concert de louanges bi-partisanes qui suit généralement. Tout le monde y voit un compliment qui lui va droit au cœur. Prenons les Républicains par exemple, qui y voient un satisfecit décerné pour une sanctuarisation des baisses d'impôts mises en œuvre par le Président Bush. Les Démocrates y voient au contraire une critique du déficit budgétaire record qui mettrait en danger le financement de la sécurité sociale. Donc, un cadeau fait aux Démocrates en période électorale... Les non-alignés y voient une simple mesure de salut public : Greenspan a voulu que ce sujet ne soit pas oublié lors de la campagne présidentielle. D'autres esprits vraiment mal tournés (Paul Krugman) y voient le signal pour que l'on ressorte les plans pour la privatisation de la Sécu, annoncée comme un chantier de la Présidence républicaine. Au fond, lorsqu'il parle, personne ne comprend rien. En revanche, tout le monde est persuadé d'avoir parfaitement compris ce qu'il a voulu dire. Et comme on ne change pas une équipe qui gagne⁷, même lorsqu'elle est en perte de confiance, « *Magic Greenspan* » est toujours l'inamovible entraîneur de la *Fed* depuis seize ans.

Paul Dickerson est un homme heureux. Auparavant simple « *pioneer* », il vient d’être élevé à la dignité de « *ranger* ». C’est-à-dire qu’il appartient au club très fermé des 187 *fundraisers* républicains qui ont récolté plus de 200 000 dollars pour le Président. En quelque sorte, Paul Dickerson est passé soudain du club « Fréquence plus bleu » au club « Fréquence plus rouge » : il a droit désormais au salon avec champagne, aux invitations au ranch présidentiel à Crawford, Texas, et aux photos avec George W., qui impressionnent beaucoup ses associés et futurs clients du cabinet *Haynes & Boone*. Paul fait partie de ces jeunes ambitieux indispensables à la machine de guerre républicaine. Surtout depuis la loi Feingold-McCain qui limite à 2 000 dollars par personne la contribution à la campagne d’un candidat. Il faut donc démultiplier les réseaux. Et Paul est une tête de réseau capable de toucher de nouveaux contributeurs, au-delà des traditionnels donateurs. Il apporte de l’argent au parti républicain qui en retour lui donne de la visibilité lui permettant d’améliorer son réseau professionnel. Paul a beaucoup investi sous forme de milliers de coups de fils et de centaines d’heures passées à traquer les contributions. Et cela paye : il a désormais douze personnes qui travaillent pour lui. Il faut dire que Paul a un avantage comparatif : il laboure le canton de Harris, qui inclut la ville de Houston. C’est le fief de la famille Bush au Texas. Le troisième en termes de contribution après New York et Los Angeles.

De son côté, Kerry vise environ 80 millions de dollars avant la convention démocrate du mois de juillet. Et nonobstant le coup de pouce de Bill Clinton qui mène actuellement une active cyber-campagne de *fundraising* pour lui, Kerry a démontré ces derniers jours qu’il avait de la ressource. Par exemple, après un meeting à Chicago, il a confié à un militant qui passait par là : « *Vous savez, ces Républicains sont une vraie bande de menteurs et d’escrocs* ». Et un micro de la NPR traînait par là. Polémique, appels à des excuses nationales etc. Puis, c’est une phrase qu’il aurait dite puis finalement pas dite, selon laquelle Kerry aurait le soutien de dirigeant étrangers. « *Lesquels ?* » a demandé l’ours Powell soudain sorti de son hibernation partisane. Quelqu’un mènerait donc une diplo-

matie parallèle pendant que je dors ? « *Les noms, on veut les noms des dirigeant étrangers qui soi-disant vous soutiennent...* » martèlent depuis les Républicains sur les ondes etc. Pas le temps de respirer. Un véritable dérèglement des saisons dit le *Washington Post* : « *October in March* ». Bref, un niveau d’intensité très élevé pour les cerisiers en fleurs. Pas vraiment la guerre en dentelles. Et on ressort les millésimes de la vilénie. Par exemple, l’élection de 1884, qui opposa Grover Cleveland à James G. Blaine, un très grand cru : le candidat démocrate Cleveland, maire de Buffalo, a alors une affaire avec une veuve qui lui donne un enfant. « *Ma ! Ma ! Ma ! Where’s my Pa !* » chantent les Républicains ; « *Gone to the White House Ha ! Ha ! Ha !* » répondent les Démocrates, ponctué d’un « *Blaine ! Blaine ! James G. Blaine ! The continental liar from the state of Maine* ». Un remix 2004, cela pourrait donner : « *Bush ! Bush ! t’as vu un peu à l’heure qu’tu t’couches ?* » et « *Kerry ! Kerry ! Kerry ! ah seulement si tu n’changeais pas toujours d’avis* »...

7)- Titre *NBA* et *MVP* – *Most Valuable Player* – 1998 pour le meilleur moral des ménages, taux d’inflation et de chômage les plus bas depuis vingt-quatre ans.

« El Huntington »

Washington, 25 mars 2004

Mesdames et Messieurs, il est de retour. Du phénix politique de l’hiver dernier renaît un phénomène qui doit à nouveau sauver l’Amérique : Howard-le-Magnifique est de retour, avec cette fois-ci un mouvement politique qui vise à pourfendre la clique réactionnaire qui a élu domicile à la Maison-Blanche. « *Democracy for America*⁸ » est son nouveau cri de guerre. La bannière qui rallume la flamme jamais tout à fait éteinte du Deanisme de guerre. Un par-

ti ? Plutôt un mouvement, dans l'esprit général de sa candidature présidentielle : engagement civique, mobilisation de proximité et bataille des valeurs. Peut-être répondra-t-il aux interrogations soulevées par un récent sondage C-SPAN qui révèle que seuls 20 % des Américains pensent que le grand public a une « influence sur les décisions prises par le gouvernement », alors que 68 % pensent que ce rôle est dévolu aux « gros contributeurs de la campagne » et aux « grandes entreprises ». Le candidat malheureux à l'investiture démocrate retourne donc à nouveau ses manches. Et pas question de nuire à John Kerry. Union sacrée oblige, il met à sa disposition ses meilleures recettes de cuisine et ses *fundraisers* top niveau. « *pas question de sombrer dans les affres du chevènementisme de l'après 21 avril* » semble-t-il indiquer à ses fidèles. Pas comme ce McCain, rancunier comme un pou. Pas Harrison McCain, le célèbre milliardaire canadien roi de la frite surgelée, mort ce dimanche à l'âge de 76 ans. Non, John McCain, candidat malheureux à l'investiture républicaine en 2000. Celui qui a passé plus de cinq années dans les geôles vietnamiennes avant de provoquer, avec son ami John Kerry, la réconciliation. Outre le feu de l'ennemi d'alors, McCain partage également avec John Kerry le rare privilège d'avoir, à quatre ans d'intervalle, essuyé le feu de la machine de guerre républicaine. Et cela crée des liens. À tel point que McCain a déjà semé la zizanie deux fois cette semaine dans les rangs républicains. Tout d'abord en rejetant plutôt mollement les affabulations du microcosme qui le questionnait sur un éventuel ticket avec John Kerry, puis en prenant la défense de ce même Kerry après l'attaque au mortier de Dick Cheney. Non, il ne pense pas comme ses amis républicains que John Kerry est faible sur le plan de la sécurité nationale... McCain est comme cela. Indépendant jusqu'au bout des ongles. Ardent pourfendeur du réchauffement climatique, de la gabegie fiscale et budgétaire. Et des imbéciles. La discipline républicaine ? Il la piétine, et il le fait savoir à la Maison-Blanche. « *a McCain in the neck* »...

On savait depuis 2002 qu'avec leurs 38,8 millions d'âmes, les hispanophones constituaient désormais le deuxième bloc « ethnique »

des Etats-Unis, devant les Africains-américains. Ce que le dernier recensement récemment rendu public par le *Census Bureau* révèle, en revanche, c'est que la population des Etats-Unis connaîtra de fortes évolutions d'ici 2050 : une augmentation de sa population de 49 % pour porter le nombre total d'habitants à 420 millions, dont 103 millions d'hispanophones (24 %), soit le double par rapport à aujourd'hui. Pour l'Amérique WASP, ce recensement prend donc les allures d'une nouvelle Saint-Barthélemy : la population blanche non-hispanique qui représente encore aujourd'hui 68 % de la population passera à 50 %. C'est précisément ce que Samuel Huntington a récemment nommé « *the Hispanic Challenge*⁹ » : l'afflux persistant d'immigrants hispanisants qui menacerait de diviser les Etats-Unis en deux peuples, deux cultures et deux langues. Une communauté formant un groupe culturel distinct avec leurs propres enclaves politiques et linguistiques de Miami à Los Angeles, dans le rejet des valeurs anglo-protestantes, « fondements du rêve américain ». Ce procès en « in assimilabilité » du célèbre Professeur repose sur six chefs d'accusation. Six éléments qui différencieraient cette immigration hispano-américaine des précédentes vagues d'immigration que le pays a connues depuis sa fondation. La contiguïté de l'espace (1), qui détruirait le mythe de la statue de la Liberté et d'*Ellis Island* : désormais, les immigrants ne traversent plus les océans pour atteindre la terre promise. Et la proximité de ces nouveaux immigrants avec leurs cultures, familles et résidences d'origine serait unique dans l'histoire de l'immigration américaine, dispensant les immigrants de toute assimilation dans le nouveau pays d'accueil. L'échelle (2) de cette immigration serait sans précédent : Les Mexicains auraient représenté 25 % de l'immigration totale durant les années 1990. Aucune autre vague d'immigration (Irlandais, Allemands etc.) n'aurait jamais atteint ces proportions. Par ailleurs, entre 100 000 et 300 000 immigrants mexicains entreraient chaque année illégalement aux Etats-Unis (3). La concentration régionale (4) de ces immigrants serait également sans précédent dans l'histoire des Etats-Unis : l'extrême concentration des Cubains à Miami, Mexicains en Californie du Sud, Portoricains et Dominicains à

New York freinerait leur assimilation. La persistance (5) de cette immigration serait également sans précédent dans l'histoire. Enfin, le Mexique, deux fois défait militairement par les Etats-Unis¹⁰, préparerait en quelque sorte une revanche démographique (6). Le Mexique est en effet le seul pays que les Etats-Unis ont envahi et dont ils ont annexé la moitié du territoire. Les immigrants mexicains n'auraient rien oublié : ils seraient aujourd'hui regroupés dans des zones géographiques qui furent les leurs par le passé. La reconquête – *reconquista* – démographique, sociale et culturelle serait donc en cours. Et certains universitaires très sérieux à l'instar du Professeur Charles Truxillo de l'Université du Mexique de prédire en renfort de *El Huntington* une *República del Norte* en 2030, enveloppant les Etats du Nord du Mexique et du Sud-ouest des Etats-Unis. Une *Mexamerica*, *Amexica* ou *Mexifornia*...

Frappes préventives, « *Media blitz* », « unité de réponse rapide » : nous ne sommes pas à *West Point* mais dans les coulisses des écuries présidentielles. Cette semaine a été dure pour le camp démocrate. Un peu comme si les Républicains avaient tout d'un coup décidé d'éradiquer John Kerry de la mémoire des électeurs. Un lavage de cerveau orchestré par l'autre cerveau : Karl Rove, l'éminente éminence grise du Président. Le *media blitz* avait pour objectif de gommer l'effet positif que Kerry avait glané à l'occasion de sa victoire dans les primaires. Pendant ce temps-là, John Kerry avait décidé de laisser passer l'orage républicain et de se réfugier dans son *owned private Idaho* avec sa veuve Ketchup (Theresa Heinz Kerry). Oui, John Kerry possède cinq maisons : une maison à 4 millions de dollars à Georgetown (Washington DC), une autre à 6 millions de dollars à Boston (Louisburg Square) devant laquelle il a fait déplacer la bouche à incendie pour pouvoir être à l'aise pour se garer, une maison de campagne à 6 millions à Nantucket, une propriété à 3 millions à Pittsburgh et enfin son petit chalet dans l'Idaho à 5 millions. L'objectif de la semaine était le suivant : faire quelques figures de style sur un champ de bosses pendant que la pluie de météorites républicaine s'abattait sur lui à Washington et à travers les 18 *swing*

states. Bref, la force de frappe républicaine est montée en puissance avec tous les agents dormants républicains qui se sont soudain réveillés sur claquement de doigt de Karl Rove. Afin qu'on les reconnaisse bien, les militants ont des brassards « *phoners* » et « *walkers* ». Comme des chaussures *Kickers*. Des « *Team leaders* » sont chargés de partir à l'assaut des ondes locales pour expliquer combien George W. est un type bien. Dans l'ensemble, il s'agit de faire de la campagne Bush-Cheney un « club » dont le quidam sera membre durant sept mois. Et pas une amourette d'un soir de novembre. Non, une vraie relation dans la durée. Cet hiver en Pennsylvanie, pendant que les démocrates s'empoignaient encore, les républicains recrutaient 1 045 présidents de circonscription et organisaient des comités de campagne dans les 65 comtés. Pendant ce temps-là, étaient organisées 27 séances de formation « *roadmap to victory* » en Virginie. Bref, un fan club King size.

8)- www.democracyforamerica.org

9)- Voir Samuel Huntington, *Foreign Policy* (www.foreignpolicy.com).

10)- Guerre pour l'Indépendance du Texas (1835-1836) et Guerre entre le Mexique et les Etats-Unis de 1846-1848.

« USA Today »

Washington, 31 mars 2004

Pour se faire une idée de l'humeur Outre-Atlantique, nul besoin de se rendre au dernier colloque de l'IFRI ni d'apprendre par cœur la dernière tribune de Guy Sorman. Il suffit de demander à votre marchand de journaux une copie de *USA Today*. S'il ne l'a pas, faites comme moi lorsque je suis en vacances à Paris : prenez un air de touriste américain (veste, chemise *Ralph Lauren*, paire de *New Balance* aux pieds), franchissez avec un air entendu le porche du

Marriott des Champs-Élysées et demandez donc une copie de *USA Today* au concierge. Il vous répondra avec le sourire et en claquant des talons « *Certainely, sir* ». Si vous avez des scrupules, demandez lui en prenant congé, avec un clin d’œil, si son emploi a été « out-sourcé » sur les Champs-Élysées ; complice, il vous retournera la politesse avec un vibrant « *have a good one, Sir* ». Et vous aurez certainement une « *good one* » (de journée), en parcourant la « Une ». *USA Today*, c’est un *France Soir* qui serait solvable, et à l’échelle d’un continent. L’horoscope et le PSG en moins... N°1 aux USA.

1. « *Jamais sans mon chien* ». C’est la « Une » de l’édition de ce week-end, et je n’y peux rien ; c’est comme cela. L’histoire de *Bubbles* le bouledogue. On nous explique que *Bubbles* va partout : au *sushi bar*, chez le coiffeur, dans le métro. Partout où va son maître, Joan Marcus, une photographe dans le vent et véritable *Bubbles addict*. La municipalité de New York a déjà eu raison du clivage dévastateur entre non-fumeurs et fumeurs, au détriment de la dernière catégorie. Mais là, le maire se pose visiblement en rassembleur : pas question de séparer *Bubbles* de son maître, malgré la colère qui gronde. Médor est le nouveau roi de New York. Les chiffres sont accablants : 39 % des foyers américains possèdent au moins un chien ; 41 % des chiens dorment dans ou sur le lit de leur maître. Et 61 % de ces bestioles sont des mâles. Les mentalités sont d’ailleurs en train de changer : le site www.petsonthego.com liste les motels qui acceptent les chiens. Pour ce simple bistrotier de *Huntington Beach*, Californie, l’équation est simple: depuis qu’il a inauguré une carte pour chiens, son chiffre d’affaires a bondi. Mike Bartusick, heureux propriétaire du *Park Bench Café* propose désormais une douzaine de plats à la gente canine. Sur ce terrain-là encore, le Président George W. a ouvert la voie. Depuis qu’il a perdu Millie¹¹, ses liens avec Barney se sont resserrés. Bref, un sujet de société.

2. « *Camp David III* ». Cette semaine se réunissaient à Washington les poids lourds du Parti démocrate. Une soirée de méga-*fundraising* sur assiettes en carton, suivie d’un pas de danse au *Dream*

en compagnie du rappeur Q-Tip, qui a rapporté 11 millions de dollars au candidat John Kerry. Bref, de quoi se frotter les mains, si elles n’étaient pleines de sauce barbecue. Ils étaient tous là, ou presque : Bill et Hillary Clinton, Jimmy Carter, Al Gore, John Edwards, Howard Dean, Al Sharpton. Tous en scène pour Kerry. Et une photo, toujours en « Une » de *USA Today* : 3 *Camp David* en 1. Bill Clinton ménageant, comme il en a seul le secret, une poignée de main franche entre John Kerry et Jimmy Carter (*Camp David I*, qui a flirté avec Howard Dean durant la campagne). Bill Clinton (*Camp David II*) et Jimmy Carter sur le même podium, cela n’était pas arrivé depuis longtemps. Car en dehors de racines communes *southern baptist* et de leurs fondations, les deux Ex n’ont pas grand chose en commun. Et au milieu de tout cela, John Kerry, peut être le futur Président d’un *Camp David III*. Qui sait ?

3. Après une semaine de tempête post-11 septembre, sur laquelle nous reviendrons, les candidats sont finalement revenus à des agendas domestiques. John Kerry a sorti de sa manche sa première véritable initiative fiscale, avec une proposition d’abattement fiscal pour les entreprises qui résisteraient à la coupable tentation d’« out-sourcer » à tour de bras. C’est pas mal joué, car Kerry peut ainsi crâner en prétendant être le seul libéral qui baisse les impôts... Le même jour, George W. annonçait un plan « internet à haut débit pour tous en 3 ans ». Avec une attention particulière portée aux zones rurales désindustrialisées en cours de restructuration. La veille, il s’occupait d’un autre sujet qui lui tient particulièrement à cœur : faire progresser la culture « pro-life » dans le pays (« *we must continue to build a culture of life in our country* »). Le Sénat a en effet voté (61/38) une loi donnant statut juridique à l’embryon ou au fœtus. Le *Unborn Victims of Violence Act* fait désormais un crime distinct de l’atteinte à un fœtus durant un crime fédéral contre une femme enceinte. Les esprits avertis auront compris qu’il s’agit là d’un pas de plus vers la remise en cause de *Roe vs Wade*, le célèbre arrêt de la Cour Suprême qui autorisa en 1973 l’avortement aux Etats-Unis. Et l’embryon d’entrer dans le code pénal...

4. Le vrai sujet de la semaine : Richard A Clarke, dans un scénario très « peur sur la Maison-Blanche ». Il y a encore quelques mois, on pensait à un autre Clark pour faire trembler la Maison-Blanche sur ses fondations. Ce dernier n'est plus qu'un souvenir. Et finalement, cet honneur revient à Richard A. Clarke, chef du contre-terrorisme au cuir tanné par trois administrations. Un hyper-bureaucrate tenace. Le Talleyrand du renseignement. Mais également un vrai chef d'orchestre (On peut être Talleyrand et Toscanini : Lionel Stoléro...). Clarke s'est théâtralement mis en scène lors des auditions de la commission sur le 11 Septembre. A tel point que les autres témoins ont été éclipsés : pschitt ! Adieu Madeleine (Albright), George (Tenet), Donald (Rumsfeld), Colin (Powell). Il n'y en avait que pour Clarke. D'abord, il a choisi la semaine de son audition pour publier son ouvrage « *against all enemies*¹² ». Une synchronisation magistrale, quasiment digne d'*Al Qaeda*. Ensuite, il a donné une interview à « *Meet the press* » qui a connu la même audience que la récente finale du *superbowl* qui comportait tout de même la séquence du *wonderbras* découvert de Janet Jackson. Enfin, il a entamé son témoignage devant la commission avec un vibrant « Je m'accuse » qui restera dans les annales : « *To the loved ones of the victims of 9/11, to them who are here in the room, to those who are watching on television, your government failed you. And I failed you. Those entrusted with protecting you failed you. We tried hard, but that doesn't matter, because we failed. And for that failure, I would ask, once all the facts are out, for your understanding and for your forgiveness*¹³ ».

Dans son livre, le *maestro* dit peu de choses. Mais des choses importantes :

1. Que l'équipe Bush considérait le terrorisme comme un problème « important mais pas urgent » lorsqu'elle a pris en main les affaires du pays.

2. Que malgré ses alertes répétées, on ne l'a pas écouté.

3. Qu'au lendemain de la catastrophe, le Président Bush s'est entêté à vouloir trouver un lien entre les événements du 11 septembre et l'Iraq, contre toute évidence et les avis de ses experts, dont Clarke.

Inutile de dire que la Maison-Blanche n'a que modestement apprécié. Et le *maestro* en a pris pour son grade : « *Votre interprétation sonne faux, Maître, elle est partisane* etc. ». Tous les chiens de garde du parti républicain se sont lancés à ses trousses sur les ondes. Mais sûr de son talent, droit dans ses bottes, Clarke n'a pas cillé. En conclusion, le bilan de George W. commence à soulever de sérieuses questions : une guerre montée à coups de bobards, une reprise économique sans emplois, et une négligence coupable avant puis après la catastrophe du 11 septembre. Pendant ce temps, une nouvelle force électorale pointe, avec l'aura qu'on imagine : les familles de victimes, assez peu disposées à se laisser instrumentaliser par le parti républicain à l'occasion de l'échéance de novembre prochain.

11)- Voir la chronique « Oussama Ben Nader », du 25 février 2004, p.38.

12)- Déjà cinq éditions en deux semaines, et 500 000 copies vendues.

13)- « *Aux personnes chères aux victimes du 11 septembre, celles qui sont ici dans cette salle et à celles qui nous regardent à la télévision, votre gouvernement a échoué. Et j'ai personnellement échoué. Ceux en qui vous aviez placé votre confiance ont échoué. Nous avons bien essayé, mais cela n'a aucune importance, car nous avons échoué. Et pour cet échec, je vous demande à la fois votre compréhension et votre pardon, une fois que toute l'histoire sera connue...* ».

« John Elvis Kerry »

New York, 7 avril 2004

Au lendemain du *Super Tuesday* qui scellait la victoire de John Kerry sur John Edwards, son dernier concurrent sérieux pour l'investiture démocrate, un journaliste de NBC posait une question pleine de sens : « *does John Kerry have enough Elvis to beat George Bush¹⁴ ?* ». Il ne faisait pas allusion aux qualités musicales du candidat démocrate, mais plutôt à son jeu de scène médiocre. Il est vrai qu'avec son port altier et sa morgue naturelle, Kerry fait plutôt Roi Soleil tombé dans un opéra de Lully que *King* à Memphis. Un peu froid, parfois distant, John Kerry manquerait donc un peu de « Elvis » : de cette capacité à susurrer de suaves mélodies dans le creux de l'oreille des *soccer moms* tout en enfilant une paire de bottes pour électriser avec conviction les *Nascar dads* (pères de familles épris de courses automobiles). John Kerry dispose de nombreux atouts pour l'emporter en novembre prochain, c'est d'ailleurs pour cela que les Démocrates l'ont choisi. Mais il doit encore trouver le moyen de se connecter avec l'électeur, de passer pour un type sympa (il a déjà une moto). Sa deuxième femme Theresa qu'il a rencontrée en 1992 au Sommet de la Terre de Rio (où elle venait en jet privé acheter le dernier cri du foulard commerce équitable) pourrait l'aider à se détendre un peu : décontractée (malgré ses 500 millions de dollars) et adepte des herbes naturelles (petit côté Rika Zarái), Theresa – qui est née au Mozambique – pourrait sans doute communiquer à John sa passion du Fado. Mais pas pour chanter la nostalgie des rizières du Mékong. Un fado enroulé : Kerry doit trouver le moyen de se déhancher un peu d'ici novembre. Et de faire swing avec lui les indépendants des *swing states*. John est prévenu : s'il est ennuyeux, ils voteront républicain...

Nous savons que le jeune Kerry ne fut pas un blouson noir. Et il est probable que la *Star Academy* n'aurait pas voulu de lui : trop

suffisant. Ses enseignants se souviennent d'un sujet brillant et doué, déjà terriblement tourné vers l'horizon de ses responsabilités futures. Ambition, grandes capacités intellectuelles. Et cette éloquence goguenarde qui rappelle de façon subliminale à chaque coin de phrase « je suis intelligent ». Un jeune VGE. Mais version démocrate et tourmenté : Laurent Fabius ! Dans son très républicain lycée *Saint Paul* de Concord, New Hampshire, (syncrétisme de notre Ecole Alsacienne et du collègue Stanislas) John Forbes Kerry s'engage activement en faveur de John Kennedy, qui demeure aujourd'hui encore le modèle auquel il s'identifie. Il a d'ailleurs les mêmes initiales. Durant l'été 1962, il travaille également pour la campagne sénatoriale de Ted Kennedy, aux côtés duquel il siègera à compter de 1985, pour représenter le Massachusetts. Kerry est un patricien libéral de Nouvelle-Angleterre, ouvert sur l'étranger (il porte des chemises « façonnable »). Un démocrate tocquevillien conscient de sa mission sur terre : éclairer les choix de ses concitoyens. Son père, ancien pilote de guerre, est un diplomate qui a été posté en Allemagne et en Norvège. Kerry y a séjourné. Il parle un Français châtié, qu'il a pu perfectionner dans son internat suisse. Les chaînes câblées conservatrices disent : « *He looks French* ». Bien sûr, ce n'est pas un compliment : nous ne sommes plus au temps, civilisé, des Kennedy. Par sa mère Rosemary Forbes, il descend de Winthrop, premier gouverneur de la colonie du Massachusetts. Les Forbes ont également une propriété à Saint-Briac où il croise occasionnellement son cousin Brice Lalonde, qui lui parle de développement durable et de Dominique Voynet, son Hillary à lui. Très récemment, John Kerry a découvert son héritage juif : son grand-père paternel Fritz Kohn est un juif tchèque qui a fui l'Europe en 1905. Un temps cireur de chaussures, il a changé son nom en « Kerry » avant de se convertir au catholicisme. Il se suicidera en 1923. À Yale, passage obligé des élites WASP, le jeune Kerry ne cache pas ses ambitions politiques.

C'est le Vietnam qui le précipite par ricochet dans l'arène politique. Comme la génération PSU avec l'Algérie (il partage en outre avec Michel Rocard le goût des choses compliquées). Et ce sera éga-

lement le Vietnam, 35 ans plus tard, qui le sortira des limbes d'une campagne médiocre pour lui permettre de l'emporter *in extremis* lors du caucus dans l'Iowa : il est alors rejoint dans les préaux par ses anciens camarades de combat. Ces derniers lui sauvent probablement la mise. Ce n'est que juste récompense, car Kerry a sauvé la leur devant le feu ennemi lors d'un coup de feu hardi qui lui vaudra une moisson de médailles. Alors que le Président Bush joue au chef de guerre et au petit soldat, Kerry rappelle son épreuve du feu. L'expérience physique du combat. Comme Lionel Jospin rappelait parfois qu'il pratiquait lui-même le sport, alors que son rival Jacques Chirac se contentait d'aimer les sportifs... Kerry a remporté les primaires sur cet engagement personnel au Vietnam, et son expertise en matière de relations internationales. Durant sa carrière sénatoriale, le sénateur du Massachusetts a provoqué ou conduit plusieurs enquêtes parlementaires à haute tension qui ont notamment révélé le scandale de « *l'Irangate* » ou les trafics de drogue du général Manuel Noriega. Avec son ami John McCain, il pilote le processus de normalisation avec le Vietnam. Kerry a choisi la commission des Relations internationales par pragmatisme : Ted Kennedy occupe en effet tout l'espace politique au sein de la commission des Affaires sociales. Division naturelle du travail entre collègues du Massachusetts...

Dans l'Amérique en guerre d'aujourd'hui, l'engagement physique de Kerry au Vietnam est un de ses meilleurs atouts. Kerry y a démontré son courage et peut donc toucher les vétérans, très organisés. Mais il a ensuite pris à son retour la tête du mouvement anti-guerre « *Vietnam veterans against the war* », mouvement qu'il organise avant de le délaissier en 1971. La presse conservatrice tente aujourd'hui de le discréditer en l'assimilant à « Hanoi Jane » Fonda. L'engagement de Kerry au Vietnam est finalement à la fois son meilleur atout mais aussi un risque, si le camp républicain décide d'exploiter son activisme anti-guerre. Et cette double dimension mérite que l'on s'y arrête tant elle est à l'image du problème dont souffre Kerry de manière générale : pour nous, c'est un type intelligent et nuan-

cé. Pour les Américains, aidés par le matraquage médiatique des Républicains, c'est un homme qui change tout le temps d'avis. Les Républicains ont très largement investi sur cette faille : John Kerry est présenté comme un « flip-flop ». Un paysan normand ; une personne qui dit tout et son contraire. Pour son grand malheur, Kerry est trop intelligent pour ne considérer qu'une facette d'un problème. L'inviter à se prononcer de façon tranchée est une insulte à son intelligence. Lorsqu'on lui pose une question, il commence par considérer le pour et le contre. Il marque ensuite un temps d'arrêt pour ajouter aussitôt, avec un air docte, que finalement il faudrait aussi pouvoir considérer le pour et le contre. Un peu comme si confronté à un problème, Kerry privilégiait le plaisir de la contemplation aux impératifs de la décision. Un esthète dans un monde de brutes. Mais si Kerry aime les délibérations, il sait également prendre des décisions, généralement seul. Ne l'a-t-il pas prouvé face à la mitraille ? Enfin Kerry est l'homme des situations désespérées, des come-back impossibles. Amoindri, piétiné, laissé pour mort, il décide soudain de se reprendre. C'est l'homme des *finish* désespérés. En dix-neuf ans de vie parlementaire, Kerry a beaucoup changé d'avis, sur à peu près tous les sujets. Chez nous, il serait élu avec 80 % des voix. Mais aux États-Unis, cet angle d'attaque est potentiellement dévastateur pour lui, car ce que les Américains apprécient chez G. W. Bush, c'est précisément sa capacité à faire des choix clairs et tranchés, à décider. Cette opposition entre l'ancien gouverneur du Texas qui s'est autoproclamé chef de guerre après le 11 septembre, et le subtil mais confus législateur de Nouvelle-Angleterre est en passe de se figer dans l'inconscient des électeurs. Elle pourrait être fatale à John Kerry.

14)- John Kerry a-t-il assez de « Elvis » en lui pour battre Georges Bush ?

« Felix Potin Superstar »

Washington DC, 19 avril 2004

Alors que les Français observent médusés quelques animaux du APAF se vautrant dans la fange de leur ferme médiatique, trente millions d'amis américains se collent depuis plusieurs semaines devant leurs lucarnes pour boire comme du petit lait *The Apprentice*. C'est le plus regardé de tous les *shows* de télé-réalité produits par NBC. On y voit le nabab new-yorkais de l'immobilier Donald Trump éliminer les aspirants déchus par un retentissant et déjà légendaire « *you're fired* ». Les mauvaises langues feront remarquer que si la majorité des *Trump Towers* ont tenu bon, tel n'est pas le cas de la plus emblématique : Ivana Trump. Mais là n'est pas l'essentiel. Ce jeu, qui passionne les Américains, vise à faire de l'un des candidats l'heureux lauréat du nabab bétonneur. Il s'agit donc de décrocher un *job*, plutôt bien payé : 250 000 dollars pour aller pointer chez Trump tous les matins. Et c'est le jeune Bill Rancic qui l'a décroché. Auparavant, Bill vendait des cigares. Demain, il sera bombardé Président du *Trump International Hotel & Tower*, un programme immobilier développé par Donald à Chicago, qui pèse la bagatelle de sept cents millions de dollars. Bill sera donc le chef d'orchestre de ce programme, bardé du titre ronflant de « program manager ». Drôle de raçon pour un succès direz-vous ? En effet, nul ticket pour une plage ensoleillée ni de villa sur la côte. Les deux finalistes mâles de *The Apprentice* ont peu en commun avec la ferme des animaux ou les autres *reality shows* qui déferlent sur nos écrans depuis bientôt quatre ans : Bill est plutôt du genre immigrant qui travaille comme une bête pour réussir alors que son rival malheureux (Kwame) avait dans sa poche un MBA de Harvard. Bref, un Loft très méritocratique, peuplé de jeunes qui en veulent... du travail. *The Apprentice* a fait un tabac chez les classes moyennes. Moralité : en temps de crise, l'argent reste le sujet préféré des pauvres (!), mais pas question d'envoyer des fainéants en vacances.

À la *Trump Academy*, pas de prime à la nullité : le grand vainqueur gagne... le droit de se mettre au boulot. Autre détail : les *pin up* intrigantes et autres Loanas ont toutes été virées dès les premiers épisodes. Il y avait bien une certaine Omarosa pour vous faire douter ; mais elle avait tout de même été stagiaire, en tout bien tout honneur, pour Al Gore à la Maison-Blanche. Non, décidément, la France et l'Amérique s'éloignent...

C'est l'histoire d'un supermarché qui, s'il devenait indépendant, serait le huitième partenaire commercial de la Chine : *Wal-Mart*. Quelques lettres qui font trembler l'Amérique. Félix Potin devenu superstar... du capitalisme post-moderne. Côté face, *Wal-Mart* est le champion des petits prix. L'ami des consommateurs qui trouvent soudain le monde à portée de caddie. Cette chaîne de 3 500 magasins, qui réalise un chiffre d'affaires annuel de deux cent cinquante-six milliards de dollars, accueille chaque jour vingt millions de consommateurs. Selon certains économistes, *Wal-Mart* serait responsable de la baisse d'un point d'inflation. Côté pile, *Wal-Mart*, c'est le capitalisme du XXI^e siècle, mais avec les pratiques sociales du XIX^e : un tiers de ses salariés – rémunérés 18 000 dollars annuels – n'ont pas d'assurance maladie. L'archéo-capitalisme. *Wal-Mart* a récemment fait l'objet d'un colloque sur le campus de UCLA à Los Angeles ou anthropologues, sociologues du travail et historiens se sont penchés sur ce cas d'école : droits du consommateur *vs* droit du travail. Tous admettent qu'à chaque période de l'histoire économique correspond une forme d'entreprise sachant habilement combiner structures économiques et relations sociales : un modèle qui saurait tirer le meilleur parti des technologies de production, de l'organisation du travail et de la physionomie générale du marché. L'entreprise éponyme du XIX^e siècle était *General Motors*; celle du XX^e aurait été *Microsoft*. Et *Wal-Mart*, pour le meilleur et pour le pire – surtout le pire – serait celle du XXI^e siècle : l'entreprise combinant innovation technologique de pointe (la climatisation des 3 500 magasins est commandée à distance depuis le siège social de l'entreprise, dans l'Arkansas) et autoritarisme managérial.

Avec sa force de frappe, l'entreprise définit les normes sociales en vigueur sur de vastes territoires et arrive à peser sur la conduite des relations avec des Etats étrangers, comme la Chine. Les nobles esprits réunis à UCLA font remarquer non sans un certain bon sens que les managers de *Wal-Mart* agissent désormais comme le nouveau législateur social des Etats-Unis. En payant de bons salaires, *General Motors* donna naissance à la plus solide classe moyenne du monde, tirant les autres compagnies vers le haut en matière de pratiques sociales. Avec ses bas salaires et son aversion pour le dialogue social, *Wal-Mart* aurait l'effet inverse. De la sauvagerie à l'état pur. Seule bonne nouvelle à l'horizon, la prise de conscience des citoyens : le 6 avril dernier, un référendum local était organisé à Inglewood, banlieue de Los Angeles peuplée d'immigrants, pour statuer sur l'ouverture d'un nouveau magasin. Les habitants ont dit non. Un salutaire bras d'honneur des consommateurs-citoyens aux pratiques sociales de *Wal-Mart*...

Cette semaine, on murmure que John Kerry entrerait en campagne. Pour devenir le prochain Président des Etats-Unis. Résignons ; jusque-là, John Kerry était en campagne pour : faire la différence avec ses camarades démocrates, lever suffisamment d'argent pour avoir le droit de concourir, et finalement réparer son épaule endommagée par un accident de bicyclette mal soigné. Pendant ce temps-là, le Président George W. en profitait pour déverser sur lui durant six longues semaines un déluge de quarante-cinq millions de dollars de spots télévisés dans les 18 *swing states*, qui ont fait beaucoup de mal à John. Estimant qu'il bénéficierait de peu d'espace médiatique au milieu de ce déluge de feu, puis durant les auditions de la Commission sur le 11 septembre et l'insurrection chiite en Iraq, John Kerry a patiemment attendu son heure. Pari risqué. Il dispose maintenant de moins de sept mois pour définir les contours d'une candidature qui n'a pas encore de véritable texture. La semaine dernière, John est sorti du bois. Profitant d'un petit déjeuner de *fundraising* à New York, John Kerry a avoué coup sur coup : « *A lot of people don't really know who I am*¹⁵ », ponctué d'un sensa-

tionnel « *I'm not a redistribution Democrat* ». Adieu, le *Real Deal* aux accents rooseveltiens dont il avait fait sa fière bannière durant la saison des primaires... John est prêt à tout pour échapper à son image de gauchiste du Massachusetts ; il finira par prétendre que son programme n'est pas démocrate. On en connaît à qui cela n'a pas porté chance.

Si John Kerry n'est plus un dangereux social-redistributeur, c'est qu'il a fait récemment son chemin de Damas. John a en effet décidé de se fondre dans les habits d'un vrai « New Democrat », à l'occasion d'un discours prononcé à *Georgetown University* le 7 avril dernier. Signe qui ne devait pas tromper, il était flanqué de Roger Altman et Gene Sperling, deux âmes damnées du clintonisme de la grande époque. Gene Sperling, ancien directeur du *National Economic Council* du Président Clinton lui a vendu un sévère plan d'austérité budgétaire. Et on murmure que l'ombre de l'ancien Secrétaire au Trésor Robert Rubin planerait au-dessus de tout cela... Adieu, généreuses promesses de campagne : on se concentre désormais sur la réduction de moitié du déficit budgétaire (500 milliards de dollars) sur quatre ans. Bref, la bande à Clinton est passée avec le séca-teur à promesses de campagne. Les experts commençaient à devenir sceptiques quant aux propositions économiques du candidat Kerry : ils se demandaient, logiquement, comment John envisageait de réduire drastiquement les déficits tout en créant dix millions d'emplois, en laissant inchangé les généreux allègements d'impôts sur les classes moyennes offerts par George W. (jusqu'à 200 000 dollars de revenu annuel), et proposant un plan d'assurance maladie à neuf cents milliards de dollars – financé par une augmentation d'impôts sur les personnes gagnant plus de 200 000 dollars... Le programme de politique économique de John Kerry apparaît donc aujourd'hui plus clairement, dans la parfaite filiation du dogme Clintonien. Kerry s'est mué en véritable père la rigueur. On retiendra donc que les démocrates sont devenus les champions de l'équilibre budgétaire et en font aujourd'hui leur principal produit d'appel. Désormais, les vrais flambeurs sont à la Maison-Blanche. Le plan Kerry

est simple : réduire les déficits et l'endettement comme élixir pour rétablir la confiance. Et si possible, se faire un peu connaître des Américains d'ici le 2 novembre. Mais c'est une autre histoire...

15)- « Beaucoup de gens ne savent pas véritablement qui je suis ».

« Georges Orwell Bush »

Washington, 27 avril 2004

Durant quatre ans, Pat Tillman avait été le défenseur zélé des Arizona Cardinals, une équipe de milieu de tableau de la « National Football League ». Profondément remué par les attentats du 11 septembre, il avait tourné le dos à un contrat de 3,6 millions de dollars pour s'engager chez les *Rangers*. Il voulait participer à la grande croisade contre le terrorisme, à la défense de la liberté dans le monde. Il est mort jeudi dernier à la frontière avec le Pakistan lors d'une escarmouche avec une poignée de Talibans. Pat Tillman était un garçon du genre tourmenté par des questions philosophiques : le soir, il escaladait les tribunes du stade pour méditer. Pat, 27 ans, n'est pas seulement le premier athlète mort au combat depuis la fin de la guerre du Vietnam. Sa mort est peut-être un tournant dans cette guerre. Jusque-là, les cercueils rentraient au pays drapés dans la célèbre bannière étoilée, loin des yeux : le Pentagone veillant à ce que ces images ne sapent pas le moral du pays. Exploitant le « Freedom of Information Act », un projet internet intitulé « The Memory Hole » (www.thememory-hole.org/war/coffin-photos/dover/) propose les images interdites de cette guerre. Mais les Américains ne démordent toujours pas de leur adhésion au bien-fondé de l'intervention irakienne. Certes, Pat Tillman n'est pas mort en Irak, mais au sud de l'Afghanistan. L'autre théâtre oublié de la lutte contre le terrorisme. Mais la mort

d'une jeune star de la NFL peut tout changer : elle frappe l'Amérique au cœur. Si la guerre poursuit les Américains jusque dans leurs stades, alors très certainement leur désaffection pour l'aventure mésopotamienne ira grandissante. La sacro-sainte cérémonie du Draft de la NFL s'est d'ailleurs ouverte sur un hommage silencieux. Durant les jours qui viennent, les minutes de silence à la mémoire de Pat Tillman se succéderont à travers les stades : un Requiem Afghan pour le Cardinal Tillman.

Cette semaine devait être un nouveau départ pour John Kerry, le temps de prendre la main après une longue période passée à encaisser les coups républicains : il faudra attendre encore un peu. Franchement, John n'est pas vraiment aidé. Il y a d'abord cette affaire d'activisme anti-guerre que les Républicains ne paraissent pas prêts à lâcher. En novembre 1971, John Kerry aurait assisté à une réunion de l'association « Vietnam veterans against the war » à Kansas City, organisation dont il avait pris la tête à son retour du front. Un huruberlu du nom de Scott Camil aurait alors proposé à l'ordre du jour de la réunion la liquidation de politiciens favorables à la guerre. Voilà qu'on a retrouvé la trace de l'infortuné Scott Camil dans le staff de campagne de Kerry en Floride : il a été discrètement et gentiment poussé vers la sortie le mois dernier. Kerry chez Action Directe ! Quel tableau... À le voir aujourd'hui, le doute n'est pourtant plus permis. Kerry n'est plus du tout le genre chevelu enragé. Et s'il devait kidnapper quelque grand patron capitaliste, ce serait plutôt dans le jet privé de Theresa pour une escapade-barbecue dans l'une de ses cinq propriétés... Il y a aussi cette rencontre de John Kerry avec les émissaires Vietcong pendant les négociations de paix à Paris qui refait surface : on est fils de diplomate ou on ne l'est pas... Tout cela n'est pas innocent. Les Républicains envoient un signal : John Kerry n'a pas de plan pour l'Irak et s'il en a un, c'est une capitulation en rase campagne après des négociations avec les terroristes. La semaine dernière, devant « Meet the Press », John avait dû déjà se distancier des propos qu'il avait tenus trente-trois ans plus tôt sur ce même plateau de NBC, où il parlait des « atrocités » commises

par les troupes américaines. Comme si cela ne suffisait pas pour la semaine, John Kerry a désormais contre lui le tout-puissant... Vatican. Le Cardinal Francis Arinze, qui ne concourt pas à la vice-présidence mais au trône de Saint-Pierre, a menacé John d'excommunication de façon à peine voilée s'il persistait à soutenir le camp pro-avortement. Dans une interview, le bon cardinal nigérian a indiqué à des journalistes que des hommes politiques de confession catholique soutenant l'avortement devraient normalement se voir refuser le droit de communier. Mais que c'était à l'église du coin de le décider. La réponse du berger Kerry à la bergère pontificale fut mesurée. Pas question de ramener le pape en Avignon (John n'a pas encore de maison dans le Lubéron). Le beau John de se contenter de rappeler les mots apaisants de son idole-Kennedy-à-qui-il-s'identifie-depuis-tout-petit : « I do not speak for my church on public matters, and my church do not speak for me¹⁶ ». Ces propos venaient dans le contexte d'une grande marche en faveur de la défense de l'avortement à Washington. John Kerry s'était adressé à eux vendredi, réitérant son soutien aux *pro-choice* et indiquant qu'il protégerait ce droit s'il était élu président des Etats-Unis. Alors que les Républicains marquent régulièrement des points sur ce traditionnel front de la guerre culturelle, John Kerry rappelle qu'un second « term » de George W. signifie également la désignation d'un nouveau juge à la Cour Suprême. Et tout le monde a parfaitement compris ce que cela signifie. En contrepoint de la grande marche du week-end dernier à Washington, on peut noter que le soutien des jeunes femmes pour l'avortement s'est érodé depuis quelques années : 67 % de jeunes Américaines entrant à l'Université soutenaient l'avortement en 1992 contre seulement 55 % aujourd'hui... Les Républicains ont enfin lâché en fin de semaine une dernière attaque sur le registre plus pernicieux du train de vie du couple Kerry. Un couple décrit comme glamour et cosmopolite, à la « Jonathan et Jennifer », déconnectés des petites gens comme vous et moi...

Il y a enfin une chose importante pour comprendre cette élection, c'est que les Républicains ne reculent devant aucun menson-

ge. Ou plutôt, que la Maison-Blanche et ses communicants ont leur propre vérité. Mais qu'importe... une majorité d'Américains veut encore y croire : 52 % d'entre eux font davantage confiance à George W. Bush qu'à John Kerry (44 %) pour gérer la situation en Irak. La surprise est venue en milieu de semaine dernière. Après trois semaines difficiles pour le Président, un sondage Washington Post ABC News le donnait en hausse : 48 % des suffrages au Président contre 43 % à son challenger démocrate et 6 % à Ralph Nader. Un analyste du Washington Post évoquait dernièrement le talent oratoire du Président comme explication de sa persistante popularité ; il aurait en effet convaincu ses concitoyens de trois choses : 1. Les Etats-Unis resteront en Irak ; 2. L'Irak est un des théâtres de la guerre mondiale contre le terrorisme, on ne peut revenir en arrière ; 3. La majorité des Irakiens et un grand nombre de pays étrangers sont favorables à l'intervention américaine en Irak. Et on peut également méditer ce billet d'humeur de Chas Freeman, ancien ambassadeur américain en Arabie Saoudite durant la Première guerre du Golfe : comment continuer de vendre à la terre entière, se demande-t-il, une vaste force américaine secondée de quelques auxiliaires comme une « coalition », présenter une occupation militaire comme la « liberté », le processus de dé-sécularisation comme une œuvre de « démocratisation », l'installation au pouvoir d'une poignée d'exilés comme un « transfert de souveraineté » et la présence massive de mercenaires payés par le contribuable américain comme un processus de « reconstruction » et de « développement » ? Il y a bien là une énigme, dont seul George Orwell Bush et ses communicants ont la clé...

16)- « En matière d'affaires publiques, je ne parle pas au nom de mon Église et mon Église ne parle pas en mon nom ».

« Kill Bill, vol. 1 »

Washington DC, 4 mai 2004

L'automne dernier, Robert et Schön Passmore avaient décidé de passer quelques jours avec leurs enfants à « Disney World ». Ils en étaient repartis plutôt déçus. Bon chrétiens, ils avaient été interpellés par la muséographie plutôt fantaisiste du parc. Heureusement, leurs enfants avaient tout de suite repéré les faiblesses évidentes de la présentation : en bon créationnistes rejetant les théories de l'évolution, les enfants Passmore savaient bien que les dinosaures n'avaient pas régné sur la planète, il y a des millions d'années comme le laissaient entendre les notices, mais avaient bien été créés par Dieu le sixième jour... Pour ces vacances de Pâques, les Passmore ne se laisseraient pas avoir : ils iraient en Floride, mais cette fois au « Dinosaur Adventure Land », un parc à thèmes créationniste où les enfants pourraient « trouver la vérité à propos des dinosaures ». « Dinosaur Adventure Land » est un parc qui remet les pendules à l'heure : c'est bien la genèse et non la science qui raconte la véritable histoire de la création. Kent Hovind, le promoteur de cette divine invention, en avait eu assez des traditionnelles conférences qu'il prononçait depuis vingt ans. Il avait donc décidé d'ouvrir son parc à thèmes, pour contrer l'influence néfaste des musées d'histoire naturelle racontant la vie à partir de la théorie darwinienne de l'évolution. Les dinosaures étaient venus au monde il y a 6 000 ans et non « il y a des millions d'années » ; et le grand canyon n'était pas une création du fleuve Colorado mais la preuve vivante du déluge *itself*... On l'aura compris, le business créationniste est un secteur actuellement très porteur : camps d'étés, missions archéologiques en Nouvelle-Zélande, rafting sur les traces de Noé dans le grand canyon créé par le déluge, ou encore ce gigantesque complexe construit par le groupe créationniste « Answers in genesis¹⁷ » qui ouvrira ses portes en 2006 à Cincinnati avec musée, salles de classes, planétarium et effets spéciaux garantis. M. Hovind s'est récemment fâché avec « Ans-

wers in genesis » sur une question de doctrine : il continue à croire – et à défendre mordicus – l'idée que des traces récemment trouvées au Texas prouvent que l'homme a bien côtoyé les dinosaures dans le temps... M. Hovind n'a pas déposé de permis de construire pour son parc à thèmes : l'Eglise n'a pas de compte à rendre au gouvernement des hommes. Et il ne paye pas l'impôt. Retraqué dans son nouvel Alamo, il attend l'IRS¹⁸...

Enfin, les mémoires de l'ancien Président Bill Clinton arrivent. À peine sèche, l'encre de la plume du « Wiz kid » en fait déjà beaucoup couler. Bill aurait déjà touché douze millions de dollars : avouons que c'est plutôt motivant comme avance. L'éditeur, Sonny Mehta de chez Alfred A. Knopf, prévoit un premier tirage à 1,5 millions exemplaires. Le titre est sobre : « my life ». Et cela laisse éventuellement la place à un second tome dans le registre « antimémoires » qu'il pourrait intituler « My wives ». Pour vendre son nouveau « Fémina », l'éditeur n'y va pas avec le dos de la cueillère : « il parle avec candeur de ses succès et de ses échecs, à travers à la fois sa vie publique et sa vie personnelle. C'est la plus complète et la plus nuancée des biographies présidentielles jamais écrites, et une des plus remarquables que j'ai eu l'honneur de publier ». Ouf ! Mais voilà, qu'une sourde polémique pointe déjà : ce livre qui narre la trépidante présidence de l'« Ex » ne va-t-il pas nuire au brave John Kerry, qui rame pour se faire élire ? Plusieurs ténors démocrates se sont ainsi récemment inquiétés du calendrier de publication : avant l'élection et avant la Convention démocrate s'il vous plaît. Pas question de voir les salades de l'« Ex » faire à nouveau la « Une » des médias et polluer la campagne de John Kerry. Dès la publication, Bill Clinton enchaînera talk-shows et signatures à travers le pays, prélevant beaucoup d'oxygène à John Kerry. John Podesta, son ancien directeur de cabinet à la Maison-Blanche et actuel président du « Center for american progress », le nouveau « Think Tank » démocrate, a demandé à son ancien patron d'avoir les mains libres entre la convention du mois de Juillet et l'élection de novembre. Bill aurait également promis à Terry McAuliffe, pré-

sident du « Democratic National Committee » de publier sa somme avant la convention. En attendant, le diable se régale à téléphoner de façon impromptue à ses anciens amis pour leur lire, hilare, des passages entiers de son livre. Il y prendrait beaucoup de plaisir. On comprend qu'il distille également quelques inquiétudes au sein de l'establishment démocrate de Washington. Toutefois, les mauvaises langues font remarquer que Bill Clinton est un vrai procrastinateur en chef et que ses mémoires ne sont pas pour demain... en tout cas pas pour le 15 juin, la nouvelle échéance fixée par l'éditeur. Pour John Kerry, dont la campagne peine encore et toujours à trouver son rythme de croisière, cette affaire est cruelle. Elle souligne que John reste encore tiraillé entre la vénération qu'il voue depuis toujours à John Kennedy et l'incontournable mais néanmoins encombrant héritage de Bill Clinton. Un conseil, John, vite tuer ces deux pères, en commençant par Bill Clinton : « Kill Bill...vol.1 ».

L'entourage du vice-Président Dick Cheney et le président du « Westminster college » de Fulton, Missouri, s'étaient mis d'accord : le vice-Président prononcerait un grand discours de politique étrangère, en cette même noble enceinte où il y a cinquante-huit ans, Winston Churchill était venu parler de ce rideau de fer qui tombait sur l'Europe de l'Est. Comme toujours, les Républicains ont été à la hauteur : une succession d'attaques en dessous de la ceinture contre John Kerry qui, fait rarissime, a provoqué l'ire du président de l'honorable institution. Le patron de l'Université s'est donc fendu d'un mémo courroucé à l'ensemble de ses étudiants et d'une invitation en bonne et due forme à John Kerry, invité à son tour à fouler l'es-trade de la vénérable institution en guise de réparation. Cela n'a pas traîné : quatre jours après, John Kerry livrait devant une assemblée de pompiers, de syndicalistes et d'étudiants un discours de politique étrangère dans lequel ni le nom de George W. ni celui de Dick Cheney n'étaient prononcés. Les huit cent cinquante et un étudiants du Westminster collège n'en croyaient pas leurs yeux : John Kerry et Dick Cheney à quatre jours d'intervalle... Cet incident est révélateur du rôle grandissant de Dick Cheney comme pitbull de cam-

pagne du Président. Dans l'espoir de réduire sa capacité de nuisance, Kerry avait cette semaine décidé de concentrer le feu sur lui. Le vice-Président-oligarque a des casseroles. À cinq reprises, il a évité le « draft » qui devait le conduire tout droit au Vietnam. Il y a ensuite son refus de rendre secrètes les minutes de la « Task Force » chargée de plancher sur la politique énergétique pendant la campagne. Le cas est cette semaine devant la Cour Suprême. Mais l'un des juges, Antonin Scalia, était voilà quelques semaines à la chasse aux canards avec Dick... Enfin, il y a ces liens jamais rompus avec Halliburton, le champion des gros prix en Iraq, dont il continue à toucher des émoluments. Les stratèges de la Maison-Blanche se réjouissent : si Kerry attaque Cheney, c'est qu'il n'attaque pas le Président. D'où le débat renaissant sur la nécessité de rapidement choisir l'aspirant vice-Président côté démocrate, pour épauler un peu John Kerry. Selon les dernières informations qui filtrent, et il n'y en a pas beaucoup, deux noms figureraient sur la short list : John Edwards et Dick Gephardt. Le vieux Dick pour séduire le Midwest ; John Edwards pour son image modérée et apaisante qui plairait aux Indépendants. Mais voilà, Gephardt rime un peu avec ringard tandis que John Edwards agace toujours autant Kerry. C'est pourquoi les noms de Tom Vilsak (gouverneur de l'Iowa), Bill Richardson (gouverneur du Nouveau Mexique) et celui du sénateur de l'Indiana Evan Bayh refont surface, sans parler de l'ombre de John McCain qui plane encore. Avec McCain, ce serait quasiment dans la poche. Mais c'est toutefois peu probable...

17)- « Réponses dans la Genèse ».

18)- Internal Revenue Service, le fisc américain.

« Gladiator »

Washington DC, 11 mai 2004

Vendredi dernier, les téléspectateurs américains ont pu vivre en direct une grande corrida parlementaire. Dans le rôle du taureau, un vieux lutteur de Washington : Donald Rumsfeld, le secrétaire à la Défense, venu sauver sa tête et faire acte de contrition devant le législateur en colère. Face à lui, les ténors de la République impériale venus jouer les piccadors : Ted Kennedy, John McCain, Hillary Clinton, John Warner. Après le tollé général suscité par le comportement des troupes américaines à Abu Ghraib, George W. Bush avait fait savoir qu’il n’était pas du tout content du travail de son vieux soldat. Ses cheveu-légers s’étaient répandus dans Washington pour le faire savoir. Le pouce de l’empereur de *Pensylvania avenue* était donc à l’horizontale. Mais en entrant dans l’arène parlementaire, le vieux soldat républicain, dixit les bookmakers de Washington, avait encore son destin entre ses mains. On peut détester Don Rumsfeld et ses mauvaises manières, c’est le cas de beaucoup de monde. Mais comment rester insensible devant la maestria de cet animal politique ? Derrière le masque de ses 71 ans, un personnage wagnérien de fer et de feu. Un dur à cuire des administrations Nixon et Ford, devenu le Prince Noir de l’Administration Bush. C’est donc avec un certain sadisme mais aussi une certaine admiration, que nous avons regardé le secrétaire à la Défense entrer dans l’arène. Admiration pour le numéro forcé de séduction ; sadisme, car après avoir joui, avec ses acolytes civils du Pentagone, d’une impunité totale pendant deux ans, le vieux lion posait enfin genou à terre. Pour survivre, il devait accepter de courber l’échine ; voire même de poser la tête sur le billot. Et finalement, nonobstant quelques passes d’armes légères, le bourreau-législateur a été clément. Et de la bouche du vieux gladiateur, l’on a entendu sortir pour la première fois le mot « Convention de Genève ». On ne soupçonne finalement pas la puissance du législateur américain : cette façon qu’il a soudain de hausser le ton

pour signifier à une administration arrogante qu’il est mécontent de son travail. Nous, vieux Français, avons oublié ce spectacle. La faute à Pierre Laval, sans doute... Mais déjà lundi, l’orage était passé. Le Président avait convié son petit monde au Pentagone pour une photographie... de famille. Et devant le peuple en liesse de Rome, « Gladiator » s’est vu décerner par George W. Bush une accolade patricienne : « You are doing a superb job. You are a strong Secretary of Defense, and our Nation owes you a debt of gratitude¹⁹ ». Que George W. soit rassuré, la Nation n’est pas ingrate. Les Américains sont parfaitement conscients de leur dette envers le Secrétaire à la Défense : 500 milliards de dollars de dépenses militaires et autant de déficit budgétaire, cela ne s’oublie pas comme cela...

Pendant que l’orage s’abattait sur le Pentagone et sa gestion très décentralisée des géôles iraqiennes, les conseillers politiques du Président en profitaient pour se payer une répétition générale au cœur de l’Amérique profonde. On a donc filé la couturière dans le Midwest, théâtre de la réélection de novembre. C’était octobre au mois de mai. Une tournée en bus intitulée le « Yes America can » tour, entamé dans le Midwest industriel ; au programme, Michigan et Ohio, deux Etats-clé de cette élection, deux *swing states* qui ont perdu à eux deux 500 000 emplois depuis 2000. Bush avait perdu le Michigan en 2000 mais gagné de peu l’Ohio, qu’aucun Président républicain en route vers la Maison-Blanche n’a jamais perdu. Les derniers sondages dans l’Ohio sont si serrés que c’est à un porte-à-porte systématique que se livrent les factions en présence : la conquête du terrain maison par maison, comme en Iraq... Finalement, cette virée routière sur les routes du « Heartland » avait un accent de fête foraine. 10 000 supporters républicains sont là pour acclamer George W. dans une patinoire en brique rouge des faubourgs de Cincinnati, où un crooner inspiré par le Tout-Puissant chauffe la salle. Soudain, George W. jaillit de son bus de rock-star, lève le pouce devant la caméra puis entre en scène tandis que son auditoire scandale son nom et chante : « four more years ! four more years ! ». « I’m here askin’ for your vote, and I’m here askin’ for your help²⁰ »

lance-t-il à la foule. « You got it » lui lance une maman déchaînée. La veille, il était dans le gymnase de l'école de Niles, pour un exercice intitulé « Ask the President ». C'est Madame qui introduit son champion : « Je sais que chacun d'entre vous voit ce que je vois... Le Président est un leader solide pour ces temps historiques... Mon mari traite les gens avec respect et dignité... ». « Est-ce que je peux enlever ma veste ? » demande le Président dans son numéro préféré de cabotinage, « On n'est plus à Washington n'est-ce pas ? ». Puis c'est le tour de Phil Hegg d'entrer en scène. Phil, père de trois enfants, a récupéré 2 200 dollars de baisse d'impôts grâce au « Tax Cut » de George W. « Dis-nous un peu ce que tu as pu faire avec cet argent, Phil ? » lui demande le Président. « Ben... J'avais promis à ma fille que lorsqu'elle aurait deux ans, je lui paierai des cours de poterie... » ; « Attendez un moment » l'interrompt le Président, « on a des caméras ici, et elles veulent pouvoir filmer ce grand moment ... mais où donc se cache-t-elle votre fille ? ». Les Hegg sont aussi allés à « Disney-Land », autre promesse de Phil à sa fille, et ils ont acheté une nouvelle machine à laver. « Bon, ce qu'il faut retenir », explique le Président debout au milieu du gymnase, « c'est que mes baisses d'impôts rendent les gens plus optimistes quant à leur futur... dans ce cas précis, cela leur a permis de devenir de meilleurs parents... Phil a compris que sa responsabilité, c'est d'aimer son enfant de tout son cœur ». C'est presque Jacques Martin. Un avant-goût de « Compassionate conservatism II », sur fond de guerre en Iraq. La tournée se poursuit ensuite dans l'Iowa et le Wisconsin. Mais pourquoi un besoin si soudain d'Amérique d'en-bas ? Un sondage, passé presque inaperçu le mois dernier, a donné quelques sueurs froides à Karl Rove & C^o : à la question « le Président comprend-il les problèmes de gens comme moi », seuls 41 % des Américains interrogés ont répondu par la positive. 10 points de moins que John Kerry. Mais surtout 10 points de moins que George W. il y a un an. Il fallait donc rectifier le tir. Comment être proche des petites gens s'est demandé l'Etat-Major du Président ? Monsieur tout-le-monde n'a pas enfourché une moto de location pour une tournée solitaire dans les bassins industriels sinistrés du Midwest. Il

a loué, pour la bagatelle de 45 000 dollars par semaine, un rutilant bus de campagne canadien customisé à Nashville.

Cette semaine, c'était promis, Kerry ferait parler la poudre avec 25 millions de dollars de spots télévisés à travers le pays. Cela prouve que financièrement, il s'est refait une vraie santé. Le paradoxe de cette semaine de *reconquista*, c'est que l'on n'en a rien vu. Je devrais dire, je n'en ai rien vu, car je ne vis pas dans un des 17 *swing states* ou se prépare la mère de toutes les batailles. Ce point est important si l'on veut comprendre l'élection de novembre. N'écoutez pas ces bavards soi-disant bien informés qui vous disent que Kerry est trop ceci, ou Bush trop cela. Ils ne vivent généralement pas dans ces Etats courtisés par les deux camps, qui subissent depuis quelques mois un véritable Guernica publicitaire. Les sondages nationaux ne signifient rien. Il y a l'Amérique en bleu, celle des Démocrates, et l'Amérique en rouge, celle des républicains. Et il y a ces dix-sept Etats qui forment une zone grise – ou mauve – où se jouera l'élection de novembre. L'élection du Président ne se fait pas au suffrage universel direct, mais fonctionne comme celle du maire de Paris. Comme l'écrit le politologue Bruce Ackerman, constitutionnellement, les Américains ne voteront ni pour John Kerry, ni pour George W. Bush, encore moins pour Ralph Nader. Ils voteront pour de grands électeurs, Etat par Etat.

19)- « Vous faites un travail formidable. Vous êtes un solide ministre de la Défense. Et notre Nation a une dette envers vous ».

20)- « Je suis là pour vous d'envoyer votre vote, et je suis là pour vous d'envoyer votre aide ».



« Kerry Blossom »

« Kerry Blossom »

Washington, 18 mai 2004

C'est bien connu, le législateur aborde souvent les sujets délicats par le petit trou de la lorgnette. Cette fois, députés et sénateurs américains se sont faits pénitents pour prendre le diable par les cornes. Le Pentagone les avait conviés hors les murs sur « Capitol Hill » pour un diaporama un peu particulier... dans une mystérieuse chambre noire montée à la hâte, ils pourraient visionner un jeu de photographies plutôt osées, rapportées de Babylone. Un vrai contrôle parlementaire, sur pièces. De l'aveu même du *Washington post*, cette projection privée organisée par le Pentagone pour les « Congressmen » fut des plus bizarres : en file indienne, les honorables *lawmakers* devaient défiler debout dans une salle obscure ou étaient projetés pour quelques secondes des clichés parfois franchement pornographiques : scènes sado-masochistes où soldats américains et prisonniers irakiens fraternisent dans la douleur, actes sexuels contraints entre détenus irakiens, échanges sexuels entre soldats américains, scènes à caractère zoophile (dialogue éro-

tique entre détenu iraquien et berger allemand...). Il y en avait donc pour tous les goûts. « C'était comme si on descendait en enfer » dira en sortant le Sénateur de l'Illinois Richard Durbin « malheureusement, un enfer que nous avons créé ». Selon des témoignages, les honorables représentants du peuple accueillirent certains clichés par des cris d'effroi, étouffés par l'obscurité de ce sexodrome d'occasion. Et il fallait voir leurs mines déconfites et hagardes, à ces braves sénateurs, sortant du « Congressionnal Sex shop » pour confier à la presse leurs premières réactions. Et comme le diable se cache dans les détails, il convenait de ne pas se dégonfler. Le représentant républicain Trent Franks de l'Arizona avait été particulièrement remué par un cliché où « un prisonnier se sodomisait lui-même²¹ » dit-il déconfit devant les caméras, « ma conclusion est que cela fut d'une manière ou d'une autre la conséquence d'une action de nature coercitive ». La vérité en marche, enfin...

C'est un frisson. Ou plutôt un murmure – mais on veut y croire –... Pour la première fois, on a senti cette semaine un petit vent frais de Kerry-optimisme. Attention, pas de quoi s'emballer non plus. Pas de Kerry-euphorie. Mais une succession de petites choses qui indiquent peut-être que l'horizon s'éclaircit pour John Kerry. Les socialistes français avaient bien eu leur Printemps en temps et en heure, le 21 mars. Les Démocrates américains devaient finalement attendre encore un peu pour contempler leur « Kerry Blossom » tant attendu. Il est vrai que l'establishment démocrate de la « Belt Way » commençait à piétiner. Et le ton des éditoriaux de monter : Kerry trop ceci, Kerry pas assez cela. John Edwards le plus beau, le plus chaleureux, le plus tout etc. Une élection présidentielle aux USA, c'est comme une année de coupe du monde dans le pays organisateur. Des millions de sélectionneurs improvisés. Et les choix tactiques du sélectionneur démocrate étaient de plus en plus contestés. Ce sont finalement les mauvaises performances de l'équipe adverse qui ont apporté un peu de réconfort chez les Démocrates : pour la première fois, le pourcentage de sondés mécontents de l'action du Président sortant est passé au-dessus de la barre des 50 % : 51 %

d'opinions défavorables selon un sondage *Gallup* du 13 mai 2004. Et seulement 46 % d'opinions favorables, le plus mauvais score de sa présidence. A titre de comparaison, on peut noter que Bill Clinton ou Ronald Reagan, tous les deux facilement réélus, pointaient tous deux à plus de 50 % six mois avant l'élection. Et que jamais ils ne passèrent en-dessous de cette barre fatidique. Symétriquement, George Bush « père » et Jimmy Carter, tous deux « one-term Presidents » étaient tombés à 40 % d'opinions favorables à six mois du D-Day. Intéressant commentaire de l'organisateur de ce sondage, Frank Newport, qui ajoutait en contrepoint qu'aucun Président, depuis la Seconde Guerre mondiale, n'avait gagné sa réélection après être tombé sous la barre des 50 % d'opinions favorables. Mais l'affaiblissement du champion démocrate n'est pas la seule hirondelle de ce Printemps démocrate. Il y a cette décision de la « Federal Election Commission » de ne rien changer quant au financement des fameuses « 527's », ces organisations indépendantes acquises aux démocrates, qui exploitent les failles de la loi Feingold-McCain sur le financement des partis : « MoveOn.org » et autres « Media Fund » pourront continuer à lever sereinement des fonds illimités pour financer des spots télévision anti-Bush. Fureur des Républicains, et pour cause. Ces organisations réduisent l'écart de richesse entre les deux candidats. Elles fournissent également des bataillons de bénévoles pour l'indispensable porte-à-porte dans les Etats « swinguant ». Bref, elles aident John Kerry à rattraper et son retard financier et son retard logistique sur le terrain. C'est toute l'avance stratégique des Républicains qu'elles remettent en cause. On comprend pourquoi Karl Rove & C^o sont à la fois furieux et soucieux. Il y a également une nouvelle ligne Kerry sur le thème de l'affaiblissement des libertés civiles et du mépris des Droits de l'Homme dans la lutte contre la terreur terroriste : Guantanamo aurait conduit tout droit à Abu Ghraib. La Maison-Blanche s'en inquiète. Enfin, les efforts de Kerry pour balayer thématiquement et géographiquement le pays semblent payer. Depuis plusieurs semaines, il était constamment interrompu par les attaques républicaines qui le plaçaient sur la défensive. Kerry parvient désormais à finir ses phrases, ce qui est

déjà pas mal. Et son tour d’horizon des Etats-Unis commence à faire sens aux yeux des Américains ; cette débauche d’énergie qui paraissait vaine commence à prendre corps. Il parle d’éducation, de couverture maladie... Et on commence à l’écouter. Avec 43,6 millions d’Américains sans couverture maladie – dont un cinquième d’enfants – et des primes d’assurance en hausse de 13 % l’an passé, on comprend que les gens tendent enfin l’oreille. L’argumentaire Kerry est simple : Bush n’a rien fait depuis quatre ans. Et si l’on compare les propositions des deux candidats... Le plan Bush (vieille promesse de 2000) coûterait 70 milliards de dollars sur dix ans et ne concernerait que 4,5 millions d’Américains. Il reposerait sur des crédits d’impôts aux ménages modestes, afin qu’ils se paient un « package ». On retrouve là les thèmes favoris des Républicains : responsabilité individuelle et marché²². Le plan Kerry est une quasi-couverture universelle, qui coûterait 650 milliards sur dix ans, et serait financé par l’annulation des baisses d’impôts de Bush sur les ménages gagnant plus de 200 000 dollars annuels. Un plan astucieux, ambitieux, crédible (ce n’est pas moi qui le dit, ce sont les experts...). Voilà. Il faut encourager le père Kerry, on compte sur vous.

J’ai rencontré hier pour vous Joe Trippi, gourou déchu de la météore politique de l’hiver dernier. Pour ceux qui n’ont pas suivi, l’ancien directeur de campagne d’Howard Dean. Nous avons rendez-vous à la Brasserie Lipp de Washington : le bar de l’hôtel « four seasons ». On y croise toujours au moins Thomas Friedman entre le bar et la dame-pipi. Au premier coup d’œil, Trippi me parut éteint. Un cou de centaure dans une chemise rose de marque Pink. Nous déjeunons au Diet Coke. « Il m’a manqué du temps » dit-il le regard las et vide. Je me risque : « Avec six mois de plus, vous faisiez donc la différence ? ». Soudain, la bête de somme s’éveille : les yeux rouillent comme des billes, les naseaux fument ; « Oui, c’est ça, six mois, il m’a manqué six mois ! » dit-il rageur en frappant du poing sur la table. « Six mois, c’était 100 000 volontaires en plus et 100 000 volontaires en plus, c’était la victoire ! » s’écrie-t-il en levant les

bras au ciel. La passion politique coule dans les veines de ce général déchu. Je viens d’entendre le cri de rage de l’alchimiste qui a raté sa dernière expérimentation, le désespoir du savant fou qui sait qu’il a frôlé le coup de génie. Ses yeux gémissent une triste plainte : donnez-moi une chance, une autre chance, et je transformerai cette fois le plomb en or...

21)- Cité par le *New York Times* dans son édition du 13 mai 2004, page A10.

22)- « *I’ve made my stand. I believe that the best health care policy is the one that trusts and empowers consumer and one that understands the market* » a déclaré le Président Bush au mois de mars.

« Sigmaringen s/Potomac »

Washington, 26 mai 2004

Au printemps, les pertes humaines sont terribles. À l’été, la conduite des opérations militaires semble compromise. Déjà, le Président anticipe sa probable défaite à l’automne ; dans un mémorandum secret, il estime sa réélection fortement compromise. Les Démocrates se rassemblent sur une plateforme pacifiste, derrière un vétéran. Mais dans l’adversité, le Président républicain conserve sa confiance à ses généraux... Nous sommes au printemps 1864. L’Union a perdu 65 000 hommes en six semaines. Soudain, Atlanta tombe entre les mains du général Sherman. Les cloches de la victoire retentissent dans les villes du Nord. Et Lincoln est finalement triomphalement réélu avec 80 % des voix des militaires, la reconnaissance du ventre... C’est dans une biographie du général Ulysse Grant que le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld a trouvé refuge ces derniers temps. Dans son jardin de sa maison de Kalorama road, dans l’avion le conduisant en Iraq, il était plongé dans l’ouvrage du Professeur Jean Edward Smith : « Grant ». On dit qu’au

plus fort de la tourmente, il y puisa quelques éléments de réconfort. « Malgré les critiques féroces, le Président et ses généraux surent tenir bon » a-t-il déclaré devant des soldats en Iraq. Plutôt que d'affronter la cruelle réalité, les idéologues néo-conservateurs se réfugient dans l'Histoire. Ils attendent leur Atlanta, la charge héroïque qui emportera la victoire comme le général Sheridan à Shenandoha Valley... Pour William Kristol, cette victoire décisive, c'est à Faluja qu'il faut l'obtenir : une victoire qui impressionnerait Sunnites, Chiïtes et Kurdes : « a strategic success for the global war on terror depends on a decisive tactical victory over the armed insurgents of global terrorism in Iraq²³ » écrivait le patron du « Weekly Standard » ce dimanche dans le « Washington Post ». Et de filer aussi la métaphore historique : « meanwhile, as after Wiliam T. Sherman's victory in Atlanta, the reelection of the President at home would follow – with a mandate to carry on, and to win, the gloabl war against terror²⁴ ». Derrière les mots, on entend le chant du cygne chez les ténors néo-conservateurs. Rumsfeld destabilisé, Wolfowitz attaqué, Chalabi, leur petit protégé en Iraq, désavoué... Restent les folliculaires du régime, empêtrés dans leur folie et leur aveuglement. Avec la transition politique du 30 juin et un projet de résolution onusienne qui circule cette semaine, c'est le glas de la cité néo-conservatrice idéale qui sonne. Bientôt Sigmaringen sur Potomac...

Patiemment, gentiment, John Kerry a reçu Ralph Nader à son siège de campagne de « Downtown » Washington. Il faut ménager les grands paranoïaques : Nader avait très mal vécu le snobisme d'Al Gore qui avait toujours refusé de le rencontrer. Il y a un côté Kim Jong chez Nader que John Kerry a parfaitement su déceler. Même s'il ne s'agissait pas pour les Démocrates de fournir une quelconque aide alimentaire au candidat indépendant. La rencontre fut un échange informel et cordial où Kerry s'est bien gardé de se jeter aux pieds de son potentiel bourreau. Une manière d'ouvrir un canal de communication. Peu de choses ont filtré de cet entretien d'une heure et quinze minutes. On sait simplement, que pour l'instant, Nader n'a pas l'intention de se retirer. Chez les Démocrates, on met

en œuvre une double stratégie : officiellement, une politique de la main tendue pour ne pas brusquer l'animal, officieusement, une mobilisation totale pour éviter aux âmes démocrates d'aller brûler dans l'enfer vert. Il faut à tout prix empêcher les Démocrates de céder à la tentation du Naderisme, qui progresse au sein de la base pacifiste anti-guerre. C'est pourquoi Kerry a embrigadé Howard Dean la semaine dernière pour une virée dans l'Oregon, où les deux ex-meilleurs ennemis sont apparus comme larrons en foire. Avec son style reconnaissable entre mille, Dean a pu expliquer aux électeurs du « Pacific Northwest » que « une voix pour Nader, c'est une voix pour George Bush ». Un groupe de Démocrates a créé un site internet censé ramener les « Nader Democrats » à la bergerie Kerry : www.thenaderfactor.com. Le groupe diffusera également des spots TV dans six Etats, dont la Floride. D'autres groupes envisagent des actions plus musclées contre celui qu'ils appellent « the spoiler » : la « Democratic Action Team » engage des actions en justice pour empêcher Nader d'apparaître sur le scrutin au Texas. Et c'est également une façon de l'épuiser financièrement : il n'a levé que 808 617 dollars à ce jour. Kerry joue là une partie difficile. Il doit aller pêcher des voix indépendantes, voire républicaines, tout en contenant les impatiences de sa base qui voudrait en découdre avec le Président Bush et attend de Kerry des positions fermes sur le dossier iraquien. Or, jusqu'ici, Kerry a su habilement louvoyer en restant silencieux sur l'Iraq. L'alter-naderisme est un vrai poison... Toutefois, Nader n'est pour le moment assuré de concourir dans aucun Etat. Un système en vigueur byzantin, où chaque Etat dispose d'un règlement différent pour s'inscrire et concourir. Le « Reform Party », qui a soutenu Ross Perrot en 1992 et Pat Buchanan en 2000, lui a proposé de l'investir, et de lui donner accès aux scrutins dans sept Etats, dont la Floride. Souhaitant atteindre une grande variété d'électeurs, Nader a par ailleurs jusque-là refusé l'investiture officielle du « Green Party », préférant une formule plus souple « d'endorsement » qui lui permettrait de rester indépendant. Mais un obscur Texan, qui propose de se consacrer corps et âme au parti, pourrait bien lui ravir ce soutien... et la possibilité de courir

dans vingt-trois Etats. Nader s’est fait toquer en Oregon, une de ses soi-disant places fortes, et au Texas. Enfin, le « Mountain party » a également décidé de le snober en Virginie Occidentale, où il ne pourra donc que difficilement concourir. Finalement, on ne sait pas trop quelle sera l’ampleur des dégâts. Et Nader continue à expliquer qu’il prendra ses voix aux Républicains déçus par l’Iraq, les déficits records et la délinquance en col blanc... Difficile de dire *in fine* où iront les voix des Républicains en colère, qu’on évalue à environ 20 %. Laquelle des deux icônes libérales leur fera le moins horreur pour exprimer leur mécontentement face au prix de l’essence à la pompe. Car il ne fait vraiment pas un temps à sortir son « Hummer » du garage...

Comment être le candidat démocrate sans être investi par la convention démocrate ? Demandez à John Kerry, c’est sa dernière idée lumineuse : ne pas formellement accepter l’investiture de son parti à l’issue de la Convention démocrate du mois de juillet à Boston. Argument : Kerry lève de plus en plus d’argent, environ 1 million de dollars par jour depuis le « super mardi », soit exactement 89 millions de dollars en quatre-vingts jours. Un record absolu pour un démocrate, et le double du Président Bush le mois dernier. Le jour où il acceptera l’investiture démocrate, fin juillet, il devra renoncer à son trésor de guerre pour un chèque... du Trésor américain de 75 millions de dollars, avec lequel il devra se nourrir jusqu’au 2 novembre. Mais voilà, les Républicains tiendront leur convention à la fin du mois d’août. Ils disposeront donc d’un mois de plus pour dilapider leur trésor amassé depuis de longs mois. Et Kerry devra tenir un mois de plus avec le même montant. Il essaie donc d’imaginer un système lui permettant de ne pas souffrir de ce handicap, alors que sa machine à lever des fonds fonctionne à plein régime. Alors, aller à Boston pour différer l’investiture d’un mois, n’est-ce pas là du Kerry tout craché ? « Seul John Kerry pourrait être pour une convention qui doit l’investir, mais contre cette investiture » se moque Ken Mehlman, le porte-parole de la campagne Bush. Et ce superbe stratagème est risqué : Kerry pourrait ne pas bénéficier des

15 millions de dollars prévus pour couvrir l’organisation de la manifestation. Les médias pourraient également se dispenser de faire le voyage alors que l’assurance de bénéficier d’un temps de présence minimum garanti pourrait ne plus jouer si cette convention devient un simple meeting électoral de quatre jours. Kerry pourrait également se priver de la formidable dynamique post-Convention qui doit le porter jusqu’à l’élection et le faire connaître de tout le pays. Sans parler du côté sacrilège... on ne badine pas avec une Convention.

23)- « Un succès stratégique dans la guerre globale contre la terreur repose sur une victoire tactique décisive contre les insurgés armés du terrorisme global en Iraq ».

24)- « En attendant, à l’instar de la victoire du général Sherman à Atlanta, la réélection du Président (Bush) suivrait à la maison, avec un mandat pour continuer, et gagner, la guerre globale contre le terrorisme ».

« Saddamus Rex »

Washington, 21 Juin 2004

On connaît l’histoire du « pistolet à Saddam » remis par les membres de la « Delta Force » à George W. à l’occasion d’une rencontre à la Maison-Blanche. On sait également que le Président se plait à l’exhiber devant des visiteurs (le pistolet) dans le bureau ovale. George W. avait déclaré à la presse que l’engin avait été confisqué alors que les braves soldats de la « Delta Force » sortaient le Raïs de son trou de souris. « Ce revolver est désormais la propriété du gouvernement américain » a-t-il précisé ce mois-ci à un journaliste qui lui demandait s’il avait l’intention de restituer l’objet aux autorités iraqiennes après la transition politique du 30 juin. « Ce pistolet est l’équivalent phallique d’un scalp » devait déclarer le plus sérieusement du monde le docteur Stanley A. Stevenson, psy-

chanalyste renommé de la rive gauche... de l'Hudson river, également professeur de science politique à NYU qui s'apprête à publier chez MacMillan au mois de septembre un ouvrage intitulé « Dans l'ombre de son père : les transformations de George W. Bush ». Selon le bon Dr Stevenson, le revolver de Saddam ne représente pas seulement une victoire militaire : ce trophée symbolise également une victoire psychique. Saddam n'a-t-il pas tenté de faire assassiner Bush père en 1993, en guise de représailles pour la Première Guerre du Golfe ? Michael Sherry, historien militaire consulté dans cette ténébreuse affaire, fait remarquer de son côté plusieurs choses : tout d'abord, que c'était une tradition pour le vainqueur que de se faire remettre l'arme du vaincu, symbole absolu de la défaite ; mais qu'Ulysse Grant, par exemple, ne demanda pas à Robert E. Lee de lui remettre son épée à Appomattox en 1865 ; ni d'ailleurs aux officiers de la Confédération de rendre leurs armes de poing. Le bouillonnant Président Théodore Roosevelt conservait également des armes fétiches dans son bureau, mais ces objets étaient des cadeaux. « Le revolver de Saddam Hussein, avec lequel le Président ne manque pas une occasion de parader », fait remarquer M. Sherry, « est une acquisition présidentielle par force ; je finis par trouver tout cela très enfantin » dit finalement l'historien un brin désabusé. À titre de comparaison, Ronald Reagan avait conservé dans son bureau ovale un bout de Mur de Berlin, alors que George Washington conserva une clé de la Bastille que lui avait envoyée le Marquis de Lafayette. Un Président qui arrache symboliquement le scalp d'un ennemi qui a tenté de faire assassiner son père : c'est « Saddamus Rex », tragédie rejouée chaque jour dans le bureau ovale de la Maison-Blanche...

McCain : c'est fini. Terminé, le feuilleton qui agitait le microcosme : il n'y aura pas de ticket Kerry-McCain en novembre. Adieu, union sacrée pour renvoyer George W. dans ses foyers. Oublié, le rêve un temps caressé par John Kerry de faire basculer dans son camp son ami John McCain. La fusée McCain rentre au port... républicain. Et l'entourage présidentiel peut pousser un ouf ! de soula-

gement. Le sénateur de l'Arizona a finalement accepté de chauffer les estrades avec le Président vendredi dernier, devant 6 000 soldats de l'Etat de Washington. Un récent sondage CBS donnait tout de même à cet improbable tandem 14 points d'avance face au duo Bush-Cheney, avec 53 % des voix contre 39 %. Bref, une « dream team » comparable à un attelage Jacques Delors-Mère Thérèse, lorsqu'il était encore temps. Si McCain avait toujours repoussé l'hypothèse, il était toutefois intervenu à plusieurs reprises pour prendre la défense de son ami Kerry face à certaines attaques du camp Bush, franchement en dessous de la ceinture. Et il ne manquait pas une occasion de contredire l'Administration ou de faire de la résistance au Sénat contre tel ou tel projet cher à l'Administration : ça, c'est son côté Bernard Debré. Du législateur, du vrai. Des cinq années passées dans les geôles vietnamiennes ou de la campagne pour les primaires républicaines de 2 000 contre George W. Bush, McCain ne savait pas lui-même lequel de ces deux événements avait laissé le plus de cicatrices... Mais sa rancœur personnelle contre George W. n'a pas suffi à lui faire tourner casaque. Quelle drôle d'idée d'aller chercher un sénateur républicain « pro-Life » pour reconquérir la Maison-Blanche... Bien sûr, McCain n'est pas un républicain comme les autres. C'est un grognard influent et écouté. Un vétéran indépendant d'esprit, qui cultive ses amitiés dans les deux camps. Un petit côté Bénouville ou Chaban-Delmas. Avec en plus, la lutte contre le réchauffement climatique. Mais comme l'a rappelé goguenard George W. à Fort Lewis vendredi, « tous les candidats en lice dans cette élection ont l'honneur d'être les amis de John McCain, mais un seul aura sa voix, et je suis fier de l'obtenir ». Bref, Kerry doit désormais se concentrer pour choisir son « running mate » dans son propre camp. Un choix difficile pour cet esprit nuancé. Le sénateur du Massachusetts aurait passé en revue tous les tickets présidentiels depuis 1932... Du Kerry tout craché. En recevant cette semaine Dick Gephardt pendant 90 minutes, il aurait montré pour qui son cœur balance : un type solide, digne de confiance et prêt à enfiler sans retouches l'habit de n°2. Le problème reste que Gephardt est sexy comme un hachis-parmentier. Le cas John Edwards, dont

le cercle de lobbyistes et d’admirateurs s’élargit chaque jour, est plus complexe. Selon ses proches, Kerry ne croit pas véritablement en la valeur ajoutée du vice-Président. Dans cette perspective, il serait plus à l’aise avec quelqu’un en qui il a confiance : il ne veut pas passer sa (possible) présidence à se retourner pour vérifier la loyauté sans faille d’un Edwards ayant les yeux rivés vers la prochaine élection. Mais la cote Edwards monte.

Une croissance économique qui s’affiche partout, sauf dans l’esprit des électeurs... Voilà un constat paradoxal mais qui n’est pas éloigné de la réalité. Une reprise vigoureuse, plus d’un million d’emplois créés depuis le mois de janvier, les carnets de commandes qui commencent à frémir. Mais les Américains restent perplexes. L’Iraq, le prix de l’essence à la pompe, un climat morose... et des salaires stagnants qui ne permettent pas de joindre les deux bouts. Les deux candidats rivalisent pourtant d’éloquence. George W. pour fustiger ceux qui ne « veulent pas voir le soleil qui brille », John Kerry pour enfourcher le cheval de ceux qui « travaillent dur et qui ne parviennent pas à payer leurs factures ». Et Kerry a pris un avantage stratégique en s’adressant aux classes moyennes qui pensent que les emplois créés depuis janvier sont essentiellement des emplois faiblement qualifiés, à faible rémunération. En réalité, l’emploi type de cette reprise est un emploi industriel rémunéré 14,25 dollars/heure, soit en-dessous du salaire horaire moyen du secteur privé qui est de 15 dollars. Et sous l’influence d’économistes du travail, Kerry a sorti de sa manche une proposition de revalorisation du salaire minimum à 7 dollars d’ici 2007. Une hausse globale de 35 % à raison de 12 % par an d’ici 2007. A son niveau actuel, le SMIC américain est trois fois inférieur au salaire moyen du secteur privé, le plus mauvais rapport depuis 1949. Pour les ménages, cette hausse se traduirait de la façon suivante : 3 800 dollars en plus pour un emploi à temps plein rémunéré au salaire minimum, soit neuf mois de consommation courante, quatre mois de loyer, ou une année de soutien scolaire... Ce n’est pas le grand soir, mais cela pourrait contribuer à élever sensiblement le niveau de vie des 7,4 millions de salariés – dont

61 % sont des femmes – rémunérés au salaire minimum. Avec cette augmentation, un salarié travaillant 40 heures par semaine gagnerait désormais environ 10 300 dollars annuels. Les critiques ne se sont pas faites attendre : M. Rob Green, vice-Président de la « National Restaurant Association » – les restaurateurs ! – publiait immédiatement un communiqué fustigeant une « hausse qui pénaliserait les petites entreprises créatrices d’emploi ». On connaît la musique...

« A Moon on the Hill »

New York, 28 Juin 2004

Le 23 mars dernier, au sein de l’honorable « Dirksen Senate Office Building » du Congrès, se déroulait un événement surprenant, passé inaperçu dans un premier temps. Muni de gants blancs, le représentant démocrate de l’Illinois Danny K. Davis s’avançait drapé dans un air de dignité, portant dans ses mains une couronne. Face à un honorable aréopage de législateurs, il devait finalement la déposer sur la tête du Révérend Sun Myung Moon à l’occasion d’une cérémonie de « couronnement de la paix ». Bon prince, le Révérend Moon accepta l’offrande. Et en guise de discours d’introduction, il déclara qu’il avait été « envoyé sur la terre pour sauver les six milliards d’êtres humains présents sur terre » et que « rois, empereurs et présidents avaient depuis confirmé qu’il était bien le véritable sauveur de l’humanité, le Messie, le Seigneur de retour, le vrai Père... ». Bref, des références indiscutables. Il faut bien entendu avoir également à l’esprit que le révérend Moon a d’ores et déjà conversé dans ses songes avec : l’ensemble des présidents américains décédés, Jésus, Moïse et Mohammed. Et le brave révérend d’enfoncer le clou : « les fondateurs de cinq grandes religions et bien d’autres leaders spirituels, y compris des leaders communistes tels que Marx ou Lénine, ainsi que des dictateurs comme Hitler et Sta-

line, ont trouvé de la force dans mes enseignements, soigné leurs âmes et ont pu renaître comme de nouvelles personnes ». Même si personne n’a rien compris sur le moment car tout cela était débité dans un impeccable coréen, il y avait tout de même, selon des témoins, des traductions à portée de main. Un couronnement dans un salon du Congrès, haut lieu de la République Impériale ? Il faut remonter aux premières heures de la jeune République pour entendre le bruissement de complots monarchistes. L’affaire serait finalement passée inaperçue si un journaliste en ligne, Jon Gorenfeld, n’avait fait son boulot et repris cette information. Elle s’est depuis répandue comme traînée de poudre, plongeant les membres et personnels du Congrès dans une certaine perplexité. Et provoquant par ricochet une enquête. Une sacrée bourde dont les honorables « congressemem » se seraient bien passés. On tente de comprendre comment ce couronnement a pu cheminer sous couvert d’un anonyme projet de « célébration de la paix » financé par « l’Interreligious and International Federation for World Peace » fondée par le gourou astral. Bref, à 84 ans, le révérend Moon est toujours là. Et il évolue toujours avec la même facilité au sein de l’establishment politico-économique de Washington, avec sa double casquette de leader spirituel et de nabab de la presse (il est propriétaire du quotidien « Washington Times », la Pravda de l’administration Bush). Enfin, il courtise le vaste potentiel spirituel de la communauté Afro-américaine, ce qui lui a d’ailleurs valu les louanges publiques du représentant démocrate du Maryland Elijah E. Cummings, président du « Congressional Black Caucus ».

Six semaines après l’arrivée de George W. Bush à la Maison-Blanche, un ancien président du parti républicain reconverti comme lobbyiste auprès de compagnies d’électricité envoyait au Vice-Président Dick Cheney un memorandum secret, qui devait sonner le tocsin d’une guerre de deux ans au sein du camp républicain : « la question est de savoir si les directives environnementales l’emportent encore sur les politiques énergétiques avec Bush-Cheney, comme cela était le cas avec Clinton-Gore » écrivait alors M. Haley

Barbour. Durant deux ans, deux factions s’opposeraient jusque dans le couloirs de la Maison-Blanche : le parti de la protection environnementale, conduit par une ancienne Gouverneur républicaine du New Jersey, devenue administrateur de « l’Environmental Protection Agency » (EPA), Christie Whitman, et celui du secteur énergétique, dont le champion devait être Dick Cheney en personne. Le débat n’était pas théologique. Il s’agissait pour les industriels engagés dans cette croisade de faire enterrer une promesse de campagne du candidat Bush visant à réguler les émissions de dioxyde de carbone. Et d’assouplir les dispositions prises par l’administration Clinton pour limiter les émissions de mercure. Une confrontation finalement assez classique : protection et régulation *vs* dérégulation et production d’énergie à faible coût. Le départ de Mme Whitman de l’EPA au mois de mai 2003, officiellement pour mieux se consacrer à ses enfants, sanctionnait sa marginalisation progressive, puis sa défaite dans cette bataille inégale qui l’opposait au Vice-Président. Entre-temps, les lobbies industriels avaient façonnés un vocabulaire orwellien pour l’emporter dans cette bataille des idées qui les opposait au camp des régulateurs, appuyé sur la communauté scientifique : subrepticement, délicatement, des termes ou expressions telles que « sound science²⁵ » ou « peer review²⁶ », « empirical facts » apparaissaient sous la plume d’industriels ou de syndicalistes à la solde du grand capital. Désormais, le secteur énergétique disposait d’un vocabulaire pour déstabiliser les scientifiques. « Nous voulons une vraie science qui ne nous casse pas les pieds » disaient en substance ces gros contributeurs du parti républicain. Ainsi pour la première fois, la communauté scientifique fit publiquement connaître au pouvoir ses doléances, au mois de février, dans un rapport de trente-huit pages publié par « *l’Union of Concerned Scientists* ». Ce pamphlet accusait l’administration de « manipulation, suppression et déformation de la science » à travers des sujets comme les biotechnologies, le réchauffement climatique et l’énergie nucléaire. Le rapport décrivait notamment comment la Maison-Blanche avait littéralement « nettoyé » un rapport indépendant de l’EPA, reliant le réchauffement climatique à l’action de l’homme.

Toujours au nom d'une « sound science », naturellement. Quant à la question des cellules-souches, elle est revenue sur la table à la faveur du décès de l'ancien Président Ronald Reagan. Ardente avocate des quatre millions d'Américains touchés par la maladie d'Alzheimer, Nancy Reagan avait marqué des points dans le camp républicain. Mais dans une téléconférence depuis la Maison-Blanche où il adressait un message de sympathie à la « Southern Baptist Convention », George W. a remis les pendules à l'heure : « La vie est une création de Dieu, elle n'est pas une marchandise exploitable par l'homme ». Science sans conscience n'est que ruine de l'âme... On ne s'étonnera donc pas si la candidature à la Maison-Blanche de John Kerry a reçu cette semaine le soutien de quarante-huit prix Nobel en colère. Toutefois, Burton Richter, Nobel de physique en 1976 qui a aidé à rallier ses collègues à la candidature Kerry, l'a mis en garde : « Les lauréats du Prix Nobel n'ont pas l'habitude d'utiliser leurs noms dans des joutes extérieures à la science. J'espère que vous réalisez ainsi combien notre actuel engagement illustre à la fois la gravité de la situation et combien nous tous ici sommes concernés par les erreurs commises en ce moment ». Kerry est prévenu : s'il ne file pas droit, les savants pourraient devenir fous...

Dure semaine pour Nader, pourtant bien commencée. Lundi dernier, il présentait à la presse son « running mate », Peter Miguel Camejo, 64 ans, membre du « Green Party » et président d'une société californienne d'investissements éthiques. Une semaine avant la Convention du « Green Party », une manière d'envoyer un signal clair au parti dont Nader ne voulait pas l'investiture officielle (« nomination ») mais le soutien (« endorsement »), de façon à pouvoir agréger d'autres petits partis à sa candidature. Il souhaitait donc que le Parti n'investisse personne. Pourtant mardi, premiers nuages : Nader quitte furieux une réunion avec le « Congressionnal Black Caucus » où il se serait fait ouvertement traiter de nom d'oiseau par le représentant du Maryland Elijah E. Cummings. Mercredi : deux citoyens démocrates de l'Arizona déposent une plainte contre lui. Motif ? Sur les 21 512 signatures rassemblées, seules 6 045 seraient

valides, alors que 14 694 sont requises pour pouvoir s'aligner dans cet Etat. Excédé, Nader menace alors de ne concourir que dans les « Swing States ». Mais le coup de poignard est venu ce week-end, des entrailles de la convention du parti Vert à Milwaukee, Wisconsin. Ils étaient tous là, réunis. Toutes les familles, toutes les tendances, tous les courants. Les Verts pour Kerry, les Verts pour Nader. Les Rouges-verts, les Verts-pomme, les Verts de rage... Et finalement, ils ont dit à Nader d'aller se faire voir. C'est David Cobb qui a été officiellement investi. Et ce qui est bien avec cet avocat texan légèrement dégarni, c'est qu'il a promis de se battre comme un lion dans les quarante Etats qu'il ne considère pas comme « déterminants » pour l'élection²⁷. Autrement dit, les Verts ont élu un candidat qui ne veut pas faire perdre Kerry. Evidemment, ce n'est pas un grand jour pour la démocratie américaine, mais philosophes, les citoyens avisés se disent qu'ils feront à nouveau la fine bouche lorsque « W » aura rendu les clés de Pennsylvania Avenue, au mois de novembre prochain...

25)- Ce terme est en réalité employé pour décrédibiliser les résultats des chercheurs ou des scientifiques en charge de questions environnementales ou bioéthiques. Les industriels insatisfaits de ces rapports ou études mettent ainsi en cause ces derniers en invoquant une « véritable science » qui prendrait mieux en compte leurs points de vue.

26)- Une « revue par les pairs » où les scientifiques seraient, là encore, contraints de tourner leurs résultats de façon à mieux prendre en compte les besoins ou contraintes du secteur privé.

27)- Les Verts sont aujourd'hui certains de concourir dans vingt-deux Etats. Autant de lieux où Nader dépensera beaucoup d'énergie pour pouvoir réunir les signatures, sous l'œil menaçant des Démocrates qui guettent chacun de ses faux-pas.



« La lutte finale »

« Natural Born lawyer »

Washington, 6 Juillet 2004

La convention démocrate paralysée par une grève de fonctionnaires municipaux ? Dans une ville tenue par un maire démocrate ? Eh oui... La police municipale de Boston ne pouvait rêver meilleure occasion pour médiatiser un mouvement social local qui les oppose depuis plusieurs semaines au maire démocrate Thomas Menino. Menino est une forte tête, pas trop du genre à céder devant les oukases du parti. Mais l'ennui, c'est que c'est le pauvre John Kerry, par ricochet, qui risque de se prendre les pieds dans les mailles de cet imbroglio syndical. Résumons : les pompiers de Boston ont eu droit à 4 % d'augmentation l'an passé ; les braves policiers en demandent autant, soit 16 % sur quatre ans. Mais l'ombrageux maire Menino n'est disposé à accorder à sa maréchaussée que 11,6 % de plus. Qu'à cela ne tienne, piquet de grève ! Et un piquet de grève sauce bostonienne, c'est une vache sacrée. On ne franchit pas un piquet de grève impunément : sept ans de malheurs syndicaux. L'enfer en aller simple. C'est pourquoi John Kerry, soutenu par les syndicats de policiers et de pompiers, s'est bien gardé de franchir ce

Rubicon. Pas plus tard que la semaine dernière, se réunissait à Boston la Convention nationale des maires américains, leur AMF à eux. Et les grévistes avaient élu domicile aux confins de l'assemblée des maires. Tirailé, comme toujours, entre sa conscience démocrate et sa conscience syndicale, l'aspirant président a finalement choisi de ne pas provoquer les grévistes : il n'a pas franchi le piquet de grève. Et par conséquent, n'a pu assister à la convention des maires où il devait prendre la parole. Résultat, colère noire du maire de Boston, qui crie à la trahison, jure qu'il ne se laissera pas faire et considère John Kerry comme un dégonflé. Mais avec cette concession initiale, l'équipe Kerry affiche désormais une certaine sérénité : dans la balance, il a semblé préférable de sacrifier l'ego de l'édile, au soutien des pompiers et des policiers, héros du 11 Septembre, dont on aura grand besoin pour saboter la Convention républicaine du mois de Septembre à New York...

Le secret le mieux gardé de cette élection présidentielle – excepté les minutes de la Task Force énergétique du Vice-Président Cheney – a vécu : mardi 6 juillet à 7 heures 30 du matin, John Edwards recevait un appel personnel de John Kerry l'informant qu'il était l'heureux élu, appelé à s'élancer à ses côtés à la conquête de la Maison-Blanche. Le lièvre Edwards l'emportait donc sur la tortue Gephardt. La décision avait été prise la veille, vers 22 heures 30. Kerry avait réuni ses deux fidèles *missi dominici* qui depuis plusieurs mois sillonnaient l'Amérique en quête de la perle rare : James Johnson et Mary Beth Cahill, sa directrice de campagne. Mais la première personne réellement informée de la nouvelle fut en réalité l'homme chargé de peindre en grosses lettres « Kerry-Edwards » sur l'avion de campagne du candidat Kerry. On lui avait fait signer un accord de confidentialité dès 18h30... Durant cette quête du Saint Graal, John Kerry avait passé en revue pas moins de vingt-cinq candidats potentiels et consulté plus de trois cents personnes. Cinq critères avaient été fixés pour cette chasse au trésor : une solide expérience politique, un candidat en phase avec les priorités du candidat Kerry, une capacité à faire campagne dans l'ensemble du pays, une com-

patibilité avec Kerry « à tous les niveaux » (sic) et une capacité à assumer à tout instant la fonction présidentielle. Curieusement, on ne tient pas là le portrait robot de John Edwards. Mais peu importe, car la fiancée Edwards apportera beaucoup à John Kerry : de l'énergie, un peu de paillettes, une petite brise sudiste et un généreux sourire rassurant qui parlera aux indépendants du « Midwest » et autres « swing states ». Signe que la nouvelle avait été bien gardée, des placards au nom de quatre vice-Présidents avaient été imprimés : Kerry-Gephardt, Kerry-Vilsak, Kerry-Graham et Kerry-Edwards. Quant au tabloïd néo-conservateur new-yorkais, énorme bourde, il consacrait carrément sa « Une » à Dick Gephardt²⁸ : David Pujadas et feu la rédaction de France 2 doivent se sentir un peu moins seuls. On savait depuis quelques jours que John Kerry annoncerait la nouvelle par courrier électronique aux adhérents de son site internet de campagne : un signal clair à l'attention de ceux qui doutaient encore de l'apport incontournable des nouvelles technologies à cette campagne présidentielle. Une fois franchi ce nouveau palier technologique, il ne restait plus qu'à dépêcher un jet à John Edwards et à sa petite famille afin qu'ils se joignent aux époux Kerry-Heinz à Pittsburgh, pour proclamer l'heureuse nouvelle à la face du monde libre. « John Edwards et moi-même allons nous battre pour construire une Amérique pour tous les Américains » déclarait Kerry en verve devant une foule en liesse. Faut-il le rappeler, John Edwards avait été la divine surprise des primaires démocrates. Se classant second dans le premier « caucus » de l'Iowa, il avait chatouillé John Kerry jusqu'au « Super-mardi », tombant avec les honneurs après avoir enlevé sa Caroline du Sud natale. Il était entre-temps devenu le chouchou des élites démocrates. Élu en 2000 « homme politique le plus sexy de l'année », Edwards n'est pas non plus un débutant. Agé de 51 ans, il en paraît 35. Ses talents oratoires l'avaient distingué aux yeux de ses pairs du Sénat où il siégeait depuis 1998 : Al Gore l'avait un temps considéré comme vice-présidentiable en 2000. Un sourire de gendre idéal, des costumes Zegna bien coupés, un charme implacable. Fils du Sud aux origines modestes, devenu avocat des petites gens en amassant des millions

au passage. Une voix d'ensorceleur, un charisme envoûtant aux accents clintoniens. Un drôle d'animal, un gentleman-prolétaire. Une coupe de cheveux très chère assortie d'une montre à quartz trouvé dans une pochette surprise ; propriétaire de quatre maisons mais qui fête inlassablement ses anniversaires chez Wendy's (le Flunch local) car c'est là qu'il y fêta son mariage avec sa femme. Et un thème de campagne sur les « deux Amériques » qui s'emboîte parfaitement avec la campagne Kerry : Edwards est le champion des classes moyennes, ou de celles qui aspirent à le devenir. Dans l'Amérique d'aujourd'hui, cela fait beaucoup de monde. C'est un « Jeffersonien », un baptiste épris d'égalité qui déteste le capitalisme glouton des grandes entreprises. Un robin des bois qui défend les travailleurs et qui s'enrichit au fil de procès : 38 millions de dollars amassés en douze ans de carrière, où il a gagné un total de 175 millions de dollars pour ses différents clients. Edwards jure qu'il a consacré sa vie à la défense des petits : ces même petits qui l'ont indirectement enrichi en lui faisant gagner des procès contre des fabricants de piscine ou des compagnies pharmaceutiques. Edwards est un bout de rêve américain à lui tout seul. Un homme que la pratique du droit a élevé et enrichi. Mais ce qui le distingue, c'est son goût du prétoire. L'hypnose de ces pauvres jurés, la transe, l'improvisation. C'est là qu'il est le meilleur. Plaider, encore et toujours plaider : un « natural born lawyer »... Soudain, à 44 ans, c'est la mouche du politique qui le pique. Comme une comète que nul n'a vu venir, John Edwards se fait élire au Sénat sans crier gare, dans un Etat loin d'être acquis aux Démocrates. C'est avec ce bagage contrasté, sans expérience en matière de politique étrangère, qu'Edwards prend en marche un train d'enfer.

Nader : la guerre des nerfs continue. Les Démocrates qui avaient mis en doute ses 22 000 signatures dans l'Arizona ont obtenu gain de cause. Le paria doit jeter l'éponge, faute de ressources suffisantes pour poursuivre la querelle devant le juge. Il n'y aura donc pas de candidature Nader dans l'Arizona, où il avait pourtant recueilli 45 000 voix en 2000... Les Démocrates s'apprentent à poursuivre des

procédures similaires dans l'Illinois, le Texas et l'Oregon. Bref, mobilisation totale. Il n'y a finalement que ce drôle de « Reform Party », fondé par Ross Perrot, et qui avait investi Pat Buchanan en 1996, pour lui apporter un peu de réconfort et la certitude de concourir dans six Etats au moins : Floride (!), Michigan, Mississippi, Colorado, Kansas et Montana. Shawn O'Hara, son Président, concède que le parti s'est un peu recentré depuis la candidature Buchanan : le « Reform Party » ne prône plus l'exécution des médecins et infirmières pratiquant l'avortement... En revanche, il s'accorde avec Nader autour d'une même opposition à l'OMC et à la guerre en Iraq. D'autres forces se mobilisent discrètement en coulisse pour Nader : dans l'Arizona ou l'Oregon, 46 % des pétitionnaires naderites étaient des Républicains. Pas joli-joli tout cela... Le 9 Juillet, c'est Howard Dean en personne qui affrontera Nader en joute oratoire sur la National Public Radio. Bref, Nader a déjà perdu beaucoup de batailles, mais n'a pas encore perdu la guerre...

28) - <http://media.washingtonpost.com/wp-dyn/images/I31085-2004Jul06L>.

« Johnnys be good »

Washington, 14 Juillet 2004

Une semaine après le sacrement, il convenait de prendre des nouvelles des jeunes mariés : bonne nouvelle, Kerry et Edwards vont bien, certains parlent même de lune de miel entre John et John. Il était temps, car de l'aveu du staff Kerry, ce dernier commençait à s'encroûter un peu : à force de courir la ville et les champs avec son valet particulier, Kerry filait un côté vieux garçon. Avec Edwards à ses côtés, c'est au contraire un véritable bain de jouvence. Et jeudi dernier, Chuck Kerry a même enfourché sa guitare électrique pour déclarer sa flamme politique à John Edwards. C'était devant les 6

200 invités ayant payé leur ticket entre 250 et 25 000 dollars pour se presser au « Radio City Hall » de New York. Finalement, ce ne sont pas les 7,5 Millions de dollars ramassés ce soir-là qui ont fait scandale, mais les déclarations parfois en dessous de la ceinture de certaines stars qui se sont un peu laissées aller. Résultat, John Kerry a dû s'en distancier un peu. La difficulté de ces opérations de Rock N° Roll politique, c'est de raison garder : la star engagée ne doit pas aliéner ses fans et inversement, la star politique ne doit pas aliéner ses électeurs. Les blagues de potache de Woopy Goldberg & C° ont provoqué l'ire des Républicains, qui ont pu ainsi en rajouter à satiété sur le thème « Kerry le libéral du Massachusetts déconnecté des réalités du pays » et ses « fundraisings de la haine ». Pour ceux qui doutent encore des capacités du candidat Kerry, on recommande un peu de navigation sur le site internet du groupe de Rock N° Roll *The Electras* au sein duquel le vétéran bassiste John Kerry fit ses premières armes de lycéen : (www.kerryrocks.com). Dans l'ensemble, la première semaine de campagne des « Johnnys be Good », comme les appelle désormais Theresa Heinz Kerry, est plutôt positive. Et pour prouver, si besoin était, que tout cela se déroule sur fond de joyeuse et bonne humeur, on peut apprécier cette déclaration de John n°1 (Kerry) : « We've got better vision, better ideas, real plans... We've got a better sense of what's happening to America. And we've got better hair²⁹ ».

Cette bonne humeur qui règne est en soi une bonne nouvelle, tant les tickets présidentiels sont parfois choses compliquées. En effet, les anciens rivaux des primaires ne font pas toujours bon ménage. Toutefois, lorsqu'ils parviennent à surmonter les petites vexations ou les grandes trahisons de la saison des primaires, les ex-ennemis forment de solides couples. On peut même dire que l'Histoire plaide en faveur de John et John : le dernier ticket constitué d'ex-rivaux réconciliés à ne pas avoir gagné remonte à 1956, avec Stevenson et Kefauver. Voyons un peu : à l'issue des primaires républicaines de 1980 Ronald Reagan sélectionne George Bush, qui s'est pourtant copieusement moqué de ses « vodoos economics ». En

1928, Herbert Hoover repêche Charles Curtis pour l'emporter. Idem avec Franklin D. Roosevelt et John Garner en 1932 ou John F. Kennedy et Johnson en 1960. Ce dernier ticket est un véritable mariage forcé tant les attaques ont été rudes : le clan Kennedy a révélé durant la campagne l'attaque cardiaque dont Johnson a été victime en 1955, sous-entendant qu'il n'est pas prêt à assurer les plus hautes responsabilités. De son côté, le camp Johnson contre-attaque avec une révélation sur la maladie d'Addison, diagnostiquée chez Kennedy dès 1947. Mais John Kennedy a besoin du Texas, que seul Johnson peut lui apporter ; ils vont donc s'entendre. En revanche, Bush père en avait assez entendu de Bob Dole durant 1988 : il choisit Dan Quayle. Idem pour son rejeton de fils avec John McCain, ces deux-là se canardant copieusement en 2000. Au fond, la règle, s'il y en a une, est la suivante : si vous voulez être sélectionné, ne franchissez pas la ligne jaune durant les primaires. Sauf, bien sûr, si vous avez la haute main sur un Etat éminemment stratégique...

La sélection de John Edwards par John Kerry ne pouvait bien entendu laisser le Parti républicain muet. Et l'argumentaire anti-Edwards n'a pas tardé à tomber : un « trial-lawyer » qui hérissé le secteur privé, sans expérience en matière de politique étrangère, et qui ne fut que le deuxième choix de John Kerry, qui désirait secrètement John McCain. Comme toujours avec nos amis républicains, il y a là-dedans du vrai... et du faux. Par exemple, qui avait remarqué la tribune que John Edwards, jeune sénateur de Caroline du Nord, avait publié à quatre semaines du 11 septembre 2001, dans le *Littleton Observer*, un hebdomadaire tirant à 2 230 exemplaires ? Qui savait que cet article plein de bon sens, refusé par le ban et l'arrière-ban de la presse américaine, traitait du manque de coopération entre agences chargées de la sécurité du territoire américain ? Eh oui, John Edwards siégeait à la commission du renseignement du Sénat. Et pendant que tout le monde se déchirait encore à propos de la défense anti-missile, il s'intéressait de son côté aux « nouvelles menaces ». Sans être un Nicolas Bouvier de la politique, Edwards a tout de même voyagé : en Israël, en Egypte, en Asie Cen-

trale. Il s'est également rendu au siège de l'OTAN, a rencontré Javier Solana, Tony Blair. Mais aussi Musharraf et Karzaï. Bref, il a voyagé et s'est intéressé à de nombreux de sujets. Richard Holbrooke, ancien ambassadeur aux Nations-Unies sous l'administration Clinton et chaperon du jeune Edwards en matière de politique étrangère ne tarit pas d'éloge sur les capacités du jeune élève Edwards. Sachant qu'on l'attendait au tournant, il a beaucoup travaillé durant les primaires, au point même de formuler parfois des propositions innovantes. Comme cette idée de lier aide au développement et respect des Droits de l'Homme par le pays récipiendaire, ou cette idée d'un « caucus » de démocraties aux Nations Unies. Bref, s'il possède moins d'expérience que Dick Cheney, Edwards en sait plus que George W. Bush en arrivant à la Maison-Blanche, et de façon générale, plus que le parti républicain ne veut bien l'admettre. Son étiquette de « trial lawyer » est plus complexe à décrypter. Pour certains, qui ont, d'ores et déjà, donné de la voix, à l'instar de la « National Association of Manufacturers » ou la « US Chamber of Commerce », John Edwards est un parasite, une sangsue qui se nourrit sur le dos du patronat à coup de grands procès. Mais en des temps économiquement troubles, où son populisme tourné vers les classes moyennes fait des ravages, il ne devrait pas trop avoir à s'inquiéter des grognements du patronat. Quant au fait qu'il n'ait été que le deuxième choix de John Kerry, après la défection de John McCain, les électeurs démocrates devraient être finalement plutôt soulagés : pas de cohabitation en perspective avec un républicain « pro-life » à la Maison-Blanche...

Là tout de John Edwards, outre son bel accent et sa coupe impeccable, on le connaît bien depuis le premier « caucus » dans l'Iowa au mois de janvier : son appel aux Indépendants et aux électeurs des zones rurales, l'électorat-clé de cette élection présidentielle. Mais chez les stratèges démocrates, d'autres idées ont germé : ils pensent désormais que John Edwards peut aller défier George W. dans le Sud, au sein même de sa base où il réussit un grand chelem en 2000. Edwards pourrait ainsi permettre à Kerry de s'aligner dans au moins

trois Etats : l'Arkansas, la Louisiane et la Caroline du Nord, dont Edwards fut le représentant au Sénat. Et si rien n'indique aujourd'hui que l'un de ces Etats pourra tomber dans l'escarcelle de John et John, les Démocrates font valoir qu'ils auront contraint George W. à venir défendre des terres qu'il jugeait imprenables, et qu'il sera également contraint d'y consacrer des ressources. Mais attention, cette guerre de diversion au Sud ne doit pas faire oublier la tâche principale de John Edwards : enflammer le Midwest rural et industriel où sont situées les zones les plus chaudes de cette élection : Ohio, Wisconsin, Michigan et la Pennsylvanie voisine...

29)- « Nous avons une meilleure vision, de meilleures idées, de vrais plans. Nous avons une meilleure appréciation de ce qui se passe aux Etats-Unis, et nous avons de plus belles coupes de cheveux ».

« Dr Folamour³⁰ »

New York, 22 Juillet 2004

Ancien ministre de la Défense, dur parmi les durs, faucons chez les faucons, il n'a pas servi au Vietnam : il dit laconiquement qu'il avait alors d'autres priorités. Il vient quasiment d'un autre siècle ; il a combattu d'autres ennemis. C'est l'un des chefs des Vulcains : ces « va-t'-en guerre » qui ont conquis les plus hautes sphères du pouvoir à Washington. Pour certains, il incarne le bon père de famille, pour d'autres le mal absolu. La bouche de travers, le verbe lourd et l'œil torve, il fait peur aux enfants. *Fox News* est son jardin. Dick Cheney est comme le « Dr Folamour » : déroutant, puis inquiétant. Depuis une semaine, les spéculations vont bon train sur son avenir politique immédiat. Au départ, une simple rumeur ; désormais, un sujet de conversation et la « une » du *New York Times* : Dick Cheney sera-t-il sur le ticket républicain en novembre

prochain, aux côtés de George W. Bush ? Avec seulement 28 % d'opinions favorables, le Vice-Président est un sujet de préoccupation pour les stratèges républicains. Peut-il faire perdre la Maison-Blanche à son camp ? Récemment, il a remercié son médecin. Il n'en fallait pas plus pour que fleurissent les scénarii les plus fous et autres « conspiracy theory ». Déjà victime de plusieurs attaques cardiaques, Dick Cheney, selon ces rumeurs, aurait récemment changé de médecin pour préparer le terrain et annoncer prochainement son retrait de la course, pour raisons médicales. Quelques semaines auparavant, le Sénateur républicain de New York, d'Amato, dans une sympathique tribune, appelait à son remplacement ; le parti du Président avait le choix : John McCain, récemment rentré à la bergerie républicaine, Colin Powell, secrétaire d'Etat en constant déplacement sur Saturne, ou encore le miraculant Rudolph Guliani, ancien maire de New York. Trois hommes pour un coup fin à jouer : se débarrasser d'un encombrant vice-Président de plus en plus impopulaire, qui rappelait à l'électorat les erreurs les plus manifestes de cette Administration : les introuvables ADM, les soi-disant liens Al Quaida-Saddam et les contrats d'Halliburton en Iraq. Bref, la chasse à l'homme était ouverte. Le tintamarre médiatique n'a pas empêché Dick Cheney de récemment battre campagne aux côtés de John McCain, celui même dont les éditorialistes avançaient le nom pour le remplacer. Et comme McCain n'est pas du genre rancunier, il a fraîchement introduit le vieux Dick dans le Michigan avec des mots sans équivoque : « Le vice-Président Cheney est indispensable et débonnaire » a-t-il déclaré là où il avait décoché ses flèches les plus meurtrières contre George W. Bush voilà quatre ans, peu de temps avant d'empocher la primaire dans cet Etat. McCain a beau rester le plus indiscipliné des soldats républicains (il a voté contre l'amendement constitutionnel anti-mariage gay défendu par le Président la semaine dernière), on ne peut dire qu'il manque à l'appel dans cette dernière ligne droite avant les conventions des deux partis. Et sa popularité auprès des Indépendants pourrait compenser l'impopularité de l'actuel vice-Président. Il y a quelques semaines, interpellé sur les planches du Sénat par un éminent parlementaire démocrate sur les contrats douteux

obtenus par Halliburton en Iraq, Cheney avait répondu par le « F...word ». Et l'expression « Dick Cheney greeting » est entrée depuis dans la *lingua franca* du microcosme.

George W. affiche une nette préférence pour les séries policières, alors que John Kerry est plutôt « talks shows ». Vous n'êtes pas surpris, dites-vous ? Oui, mais il ne s'agit pas là des goûts télévisuels respectifs des deux candidats à l'élection présidentielle, mais du résultat de l'une des études les plus complexes conduites durant cette campagne. Tout ça pour ça ? Voyez plutôt : le département de sciences politiques de la très respectable Université du Wisconsin, qui dispose de l'un des systèmes d'audiométrie les plus performants des Etats-Unis³¹, a étudié dans le détail la manière dont les deux candidats programmaient leurs spots publicitaires de campagne à travers les grilles des différentes chaînes. Cela donne à peu près ceci : Bush et les Républicains chassent le mâle attiré par les séries policières alors que John Kerry drague la femme seule qui s'attarde sur les « talk show ». Bref, Bush est plutôt « Inspecteur Derrick » tandis que Kerry serait « chance aux chansons »... Les deux candidats ont d'ores et déjà dépensé la bagatelle de 180 millions de dollars en spots télés, un total jamais atteint dans une campagne présidentielle. C'est pourquoi cette étude a souhaité connaître dans le détail comment et où les deux candidats dépensaient leurs trésors de guerre : entre les mois de mars et juin 2004, George Bush a dominé John Kerry sur tous les segments du vaste marché audiovisuel américain. Ce n'est pas avant la fin du mois de juin que le candidat démocrate a atteint la parité avec son rival républicain, à la faveur d'une pause publicitaire de ce dernier. En revanche, si l'on comptabilise le soutien dont John Kerry a officieusement bénéficié de la part de groupes tels que « MoveOn.org », « the Media Fund » ou la confédération syndicale « AFL-CIO », alors Kerry l'emporte. Par exemple, à Appleton, petit paradis industriel et rural du Wisconsin ou George W. a le plus investi, le foyer moyen a eu le loisir de visualiser cent un spots de George contre seulement 79 de John. Mais, ils auront également vu quarante-six spots « Indépendants » critiquant George. George a de

son côté concentré ses efforts dans quelques petites villes telles que Pensacola, Floride ou Lima, Ohio. John Kerry s’est polarisé sur les centres urbains de l’Ohio. Cette géographie publicitaire reflète la stratégie d’ensemble : George W. vise l’électeur des zones rurales qu’il pense ouvert à son message culturellement conservateur : c’est dans ces zones rurales qu’il pense faire la différence pour l’emporter. Mais le choix d’Appelton, un canton qu’il a remporté avec une marge de 7 000 voix en 2000 illustre un autre souci : ne pas laisser de répit à sa propre base, selon la philosophie générale adoptée par son directeur de campagne Karl Rove, et qui serait la marque de fabrique de cette élection. La victoire tendrait ses bras au candidat qui saura le mieux mobiliser son propre camp. L’étude révèle également que les efforts de propagande des deux candidats se sont dirigés vers les mêmes publics : les femmes et les personnes âgées. Et en termes de programmes, on retrouve naturellement dans le « top ten » des deux candidats l’incontournable « roue de la fortune ».

Deux mots sur « l’effet Edwards » avant de vous quitter. Une récente étude du *New York Times* et de *CBS*³² a révélé que justement, il n’y avait pas directement « d’effet Edwards » perceptible dans les études conduites, que l’entrée en lice de ce dernier n’avait pas apporté de nouvelles voix au tandem démocrate. En revanche, le sénateur de Caroline du Nord était vu favorablement par un plus grand nombre de sondés, que non favorablement et le degré d’adhésion à la personnalité de John Kerry s’était... intensifié. Ce n’est pas si mal, au fond. Le sondage a également révélé que George W. était au niveau le plus bas, à ce stade de l’élection, de tous les candidats à la réélection, et que pour la première fois, une majorité d’Américains avaient le sentiment que les Etats-Unis n’auraient pas dû s’aventurer en Iraq.

30)- “Dr Strangelove”.

31)- “Wisconsin advertising project”, Nielsen Monitor-plus.

32)- Etude “New York Times / CBS réalisée entre les 11 et 15 juillet 2004 auprès de 955 personnes.

« Obama of America »

Washington, 29 Juillet 2004

Son nom venu d’ailleurs nous est étrangement familier. Il a déjà quarante-deux ans, mais en paraît trente à peine. Étoile montante du Parti démocrate, il sera peut-être bientôt le troisième Africain-Américain à siéger au Sénat depuis la fin de la Guerre Civile. Barack Obama a la baraka. Encore inconnu voilà six mois, il s’est débarrassé un soir de mars en Illinois de sept concurrents à l’investiture démocrate au Sénat ; avec 53 % des suffrages. Puis son concurrent républicain, le millionnaire Jack Ryan, a jeté l’éponge : les minutes de son divorce, rendues publiques, révélaient un sérieux penchant chez Jack pour les cercles échangistes. Madame n’aimait pas cela... Alors Obama a vu le destin frapper à sa porte. Ce fils d’un économiste Kenyan et d’une femme blanche du Kansas, né à Hawaï, élevé en Indonésie puis éduqué entre « Columbia University » et la « Harvard Law School » fait donc campagne en solitaire, pendant que le Parti républicain lui cherche encore un potentiel rival. En trois mois, il a levé quatre millions de dollars. Mercredi, il s’est invité comme « keynote speaker » à la Convention démocrate, qu’il a électrifié de sa jeunesse et de son talent. « In no other country on Earth is my story even possible³³ » a-t-il confié à une mer de délégués démocrates. Assurément, ce garçon plairait à Nicolas Sarkozy. Est-ce qu’on ne pourrait pas lui trouver une petite préfecture à notre ami Barack ? Trop tard ; il est déjà en route pour la victoire dans l’Illinois. Et dans une Amérique de plus en plus diverse, cet exotique futur-sénateur représente peut-être l’avenir. À Boston, il a mis le peuple démocrate à genou : « There is not a liberal America and a conservative America » a-t-il martelé sur la scène du « Fleetcenter », « there is the United States of America³⁴ ». On ne touche pas au rêve américain d’Obama : son Amérique est une et indivisible. Il en a rêvé, elle l’a fait...

« Les Conventions sont devenues des Bar Mitzvahs » : c'est le constat un brin désabusé du Professeur Gerald Pomper, du département de sciences politiques de la « Rutgers University » :

- « Ce sont des rites de passage sans grande surprises ». Bien sûr, les rites de passage comptent beaucoup dans l'existence... Mais pour le piment, on repassera : adieu suspense, surprises et trahisons. Il faut de toutes façons remonter à 1952 pour voir un candidat démocrate officiellement désigné à l'issue d'une convention : Adlai Stevenson, à Chicago. Depuis, pschitt ! Et cette année, ce trouble-fête de John Kerry a enfoncé le clou. Tout d'abord en désignant son « running mate » de John Edwards avant la convention, enlevant à celle-ci son dernier zeste de suspense. Puis, enfin avec sa tentative de crime de lèse-convention : il envisagea un temps de différer l'investiture pour poursuivre son « fundraising » forcené pendant un mois. Ted Kennedy avait bien tenté, en 1980, de tordre les règles par le cou et de retourner dans les couloirs de la Convention certains des délégués fidèles à Jimmy Carter. Mais sa tentative devait être vouée à l'échec. Il faut également remonter à Bill Clinton, encore lui, en 1992, pour voir un candidat véritablement bénéficier d'un « effet convention ». En 1992, Clinton foulait le sol de la convention démocrate dans un climat de désarroi : il semblait alors promis à une défaite certaine face à l'autre Bush. Il en ressortit pourtant avec 24 points d'avance. Bill avait surpris son monde en se rendant à pied au « Madison Square Garden », depuis le magasin « Macy's ». Cette audacieuse chevauchée pédestre est restée gravée dans l'imaginaire démocrate, un peu comme la remontée de la rue Soufflot par François Mitterrand en 1981. Sauf que François Mitterrand, lui, ne sortit pas de chez Joseph Gibert pour rejoindre le Panthéon...

Finalement, l'enjeu de cette convention n'était pas l'investiture de John Kerry. Celle-ci était scellée depuis le mois de mars. Le véritable enjeu était de faire avaler Kerry à son propre camp, puis au reste du pays. Les esprits chagrins noteront que c'était là demander beaucoup à cette convention : en quoi pouvait-elle réussir là où

quatre-vingts millions de dollars de spots publicitaires, plus de cinquante débats publics et deux années de campagne avaient échoué ? Hier soir, John Kerry devait se présenter aux Américains, avides de connaître l'homme, derrière le politicien. Il devait également les rassurer quant à sa capacité à être fort pour conduire la lutte contre le terrorisme. Enfin, il devait les convaincre qu'il est l'alternative possible à George W. Bush. Les stratèges démocrates martelaient depuis des mois que l'incapacité de John Kerry à faire la différence face à un adversaire affaibli – bref à exploiter la désaffection croissante envers George W – ne signifiait pas que les électeurs ne l'aimaient pas, mais qu'ils ne le connaissaient pas. Il était toutefois débarrassé d'un fardeau de taille : pas de parti à pacifier, à unifier. Pas de combats à mener pour restaurer une unité, même de façade. Celle-ci était acquise. Union sacrée. Priorité à la reconquête de la Maison-Blanche. C'est, d'ailleurs, pour cela qu'on l'avait ressuscité une froide nuit en Iowa : pour bouter le républicain hors de « Pennsylvania avenue ». L'heure n'était pas aux guerres de religion entre courants : l'heure était à la « Reconquista ». John Kerry pouvait déambuler librement dans les couloirs du « FleetCenter » : il ne rencontrerait pas de Démocrate en colère. Couchés, les Kucinich. Motus, les « Deaniacs », les anti-guerre, les féministes, les environnementalistes déchaînés, les pro-mariage gay, les syndicalistes « out-sourçables », les sans-retraite, les sans-emploi, les sans-grade et les sans-espoir. Bref, la base du Parti démocrate. La piétaille, les soutiers, les activistes : le cœur du Parti démocrate avait promis à la tête du Parti démocrate qu'il se tiendrait bien à table, qu'il ne mangerait pas avec ses doigts, qu'il ne couperait pas la parole. Qu'il ne ferait pas d'histoires. Que l'heure était à l'union, à l'optimisme. Les consignes étaient claires : le premier à crier des slogans anti-Bush serait passé par les armes. John était donc rassuré sur ce point : aucun délégué anti-guerre ne jetterait de boules puantes pendant son investiture. John Kerry livrait donc hier le discours le plus important de sa carrière politique. Et nonobstant un certain flou artistique entretenu sur des points importants (l'Iraq ?), il a réussi son examen de passage devant le peuple américain. Hier, John Kerry n'était

pas un fade remake de John Kennedy ni de Bill Clinton. Et malgré des emprunts choisis à Ronald Reagan, Abe Lincoln ou Franklin Roosevelt, John Kerry était John Kerry : un type un peu raide mais non dénué d'humour. Un Américain élevé dans les coulisses de l'Histoire, dans le Berlin de la reconstruction ; un papa chou, un bon fils, un tendre mari. Un bouillant patricien devenu vétéran engagé. Un homme politique nuancé, revendiquant le droit à la réflexion face à la complexité des situations. Bref, une alternative, capable de porter avec honnêteté le fardeau de l'Amérique dans le monde, tout en desserrant l'étau qui broie les classes moyennes. John, le monde a les yeux rivés sur toi...

Avant de partir en congés, une dernière suggestion aux juilletistes qui reviennent, ou aux aoûtistes qui partent : le mouvement anti-Nader s'internationalise, prenez donc le train en marche... La semaine dernière, une centaine de responsables de la gauche italienne auraient co-signé la lettre d'un Vert italien, Ermete Realacci, à Ralph Nader, le suppliant de ne pas concourir en novembre prochain : « le sort de l'Amérique est si important à nos yeux... nous vous demandons aujourd'hui de ne pas donner à George W. Bush une seconde chance qui aurait un prix trop élevé pour la communauté internationale... ».

33)- « Il n'existe nul autre pays sur terre où mon histoire serait possible ».

34)- « Il n'y a pas une Amérique libérale et une Amérique conservatrice, il y a les Etats-Unis d'Amérique ».

« The star strangled banner »

New York, 7 septembre 2004

Où est passée la bannière étoilée ? Où sont passés les cuivres, les tambours, les trompettes ? Pourquoi soudain ces pianissimos de violons efféminés, à la place du tintamarre héroïque des trombones et des timbales ? Emasculé, on vous dit, l'hymne national... Cela s'est passé à Athènes, à l'occasion de la remise des médailles américaines. Après s'être frottée les oreilles devant son petit écran, l'Amérique, stupéfaite, découvre qu'on lui a trafiqué son hymne. « notre hymne national a été changé » s'émeuvent les éditorialistes. Alors, pourquoi cette nouvelle orchestration de fillette ? La géopolitique, l'Amérique profil bas... Le plein de médailles, mais sans bomber le torse ? Pourtant, on ne badine pas avec l'hymne national. Ce pauvre Stravinsky l'apprend à ses dépens en 1944, lui qui a pourtant voulu rendre hommage à sa patrie d'adoption, en « relookant » le morceau de bravoure. Lors d'une exécution publique qui sera également la sienne, la police s'en mêle. Le chef de la police de Boston a prévenu : il fera saisir la partition, sur scène s'il le faut. Et voilà le « petit modernski » menacé de finir au violon, pour une simple affaire d'orchestration. Devenu hymne national en 1931, la bannière étoilée entre rapidement dans le patrimoine mémoriel américain. Déjà, l'Etat du Michigan passe une loi disposant que « l'hymne doit être exécuté de façon isolée et intégrale, sans ajouts ni autres mélodies » ; et il s'en faut de peu pour qu'une résolution de la Chambre des Représentants, en 1971, prévoyant de fixer la tonalité de l'œuvre en sol, la bémol ou en la majeur, ne soit faite loi. Le coupable de ce récent crime de lèse-hymne national ? Un compositeur canadien d'origine tchèque, naturellement... Peter Breiner, coupable d'avoir confondu la « Chevauchée des Walkyries » avec l'ouverture de la « Symphonie Pastorale ». Mais voilà, se défend l'intéressé, le sanglot long des violons qui adoucit les mœurs n'a rien

à voir, rien du tout, avec la grande géopolitique. Le crime remonte à 1994, sans rapport aucun avec le contexte d’antiaméricanisme florissant d’aujourd’hui. Peter Breiner est même un multi-récidiviste : à la demande du Comité International Olympique, ce ne sont pas moins de 204 hymnes nationaux qui sont passés à la moulinette de son inspiration à l’occasion de ces Jeux d’Athènes 2004. En attendant, l’Amérique pleure sa bannière étoilée étranglée : « the star strangled banner »...

Une Convention républicaine à New York ? Du jamais vu dans les annales politiques. Oui, Ronald Reagan s’était bien fait sacrer chez les cols bleus à Detroit en 1980. Mais de là à se risquer à New York, tout de même. Les relations entre les Républicains et New York n’ont jamais été faciles. Ses habitants n’ont jamais oublié l’outrage du Président Ford à leur égard, en pleine crise financière en 1975. Venu tels les bourgeois de Calais lui demander une garantie sur emprunt, les édiles avaient essuyé une réponse humiliante : « *The people... of this country will not panic when a few desperates New York officials and bankers try to scare New York’s mortgage payments out of them*³⁵ ». Le lendemain, le *Daily News* titre : « *Ford to city : drop dead* », formule que l’on peut résumer à « vous pouvez crever ». Jimmy Carter empochera l’Etat avec une solide marge. Ainsi depuis le début des années 1960, les Républicains ont toujours été une espèce menacée à New York. Bien sûr, le New York d’aujourd’hui n’a plus rien en commun avec celui de la dernière Convention démocrate de 1992. Les homicides sont passés en douze ans de 2 262 à 600 par an. Déjà, en 1992, il n’y avait pas eu bobo à signaler. Depuis, la City s’est embourgeoisée. Les tripots de la 42^e ne sont plus que souvenir. Les mères de famille n’ont plus à faire le signe de croix devant les néons de Times Square. Bref, si les délégués républicains se plaisent à imaginer qu’ils se rendent à Sodome et Gomorrhe, c’est qu’ils se seront en réalité égarés en chemin dans un music-hall de Broadway... Aujourd’hui, 2/3 des habitants votent démocrate. Pour être plus explicite encore, 400 000 électeurs ont voté Bush en 2000, alors qu’ils étaient 1,4 millions à donner leurs

voix à Al Gore. Bien sûr, il y a parfois des amourettes passagères, comme ce moment, inoubliable, d’un Président jonché sur un tumulus de cendres pour s’adresser aux pompiers de l’apocalypse. Mais il ne faut pas non plus exagérer, il en faut plus aux New Yorkais pour tourner casaque. C’est donc dans cet esprit de refus que 20 % des habitants de « big apple » prévoyaient, avant la Convention, de filer hors de Manhattan. Les uns chez une vieille grand-mère en Floride, d’autres dans leurs résidences secondaires de « Long Island » ou de « Martha’s Vineyard ». Pour les ménages à revenu intermédiaire, il restait le kayak sur le lac Champlain, dans le Vermont. Donc, New York soulagée de 20 % de mécontents, cela laissait présager une ville aux accents de Lac Léman. Or, il n’en fût rien. Pour contester cette bravade du GOP³⁶, venu voler le feu sacré du 11 Septembre à la barbe des New Yorkais, il y avait réunie autour du Madison Square Garden l’internationale du refus : les pacifiste, les nez-percés, les féministes, les pieds-nus, les ramasse-poussière, les tatoués, les enragés, les barbes en vrac etc. La sixième avenue ressemblait à un champ de bataille. New York était soudain devenu le personnage principal d’un mauvais film noir intitulé « bruits de bottes sur Manhattan ». La ville était un grand képi. Sous le regard des badauds, des touristes incroyables, la police avait fait main basse sur la ville. À chaque coin de rue, des « check points ». Pour traverser, il fallait lever le doigt, et dire « s’il vous plaît » à un régiment de flics, à l’œil goguenard. Merde alors ! Finalement, il restait l’été indien, qu’on n’avait pu contrarier, bousculer, refouler, et contre lequel ils n’avaient rien pu faire...

Derrière le show « Compassionate Conservatism II », en coulisses du Madison Square Garden, se jouaient déjà les premières répétitions du concert républicain de 2008. Pas surprenant, de ce point de vue, de voir les délégués du New Hampshire soudain pris d’assaut par un véritable bal de prétendants : ceux qui ont suivi nos affaires se souviennent que le New Hampshire ouvre la saison des primaires, peu de temps après le premier caucus de l’Iowa. Redoublant d’attention pour tout le monde, nous avions donc en piste le

célèbre duo de « un fauteuil pour deux New Yorkais », avec l'ancien maire Rudy Giuliani et l'actuel gouverneur Pataki, deux noms en « i », deux Républicains modérés, deux immigrants de la vieille Europe du Club Med. Et deux trajectoires qui ont, jusqu'à présent, réussies à s'éviter. Peut-être plus pour très longtemps. Virevoltant, on pouvait également croiser l'inévitable Dr Frist, sénateur du Tennessee et « majority leader » au Sénat. Chirurgien renommé, inlassable militant de la lutte contre le VIH-SIDA, ami de l'Afrique et pilote de son propre avion, le Dr Frist est en ascension. On a vu John McCain, éternel revenant, tout-puissant, à l'apogée de sa popularité, venu faire des ronds de jambes à l'establishment du parti. Au cas où... Et bien sûr une poignée d'indécis aux dents longues : Tom Ridge, actuel patron du Homeland Security Department, Chuck Hagel, sénateur du Nebraska. À propos du Nebraska, une blague circulait chez les Démocrates : « Vous êtes Républicain, et vous voulez savoir ce qu'est New York réellement ? Prenez la ligne 7 vers le Queens et écoutez 110 langues différentes que vous n'entendrez jamais dans le Nebraska ». Pardon pour cette parenthèse. Et le dernier des rejets Bush, le petit Jeb ? Trop occupé par ses typhons en Floride, pour le moment... Bien sûr, tout ce petit monde garde à l'esprit qu'une défaite de W. cet automne ouvrirait la possibilité d'un scénario inédit : W. de retour, en 2008...

35)- « Les gens de ce pays ne se livreront pas à la panique lorsqu'une poignée d'officiels et de banquiers désespérés tentent de les effrayer avec leur endettement ».

36)- Grand Old Party.

« Mud Meter »

15 septembre 2004

Vous pensez, comme les électeurs républicains, que l'élection américaine se joue sur le thème de la sécurité nationale ? Ou alors, en chœur avec les Démocrates de cet automne, que seule compte l'économie ? Eh bien, vous n'y êtes pas du tout. C'est de boue qu'il s'agit. De bains de boue, de batailles de boue, de traînage dans la boue. C'est en tout cas l'avis de deux éminents professeurs de l'Université de l'Arizona, Kevin Dooley et Steven Corman, qui ont mis au point un instrument original permettant de mesurer l'état de crasse des candidats : le « Crowdad Mud Meter ». Ce beau joujou permet de vérifier quotidiennement lequel des deux candidats lance les attaques les plus dégoûtantes, à quel rythme, sur quel thème etc. Une sorte d'« infamomètre » qui réagit en temps réel. Un formidable outil au service de la politique avec un petit « p ». Une chaire, « online », de « dégeulasserie » en politique. C'est simple, le « Crowdad Mud Meter » (www.crowdadtech.com/campaign) recense scrupuleusement chaque attaque en dessous de la ceinture. Et la petite aiguille monte, monte... Sans surprises, George W. dispose de quelques longueurs d'avance en ce bel été indien. Souvenez-vous : il y a eu la Convention républicaine, les attaques meurtrières des « swift boat veterans³⁷ » et la mise en garde de Dick Cheney-Folamour de risque d'attentat en cas d'élection de John Kerry à la Maison-Blanche. De quoi faire le plein de boue. Et ce pauvre John Kerry a passé l'essentiel de son temps estival à se défaire de ses crasses (c'est d'ailleurs peut-être en ce sens qu'il convient d'interpréter l'épisode de son escapade en planche à voile de Nantucket ?). Résultat, il est aujourd'hui à la traîne. Et sous la pression des chœurs démocrates, il a dû ouvrir les portes de son QG à quelques mauvais garçons tel James Carville pour muscler le ton de sa campagne. L'entrée en lice de ce dernier s'est vite fait ressentir : style agressif (« W » comme « Wrong ») et une polémique – encore – sur les états de ser-

vice de George W.-fils-à-papa dans la Garde Nationale. Cela n’efface pas, pour le moment, les cicatrices qu’ont laissé les attaques de cet été. Les messages publicitaires des « swift boat veterans » ont fait mouche. L’image de John Kerry politicien opportuniste et versatile est remontée à la surface, effaçant la bonne mise en scène de la Convention démocrate de Boston. Ainsi, l’histoire retiendra peut-être que John Kerry a perdu cette élection sur un spot TV, à l’image de Dukakis en 1988. Et que faute d’avoir immédiatement répliqué, il a laissé passer le trait empoisonné.

Une élection peut en cacher une autre. C’est ainsi que pour une poignée de Démocrates visionnaires, le véritable enjeu, le défi du millénaire qui attend le Parti démocrate, c’est en réalité l’échéance de 2008. Un temps long en politique, qui doit permettre de faire éclore quelque chose d’autre. La reconquête de la Maison-Blanche, l’unité de façade affichée par les Démocrates dans cette perspective, cela ne suffit pas. Le Parti démocrate doit en effet affronter des chantiers structurels. Il doit renouer avec une véritable philosophie, quelque chose d’autre que la cosmétique Clinton des années 1990, quelques formules frime et choc, sans changer le logiciel, la matrice. En 2008, il faudra autre chose que quelques propositions isolées et désarticulées : il faudra une vision pour le pays. Car c’est de cela qu’il s’agit pour ces Démocrates. Changer de matrice, ou du moins en trouver une, adaptée aux enjeux de l’époque. Un nouveau « New Deal », une nouvelle « Great Society ». Ces Démocrates soucieux font un constat préoccupant : les valeurs démocrates sont en baisse dans le pays. Le Parti démocrate est en berne. Les chiffres sont implacables : depuis les années 1950, durant lesquelles grosso modo la moitié des électeurs se déclarait démocrate, un électeur démocrate sur six a quitté le Parti, alors que le Parti républicain a maintenu intact ses effectifs. Un facteur explicatif simple : l’exode de la classe moyenne rurale blanche qui constituait jadis sa base, à la faveur de la bataille pour les « civil rights » et du Vietnam. Autres chiffres inquiétants pour les Démocrates : de 1932 – date de l’entrée de Franklin Roosevelt à la Maison-Blanche – à 1994 – date de la « Révo-

lution Conservatrice » – les Démocrates n’ont jamais perdu la Chambre des Représentants sans la reprendre aussitôt lors de l’élection suivante. Or, depuis 1994, ils en ont perdu le contrôle cinq fois de suite. À l’échelon local, les Démocrates ne contrôlent plus que dix-sept assemblées ; ils en contrôlaient environ trente-six il y a 30 ans. Paradoxalement, les années 1990 ont été les plus mauvaises pour les Démocrates depuis... les années 1920. L’arbre Clinton a masqué ce phénomène d’érosion. Alors, quelques âmes démocrates isolées ont décidé de réagir. Tout a commencé avec une présentation « power point » qu’un petit monsieur en sandalettes est venu un jour présenter à un ancien hiérarque repentini du clintonisme, à une terrasse de Starbucks de Washington DC. À l’aide de quelques graphiques, Rob Stein a patiemment montré à Simon Rosenberg, Président du « New Democrat Network », comment la machine républicaine, depuis trente ans, avait jeté les bases d’une domination sans partage de l’espace politico-médiatique du pays. Comment cette offensive idéologique avait économiquement programmé sa domination intellectuelle par le truchement de quelques cénacles conservateurs suffisamment puissants pour maîtriser les principaux médias et quelques enceintes clés. Simon Rosenberg en avait le souffle coupé : c’était donc cela ? C’était avec seulement 300 millions de dollars qu’une poignée d’idéologues conservateurs avaient conquis le pays ? Alors, Simon Rosenberg a commencé à organiser des projections pour quelques amis. De fil en aiguille, la présentation de Rob Stein a fait le tour du pays et atterri sur le bureau de George Soros à New York. Pour beaucoup, les graphiques de Rob Stein furent une révélation. Une incitation à agir. Une évidence : pour lutter contre cette vague conservatrice, il fallait avoir recours aux mêmes méthodes. Créer les fondations d’une reconquête idéologique du pays, afin de porter un agenda progressiste. Ainsi une poignée d’investisseurs de la nouvelle économie ressuscitée a créé le « Phoenix Group », qui a désormais ses chapitres locaux à travers tout le pays. Et ce « Phoenix Group » a une stratégie : utiliser les nouveaux groupes politiques indépendants, les « 527’s³⁸ » pour faire progresser son agenda. Profiter du succès des « Moveon.org », « America Coming Together »,

« The Media Fund », pour accentuer la pression sur un Parti démocrate dont ils se méfient. Soros et les autres ont déjà investi plus de 150 millions de dollars dans ces groupes. Ils agissent désormais comme des entrepreneurs progressistes, lancés à l'assaut du monopole du Parti démocrate. Provoquer la balkanisation du Parti démocrate ? Pourquoi pas, si seulement cela peut servir leurs objectifs : bâtir une vague progressiste. Leur contre-révolution est ainsi en marche, contre l'agenda conservateur et ses zélotes, mais aussi contre l'establishment démocrate coupable d'avoir perdu la flamme. Cette entreprise, qui n'est pas sans rappeler les premiers pas du « Deanisme » de guerre, a les yeux rivés sur 2008 plutôt que sur 2004. Et paradoxalement, elle serait mieux servie par une défaite de John Kerry, prélude au grand soir de ces entrepreneurs politiques, à une longue marche des Démocrates qui doit préparer la véritable reconquête du pays.

37)- « Swift boat veterans » : groupe de vétérans de la guerre du Vietnam hostiles à John Kerry, qui a diffusé des spots dévastateurs à son encontre, financé par des hommes d'affaires du Texas.

38)- « 527's » : section du code fiscal (IRS) qui les définit. Ces organisations utilisent un vide juridique laissé vacant par la dernière loi (feingold-McCain) sur le financement de la vie politique.

« Swing Kerry »

22 septembre 2004

Demain, le groupe indépendant qui avait mis au point l'une des attaques les plus meurtrières de cette campagne contre John Kerry récidivera. Les « swift boat veterans for truth » s'approprient à diffuser dans cinq « swing states » un nouveau spot TV intitulé « friends », mettant encore une fois en cause le patriotisme de John

Kerry. Cette fois, le film accuse John Kerry d'intelligence avec l'ennemi et compare le sénateur du Massachusetts à Jane « Hanoi » Fonda, qui s'était rendue au Vietnam pour y dénoncer l'intervention américaine. Il est vrai que peu de temps après son mariage, en 1971, John Kerry s'est rendu à Paris où se déroulent alors les négociations de paix. Il y rencontrera le « ministre des Affaires Etrangères » du Vietcong. Cette rencontre avec les deux délégations de la République Démocratique du Vietnam et du Gouvernement Provisoire Révolutionnaire n'est pas un secret, John Kerry l'a mentionné devant le Sénat lors de son audition. Kerry reconnaît alors avoir rencontré Nguyen Thi Binh, « ministre » du GRP. John O'Neil, stratège des « swift boat vétérans » et auteur d'un récent pamphlet contre Kerry (« unfit for command ») rappelait hier dans une interview que ce serait une situation unique dans l'histoire des Etats-Unis d'Amérique, que de voir un futur commandant suprême rencontrer des chefs ennemis pendant une guerre. Comme si, ajoutait-il, un responsable américain d'aujourd'hui rencontrait les chefs « d'Al Quaid »...

L'exercice médiatique obligé de cette campagne présidentielle, ce n'était cette année ni un passage chez Larry King ni un déplacement kabbalistique avec Madonna en Israël. C'était tout simplement un entretien dans le « Field and stream » magazine. Et oui... Avoir sa bobine dans le magazine de référence des amoureux de la pêche, de la chasse, et du grand air en général. De son côté, John Kerry a donné un entretien téléphonique de trente minutes au journal, alors que « W » a, lui, mis le paquet : un tour de son ranch offert au rédacteur en chef Sid Evans. C'est simple, en 2000, « W » avait courtisé cette nouvelle niche délaissée par Al Gore. Et à quelques semaines du scrutin, « Field and stream » avait publié en « une » un article intitulé « Pourquoi Al Gore veut vous confisquer vos pétards³⁹ ». Voilà comment naît une nouvelle niche électorale, à qui les spécialistes ont collé un nom : les « rod-and-gun voters », amoureux transis de l'hameçon et du fusil de chasse. De la nature et du bon air. Du verre de terre et du perdreau. Bref, des cousins éloignés de nos bons vieux « chasse-pêche nature et tradition ». On ne s'étonnera

pas, de ce point de vue, du fait que Dick Cheney et « W » aient délibérément choisi d'organiser des meetings politiques chez « Cabela's », le roi de la canne à pêche, le Felix Potin des armes à feu et des sports de grand air... Derrière ce noble combat, une autre préoccupation, comme toujours : envoyer à l'électeur un signal qui dit « je suis un mec ». Je ne suis pas un de ces « girlie man » dont parle le gouverneur Schwarzenegger. Pour combattre le terrorisme, vous pourrez compter sur moi. Voilà de quoi il s'agit. Et surprise, les femmes s'y mettent aussi ! C'est en effet la dernière alarme en date chez les démocrates. Ils avaient rallié en 2000 54 % des suffrages féminins. Eh bien un dernier sondage Times/CBS⁴⁰ illustre une nette érosion des positions de John Kerry au sein de ce traditionnel sanctuaire électoral. Il faudrait savoir : on parle des chasseurs ou des mères de famille ? Eh bien voilà, les mères de famille seraient en train de retourner leur veste et d'enfiler leur treillis. Les images de familles de victimes du 11 Septembre mises en scène lors de la Convention républicaine et surtout les images de la prise d'otages de Beslan auraient déboussolé nos pauvres mamans. Réfutant le trop réducteur terme de « soccer moms », elle se seraient muées en « security moms » avec un slogan, un seul : « George, protège moi du terrorisme »...

Cette fois ci, Kerry joue son va-tout. La bataille finale aura lieu sur le terrain de la guerre en Iraq. Ce sera donc « Ok Corral » entre Tigre et Euphrate. Ultime revirement ou inspiration géniale de « come-back Kerry », il est désormais l'avocat du retrait, le pourfendeur de cette aventure Iraquienne qui apporte chaque matin son lot d'horreurs. Pourtant, John Kerry avait toujours refusé de se laisser entraîner dans cette position. Il a ainsi lentement évolué, les yeux rivés sur les sondages qui laissaient entrevoir une désaffection croissante des Américains envers cette intervention, même s'ils se refusaient à l'isoler de la sacro-sainte lutte contre le terrorisme. John Kerry était jusque-là resté John Kerry : prudent, partagé, muet sur ses intentions. Lors des primaires, il avait bâti sa résurrection politique sur cette ambiguïté : expérience, nuance, et retenue face à un Apache venu du Vermont : Howard Dean et sa sympathique bande

d'excités. Il avait également rejeté Wesley Clark dans le camp de l'inconsistance et conclu une paix des braves avec John Edwards, qui pourrait attendre 2008 ou 2012 pour assouvir ses ambitions présidentielles. À Boston, comme dans la blague de Brejnev, le premier à éternuer contre la guerre se verrait immédiatement fusillé. On avait donc mis en scène l'unité et tu toutes les divisions. Malgré sa très bonne prestation, les éditorialistes l'avaient pourtant cueilli à froid dès le lendemain matin sur son silence iraquien. Le plan secret était resté dans sa manche. L'histoire de sa campagne présidentielle était ainsi celle de la gestion d'une impatience, de la maîtrise du temps. Ne pas se prononcer sur une guerre encore populaire, ne pas courir le risque de paraître faible vis-à-vis de « W ». Ne pas céder à sa base, impatiente d'en découdre. Cette tactique a volé en éclat lundi, avec un discours clair où John Kerry a enfin choisi son camp et proposé un plan en quatre points, pour porter une stratégie de sortie de crise. Son plan est simple : internationalisation, engagement de l'OTAN, reconstruction, élections. C'est un pari risqué, pour plusieurs raisons.

Dans un dernier revirement tactique, « Swing Kerry » vient défier le Président Bush sur son propre terrain, la sécurité nationale. Il le fait alors que la principale critique qui lui est adressée par les républicains semble avoir pénétré l'épiderme des électeurs : Kerry change tout le temps d'avis ; comment, fort de cette inconsistance, peut-il mener à bien la guerre contre le terrorisme ? Face à une situation devenue incontrôlable en Iraq, les électeurs américains feront-ils le pari d'un changement de timonier ? Rien n'est moins sûr. Quant à son plan, ne serait-ce pas un plat réchauffé ? George W. Bush n'a-t-il pas déjà tenté de davantage impliquer ses « alliés » dans la crise ou l'OTAN dans la formation des forces de sécurité ? Ou alors, le pari qu'il fait est que lui, John Kerry, réussira là où une administration « arrogante » a échoué : impliquer les alliés, l'OTAN et d'autres dans la gestion et la reconstruction de l'Iraq.

En somme, John Kerry sera un président exigeant avec ses alliés. Comme il l'avait fait à l'orée de sa carrière politique, il y a trente ans, John Kerry se met finalement en scène comme le champion du

retrait. Comme le pourfendeur des mensonges de Washington. Il sera, durant les six semaines qui nous séparent encore de l'élection présidentielle, à la fois l'avocat de l'Amérique embourbée dans un nouveau Vietnam et le procureur d'un président accusé d'avoir égare ses brebis en les conduisant vers de mauvais pâturages. Nous savons enfin de quoi sera fait le 2 Novembre prochain : ce sera un referendum, pour ou contre l'intervention américaine en Iraq.

39)- « Why Al Gore wants your Guns ».

40)- Ce récent sondage pointe une avance de 5 points de George Bush sur John Kerry (48/43). Ces chiffres sont toutefois contestés par la sondeuse es qualité de John Kerry, Diane Feldman qui voit Kerry toujours en tête.

« Kerry Tale »

30 septembre 2004

« Mais il est où votre John Kerry ? ». Voilà une interrogation à laquelle de nombreux parents ont été confrontés ces jours derniers. Une petite musique perfide susurrée par les enfants à table, à l'heure du dîner. Ces enfants terribles qui l'hiver dernier brisaient leurs tirelires pour envoyer leurs économies à Howard Dean. Il avait fallu beaucoup d'autorité dans les foyers pour rétablir l'ordre : non, Dean n'était pas capable de reconquérir la Maison-Blanche ni de ramener la paix dans le monde. Il n'y avait qu'à voir son tempérament belliqueux. Ok, Kerry n'était pas très marrant, mais il ne s'agissait pas de cela ! On avait besoin d'un type solide, crédible, expérimenté. Ce gars-là était John Kerry, un redoutable bretteur, un vétéran du Vietnam, un sénateur qui connaissait tous les trucs tordus de Washington et qui pourrait balayer cet imposteur de « W. ». Alors, les enfants étaient allés se coucher, résignés. Un dernier click sur le

site de « Deanforamerica.org » et on éteindrait la lumière. Une dernière pensée pour Joe Trippi et les copains du Vermont, et on aborderait dès le lendemain matin le tournant de la rigueur. Bon sang ! On avait même accepté, pour faire plaisir aux parents, de remplacer la bobine d'Howard par des autocollants « Kerry - Edwards » sur la porte de la chambre, c'est dire... Et tout ça pour ça ? Pour finalement voir Kerry recoller au message de Dean à six semaines du « Jour J ! ». Comment avait-on pu leur faire cela ? Pourquoi leur avait-on soudain confisqué leur candidat, leur enthousiasme, leur passion ? Et comble de l'ironie, Howard s'était tranquillement pointé à la télévision cette semaine, calme, digne, respectable. Voilà qu'ils étaient désormais tenus de vénérer une pâle copie, après avoir renvoyé l'original. De mémoire d'enfant terrible, c'était la première fois qu'on renvoyait un candidat dans ses foyers parce qu'il faisait peur au parents. Alors cette semaine, avec le premier débat présidentiel pointant à l'horizon, les parents ont repris espoir. Ils allaient enfin pouvoir tenter une petite contre-attaque, après avoir trop longtemps essuyé les quolibets de leurs enfants. Pour se préparer, ils ont donc sorti de la bibliothèque familiale un livre de contes pour enfant, un recueil de récits merveilleux du Massachusetts. La légende dorée d'un patricien venu d'ailleurs, qui ne perdait jamais car il se réveillait à la fin. Un peu poussiéreux, quelque peu jauni, l'ouvrage semblait toutefois tenir la route. Alors tout en zappant sur CNN et surfant de l'autre oeil sur des sites de blog-politique, les enfants faisaient mine de tendre une oreille distraite : « En des temps reculés, le preux chevalier Kerry s'était forgé une solide réputation à l'occasion des joutes oratoires organisées dans le comté de Yale, où il faisait ses classes de patricien. À plusieurs reprises, il avait décroché le baiser de la belle, entre deux séances initiatiques au sein de la société secrète "Skull & Bones", une branche locale de la franc-maçonnerie. Le chevalier Kerry était connu pour ses débuts difficiles, ses démarrages poussifs. Mais, lorsqu'il était soudain le dos au mur, acculé, il était alors capable de se transcender. Tout d'un coup, son sang mêlé ne faisait qu'un tour et il se dégageait toujours avec panache de situations désespérées. Avec le temps, le sieur Kerry avait appris à

se fermaient ; son cou se nouait. Kerry gigotait sans cesse derrière son pupitre, qui révélait avantageusement sa haute taille. Ses mains balayaient l'espace avec maestria : il était dans son assiette. Tout d'un coup, Georges Bush était sur la défensive, comme intimidé par la réputation de fier débateur de John Kerry (ses conseillers lui avaient donné le sobriquet de « Cicéron »). Bref, John Kerry paraissait « présidentiel », « commander in chief », et « W. » ne paraissait pas du tout content de cela. Voilà peut-être de quoi remettre en selle le chevalier Kerry et réduire « l'enthusiasm gap » entre les deux candidats : le dernier sondage Washington Post-ABC News révélait en effet que 65 % des sympathisants républicains étaient « très enthousiastes » quant à leur candidat, contre 42 % de démocrates exprimant le même degré d'intensité amoureuse pour le leur... Bref, si nous n'avons pas eu le « Janet Jackson moment⁴¹ » réclamé par Tina Brown du Washington Post, le sieur Kerry nous a donné hier soir une aubade plus que satisfaisante. Il paraît donc remis en selle. Mais cela ne lui permettra éventuellement que de recoller au score, rien de plus. Ne rêvons pas, tout reste à faire...

41)- Lors de la finale du « Superbowl », au mois de janvier dernier, Janet Jackson avait révélé son sein en direct à la télévision...



LA DÉCLARATION D'INDÉPENDANCE de juillet 1776

Annexes

« Ce que doivent faire les démocrates pour gagner la Maison-Blanche »

Par Rahm Emanuel

(Crain's Chicago Business, 22 mars 2004)

Alors que l'investiture démocrate est aujourd'hui réglée, la question pour les Démocrates est aujourd'hui la suivante : « comment gagner ? »

Les politiques mises en œuvre par l'Administration Bush ont toutes échoué : le déficit budgétaire atteint 521 milliards de dollars, 2,9 millions d'emplois ont été détruits et 3,8 millions d'américains ont perdu leur couverture maladie depuis trois ans. La tentation est ainsi grande de tout simplement demander aux électeurs s'ils sont plus satisfaits aujourd'hui qu'il y a quatre ans.

Mais pour remporter cette élection, les démocrates doivent faire

plus que se contenter d'émettre des critiques. Gouverner, c'est faire des choix, même difficiles, et les démocrates doivent émettre des propositions concrètes pour construire un avenir qui permettra à tous les Américains de prospérer.

Dans son discours sur l'Etat de l'Union, le Président Georges Bush n'a rien offert de mieux aux Américains qu'un *statu quo* sur l'Iraq et l'économie. Durant son mandat, il a proposé peu d'initiatives majeures nouvelles. Quant à celles qu'il a proposées, elles n'ont tout simplement pas atteint leurs objectifs. La seule stratégie consistante, que le Président nous a réellement offerte, se résume à ses baisses massives d'impôts. Le Président s'est également distingué, de façon douteuse, en étant le premier Président à financer une guerre tout en baissant les impôts, ce qui nous a conduit à une situation de déficit budgétaire record et à une bombe à retardement inflationniste.

Les démocrates doivent proposer à l'Amérique un autre projet qu'une économie qui ne crée pas d'emploi et une occupation sans fin de l'Iraq. Ils doivent proposer un projet qui aide véritablement notre pays à faire face aux défis auxquels il est aujourd'hui confronté :

- Plutôt que de parler de baisses d'impôts, les démocrates devraient proposer une réforme fiscale significative comme le « Crédit Familial Simplifié¹ » que je propose, qui réduirait notamment près de 2 000 pages de législation fiscale à un formulaire comportant les douze questions de base.

- Depuis son entrée en vigueur, le coût du nouveau système « Medicare » réformé par le Président est passé de 400 à 537 milliards de dollars, sans aucune amélioration. Pire, il a joué un mauvais tour aux personnes âgées en empêchant l'importation à moindre coût du Canada de médicaments pourtant approuvés par la « Food and Drug Administration » et en privant le Gouvernement de sa faculté de négocier les prix avec les compagnies pharmaceutiques.

En utilisant les mêmes instruments que ceux utilisés par les entreprises pour réduire leurs coûts, comme la négociation de prix de « gros », les démocrates peuvent offrir un système moins coûteux et plus efficace.

- Plutôt que de se plaindre du fait que le Président a insuffisamment financé sa propre initiative « No Child Left Behind », à laquelle il manque 27 milliards de dollars, les démocrates devraient plutôt s'assurer que nos écoles reçoivent un soutien adéquat leur permettant d'une part d'améliorer leurs performances, via des critères réalistes, et de disposer d'enseignants bien formés et de classes non surchargées autorisant un enseignement de qualité.

- Saddam Hussein n'est plus là ; mais l'Iraq est pourtant loin d'être stabilisé : pour preuve, des Américains et des Iraquiens y meurent tous les jours. En impliquant davantage la communauté internationale, les démocrates s'assureront que l'Amérique partage le fardeau d'un nouvel Iraq plus libre et plus stable.

Pendant l'élection présidentielle de 2000, Ralph Nader a considéré à tort qu'il n'y avait pas de différence entre les candidats démocrates et républicains à la Présidence. Dans cette élection, les démocrates présenteront aux électeurs un choix clair entre le *statu quo* et une véritable direction, prête à faire des choix difficiles. Les démocrates offriront une vision pour l'Amérique, qui améliorera l'économie, bénéficiera à ses citoyens et proposera au monde une conduite éclairée. C'est comme cela que nous gagnerons la Maison-Blanche.

Le Représentant Rahm Emanuel, démocrate du NorthWest, était conseiller du Président Bill Clinton et plus tard dirigeant d'une compagnie d'investissements Dresdner Kleinwort Wasserstein.

1)- « Simplified Family Credit ».

« Les démocrates peuvent gagner sur la fiscalité »

Par Rahm Emanuel

(*The Wall Street Journal*, 15 Octobre 2003)

En débattant pour savoir quel volet des baisses d'impôts du Président Bush ils retiendraient ou supprimeraient, les candidats démocrates à l'investiture présidentielle passent à côté d'une réelle opportunité politique et économique. Les candidats devraient en effet cesser de chercher à améliorer le système dont ils ont hérité du Président Bush et commencer à proposer une véritable réforme de fond du système fiscal.

Avec sa structure progressive, la proposition de réforme fiscale de Joe Lieberman est un pas dans la bonne direction, mais elle a encore besoin d'amélioration en matière de simplification. Les démocrates doivent devenir le parti de la réforme fiscale et renvoyer au Président Bush le colis de l'encombrant et régressif système fiscal qu'il a créé. Le thème principal de sa réforme fiscale est en réalité le suivant : avec l'aide de leurs comptables ou de leurs avocats, les intérêts particuliers seront récompensés avec des subventions et pourront s'abriter au sein de niches fiscales pendant que les classes moyennes croulent sous le poids d'un système fiscal écrasant, constitué de formulaires fiscaux illisibles.

Les taxes sur les salaires, qui sont payées par les classes moyennes, éclipsent désormais l'impôt sur les sociétés comme source principale de revenu fiscal pour l'Etat fédéral. La pression fiscale sur les entreprises est aujourd'hui tombée à son plus bas niveau depuis 1983. De plus, selon une enquête du « Center on Budget and Poli-

cy Priorities »¹, les Américains les plus riches, ceux représentant 1 % de la population, ont bénéficié en 2001 du plus gros revenu après impôt depuis la Grande Dépression. La désaffection croissante du public pour le système fiscal en vigueur est une conséquence directe de cette injustice. Dans une étude récente conduite par la « National Public Radio » et la « Kaiser Family Foundation », 14 % des sondés étaient mécontents quant au montant de leur impôt, 32 % pour la complexité du système et 51% contre les plus riches qui ne paient pas leur part légitime. Une grande majorité du public est ainsi persuadée que le système fiscal joue contre eux et a été conçu pour bénéficier aux bien portants.

Avec ces élections, il est question d'avenir, pas du passé. Une dispute sur les baisses d'impôts de 2001 ou 2003 conduirait les démocrates à deux impasses. Tout d'abord, en nous enfermant dans une querelle du passé, une telle dispute nous priverait de la faculté de nous approprier l'avenir. Par ailleurs, nous tomberions dans le piège du Président qui veut opposer de façon réductrice baisses d'impôts et hausses d'impôts. Inversement, une réforme d'ensemble du système fiscal permettrait aux démocrates de déterminer de leur propre chef les termes du débat présidentiel, tout en évitant les pièges que ces baisses d'impôts constituent pour nous.

Une attaque agressive du système fiscal en vigueur pourrait commencer avec la dénonciation des entreprises qui délocalisent leurs sièges. Le Président a en effet barré les efforts des démocrates visant à empêcher les entreprises américaines d'engranger des profits par le truchement de boîtes postales nichées sur des paradis fiscaux off-shore, qui ont déjà coûté aux américains cinq milliards de dollars sur une période de dix ans. Certaines entreprises sont même actuellement récompensées avec de généreuses commandes publiques fédérales, alors qu'elles délocalisent leurs sièges aux Bermudes. Par exemple, en l'espace de trois ans, l'entreprise Tyco a pu éviter de payer l'équivalent de 400 millions de dollars de taxes en déménageant off-shore, alors que l'entreprise se voyait par ailleurs attri-

buer en 2001 pour 182 millions de dollars de contrats de défense et de sécurité intérieure. Un autre exemple d'abus notoire réside dans la politique d'assurance-vie dite « de gardiennage ». De nombreuses entreprises souscrivent de telles polices d'assurances sur la tête de dizaines de milliers de leurs salariés. Elles reçoivent ainsi l'équivalent de dix milliards de crédits d'impôts en plus d'un « bénéfice » lors du décès de leurs salariés.

Les contribuables ne devraient pas non plus accepter d'être placés devant le fait accompli, comme c'est le cas avec l'actuel projet de loi sur l'énergie, de donner un nouveau cadeau fiscal de vingt milliards de dollars sur dix ans à des compagnies énergétiques pourtant excessivement rentables.

Ces exemples ne sont que la part visible de l'iceberg. Mais ils illustrent l'injustice que ressentent instinctivement les contribuables face à notre système fiscal actuel.

Avec une législation fiscale de plus de 45 000 pages, les démocrates ne devraient pas se contenter d'une simple réforme de ce système : ils devraient en effet assortir cette dernière d'un travail de simplification du droit. Comme alternative à l'actuel système en vigueur, les démocrates devraient promouvoir une réforme qui puisse soulager les classes moyennes. Je propose un « Crédit Familial Simplifié » comme modèle de ce qui pourrait être fait. Il réduirait en effet 2 000 pages du code fiscal à un formulaire unique et accessible de douze questions. Non content de participer d'une réelle simplification du droit, le « Crédit Familial Simplifié » maintiendrait en même temps la progressivité du système fiscal. Sous le système fiscal mis en œuvre par le Président Bush, une famille de classes moyennes de cinq personnes gagnant environ 50 000 dollars doit payer 1 700 dollars. Avec mon système de « Crédit Familial Simplifié » en vigueur, ils ne paieraient pas d'impôt et recevraient même un crédit d'impôt de l'ordre de 550 dollars. Ce système, offrant à la fois simplification et progressivité, devrait être adopté par les Démoc-

crates comme le pilier d'une vaste réforme fiscale.

Naturellement, une réforme fiscale n'est pas seulement un enjeu purement fiscal. Une telle réforme relève également d'un débat sur les valeurs. Alors que l'échelle de contournement de l'impôt atteint des proportions élevées, nous en sommes aujourd'hui réduits à disposer d'un corpus de règles et d'obligations pour les classes moyennes et d'un autre, très différent du premier, destiné aux intérêts particuliers.

La réforme fiscale pour les classes moyennes est un sujet puissant et les candidats démocrates devraient l'utiliser à leur avantage. Le Sénateur Lieberman est bien parti, mais nous devons aller plus loin. Les baisses d'impôts de Bush ont placé un fardeau très lourd sur les classes moyennes et offert aux intérêts spéciaux un trésor d'astuces et tours de passe-passe. Pour les démocrates, la campagne ne devrait pas être menée essentiellement contre des volets ou la totalité des baisses d'impôts de Georges Bush, mais contre l'ensemble de son système fiscal. Un système fiscal respectueux des valeurs et des intérêts des classes moyennes devrait devenir le cri de ralliement du Parti démocrate en 2004.

M. Emanuel, représentant de l'Illinois au Congrès, était conseiller politique du Président Clinton.

1)- « Think Tank » non partisan de référence pour les questions fiscales et budgétaires, basé à Washington.

Sommaire

Préface	5	
Avant-propos		11
« La bataille des primaires »		
« Loué soit l'Iowa »		
Washington, 20 janvier 2004		21
« Le cri »		
Washington, 29 janvier 2004		24
« New England Patriots : 5 – Carolina Panthers : 1 »		
Washington, 3 février 2004		27
« Howard Dean, sa majesté des mouches »		
Washington, 11 février 2004		31
« Bob + John = Zéro ; Adam + Eve = Millions »		
San Francisco, 18 février 2004		34
« Oussama Ben Nader »		
Washington, 25 février 2004		38
« Dennis l'ancien »		
Washington, 3 mars 2004		41

« On the campaign trail »

- « Born again christian
vs born again proletarian »
New York, 10 mars 2004 47
- « Magic Fed Greenspan »
Washington, le 18 mars 2004 51
- « El Huntington »
Washington, 25 mars 2004 55
- « USA Today »
Washington, 31 mars 2004 59
- « John Elvis Kerry »
New York, 7 avril 2004 64
- « Felix Potin Superstar »
Washington DC, 19 avril 2004 68
- « Georges Orwell Bush »
Washington, 27 avril 2004 72
- « Kill Bill, vol. 1 »
Washington DC, 4 mai 2004 76
- « Gladiator »
Washington DC, 11 mai 2004 80

« Kerry Blossom »

- « Kerry Blossom »
Washington, 18 mai 2004 85
- « Sigmaringen s/Potomac »
Washington, 26 mai 2004 89
- « Saddamus Rex »
Washington, 21 Juin 2004 93
- « A Moon on the Hill »
New York, 28 Juin 2004 97

« La lutte finale »

- « Natural Born lawyer »
Washington, 6 Juillet 2004 103
- « Johnnys be good »
Washington, 14 Juillet 2004 107
- « Dr Folamour »
New York, 22 Juillet 2004 111
- « Obama of America »
Washington, 29 Juillet 2004 115
- « The star strangled banner »
New York, 7 septembre 2004 119
- « Mud Meter »
15 septembre 2004 123
- « Swing Kerry »
22 septembre 2004 126
- « Kerry Tale »
30 septembre 2004 130

Annexes

- « Ce que doivent faire les Démocrates
pour gagner la Maison Blanche »
Par Rahm Emanuel
Crain's Chicago Business, 22 mars 2004 137
- « Les Démocrates peuvent gagner
sur la fiscalité »
Par Rahm Emanuel
The Wall Street Journal, 15 Octobre 2003 140



Les publications de la Fondation Jean-Jaurès

► Toutes les semaines, sur votre e-mail, la **Newsletter** de la Fondation Jean-Jaurès : une sélection d'articles, de discours, d'entretiens ou de rapports... Pour en savoir plus sur les débats, français et européens, concernant l'avenir de l'Union européenne et de la gauche.

► Tous les quinze jours, sur votre e-mail, la **News des livres** de la Fondation Jean-Jaurès : un choix de livres, d'articles et de sites Internet... pour en savoir plus sur ce qui se lit et se dit.

► Tous les mois, sur votre e-mail, les **Notes électroniques** de la Fondation Jean-Jaurès : de grandes signatures, françaises et internationales, politiques, intellectuels, syndicalistes, hauts fonctionnaires et chercheurs...pour décoder l'actualité.

► Tous les mois, la **Note** de la Fondation Jean-Jaurès : rapports des groupes de travail, grands entretiens, débats. Cent pages de décryptages, d'analyses et de propositions pour faire le tour d'un thème.

Les Notes sur le Net

Nos lecteurs et nouveaux abonnés pourront trouver les numéros épuisés des *Notes de la Fondation Jean-Jaurès*, sur le site :

www.jean-jaures.org

Les Notes de la Fondation Jean-Jaurès :
Abonnement pour 10 numéros* :
60 €. (30 €. chômeurs et étudiants)

* également disponible à l'unité



Pour recevoir gratuitement la Newsletter et la News des livres : inscrivez-vous à l'adresse suivante : fondation@jean-jaures.org



Les Notes de la Fondation Jean-Jaurès

Directeur de la publication : Gilles Finchelstein

gf@jean-jaures.org

Rédacteur en chef : Laurent Cohen

cohen@jean-jaures.org

Maquette : Antonio Bellavita

Impression : Inckôo-75017 Paris.

N° ISNN : 1294 - 6133